



CHRONIQUE PRISON – JUSTICE

JANVIER 2015

1^{er} janvier – Drame de JOUE-lès-TOURS les rumeurs et l'enquête. La mort de « BILAL », le 20 décembre après avoir agressé au couteau des policiers alimente tous les fantasmes. L'Etat islamique revendique l'agression.

Six SDF retrouvés morts

Euthanasie : confirmation par le Conseil d'Etat de la radiation du docteur BONNEMAISON.

Cinq prisonniers de GUANTANAMO transférés au KAZAKHISTAN. Ils étaient enfermés depuis plus de 11 ans sans être inculpés ni jugés. Il reste 127 détenus à GUANTANAMO.

3 janvier – Migrants à la dérive sur les côtes italiennes. Trois bateaux à la dérive ont été interceptés en Méditerranée avec plusieurs centaines de migrants à bord.

Obsolète et insuffisant, l'accueil d'urgence ne répond plus aux besoins des sans-abri. L'Etat consacre 1,3 Milliard d'euros par an à l'accueil d'urgence soit deux fois plus qu'en 2006.

« Entendu à la radio »

Deux détenus de la prison de l'île de RE se sont évadés. Ils ont été repris deux heures plus tard.

4 janvier – L'embarrassant presbytère-asile du Père RIFFART. A SAINT ETIENNE, le prêtre est poursuivi en justice pour héberger illégalement des dizaines de migrants africains. Le juge de première instance a reconnu « l'état de nécessité ». Le parquet a exercé un recours, la décision est attendue le 27 janvier.

Dix ans de lutte contre les discriminations. La HALDE a été créée le 30 décembre 2004, puis absorbée par le Défenseur des droits en 2011. 3673 réclamations en 2013, ¼ des dossiers concerne l'origine des demandeurs (étrangers) puis les handicapés 15,8%, les problèmes de santé 15,1%, le syndicalisme 10%, la grossesse 8,4%.

Un premier syndicat bien policé pour les gendarmes. L'association GEND XXI a été créée le 2 janvier sans avoir le droit de grève ni celui de manifester.

« Personne ne pensait en sortir vivant ». Les réfugiés du « Blue-Sky-M » racontent leur calvaire vers l'Europe. « A bord tout était interdit. Sortir de la cale, remonter sur le pont. Nous avons un seul WC pour tous ». En France le Front National s'engouffre dans la brèche. Marine LE PEN « il faut une réduction considérable du droit d'asile et une suppression des incitations à l'immigration telle l'Aide médicale d'Etat ».

7 janvier – Enquêtes ouvertes sur une page Facebook. La page intitulée « MDR o Baumettes » (mort de rire aux Baumettes) a été réalisée par des détenus qui exhibent liasses de billets et stupéfiants. D'après Philippe PERRON, directeur interrégional, la page a été créée depuis l'extérieur.

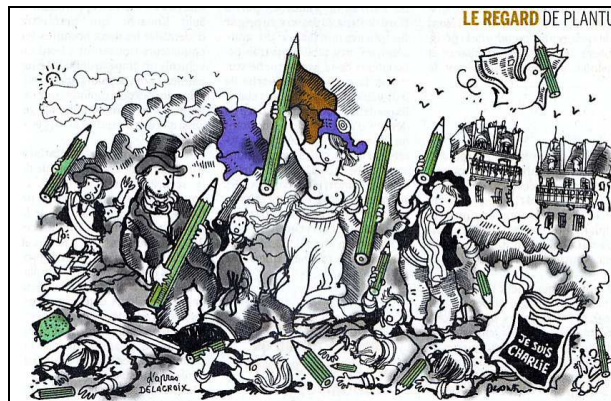
Le risque d'un procès se précise pour Jérôme CAHUZAC. Le parquet financier demande le renvoi de l'ex-ministre devant le tribunal correctionnel.

L'Allemagne se mobilise contre l'islamophobie. 18000 manifestants ont défilé contre l'Islam à DRESDE suscitant un mouvement de rejet dans le pays.

8 janvier – Des détenus sanctionnés à MARSEILLE et à NICE pour des photos sur Facebook, liasses de billets, téléphones portables, drogue... Des prisonniers apparaissent à visage découvert sur les réseaux sociaux. Un syndicat minoritaire de surveillants a demandé à la direction « d'en finir avec cette gestion digne d'un club de vacances ». Adeline HAZAN contrôleur générale des lieux de privation de liberté préconise l'autorisation des portables.

Christiane TAUBIRA, la ministre des petits cailloux. Analyse de Franck JOHANNES Autrefois ministre de la parole, faute de moyens, Me TAUBIRA aujourd'hui se tait. Ce qui reste à faire : l'abolition de la rétention de sûreté, la réforme du statut du parquet, qui passe par celle du Conseil Supérieur de la Magistrature.

9 janvier – « le 11 septembre français » « ils ont tué Charlie-Hebdo ». Au lendemain de l'attentat qui a fait 12 morts à Charlie-Hebdo les enquêteurs recherchent les frères KOUACHI. L'un d'eux a été condamné en 2008 dans le cadre d'une filière djihadiste avec l'IRAK.

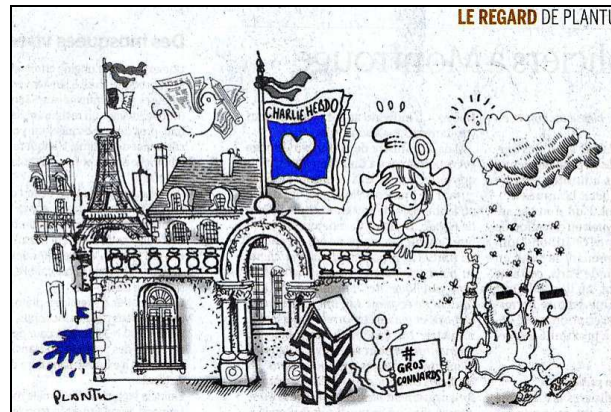


Condamnations officielles dans les pays musulmans mais sur les réseaux sociaux des sympathisants djihadistes se félicitent de l'attaque.

10 janvier – La folie meurtrière des frères KOUACHI, djihadistes aguerris. Ils appartiendraient à un mouvement sectaire salafiste Al Takfir Wal Hijra (qui signifie anathème et foi).

En Europe l'extrême droite est à l'affut. De Berlin à Londres, plusieurs partis xénophobes dénoncent les dangers de l'islam.

11 janvier – MARCHER CONTRE LA TERREUR - 17 personnes ont été assassinées dans un magasin casher de PARIS, à MONTRouGE et à Charlie-Hebdo. Deux des terroristes tués faisaient partie du groupe djihadiste des Buttes-Chaumont ; ils avaient revendiqué leur appartenance à la branche yéménite d'Al-Qaïda. Chérif KOUACHI avait effectué un séjour au Yémen en 2011.



COULIBALY Amedy assurait appartenir à l'Etat islamique et expliquait s'être « synchronisé » avec les deux frères KOUACHI. Il était un jeune de GRIGNY qui s'est radicalisé lors d'un séjour à Fleury-Mérogis où il a rencontré Djamel BEGHAL, figure de l'Islam radical. Celui-ci purge une peine de 10 ans de prison pour avoir préparé un attentat contre l'ambassade des Etats Unis à PARIS. Il rencontre également Chérif KOUACHI.



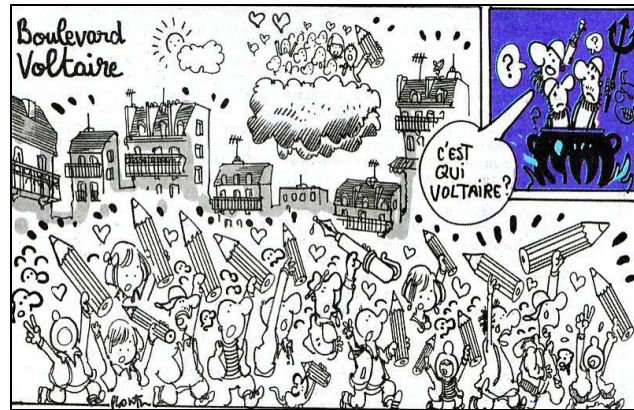
Tentative d'évasion de Smäin Aït Ali BELKACEM, auteur des attentats du RER C en 1995. Le 18 mai 2010 la police procède à des interpellations dont celle d'Amely COULIBALY. Lors de la perquisition on découvre un lot de balles de KALACHNIKOV. Condamné à 5 ans de prison en 2013. Il est libéré en mai 2014.

13 janvier – Faut-il un Patriot Act à la française ? Le durcissement du dispositif antiterroriste est en cours. Le Patriot Act consacre « la notion d'ennemis combattants illégaux » rappelle Mme Mireille DELMAS-MARTY « Des personnes qui ne bénéficiaient ni des garanties du droit pénal parce que ce sont des ennemis, ni de celles des prisonniers de guerre, parce que ce sont des combattants illégaux ».

Nicolas SARKOZY : pour lui les terroristes doivent être placés « en cellules individuelles » ce qui suppose à ses yeux de « créer de nouvelles places de prison ».

Monsieur VALLS veut réformer les conditions carcérales pour permettre l'encellulement individuel des détenus susceptibles de recruter et de former en prison des terroristes.

Du jamais vu : 3,7 Millions de Français et 44 chefs d'Etat ont défilé à PARIS et dans tout le pays.



Au NIGERIA, BOKO HARAM se taille un territoire à coup de massacres. Depuis le début de l'année, les insurgés islamistes ont commis des tueries dans plus de 15 villages dans le Nord du NIGERIA.

Suite aux actes de terrorisme en France, plus de 50 actes anti-islamiques.

A la prison de MAUBEUGE les travaux de remise en état sont terminés, les détenus vont être réintégrés dans l'établissement (57 à SEQUEDIN).

14 janvier – Changement de doctrine sur l'islamisme en prison. Manuel VALLS veut que les détenus radicaux soient isolés, une mesure jusque-là critiquée par la Garde des Sceaux. Expérience tentée en novembre 2014 à FRESNES, une trentaine de cellules au bout d'une division au 1^{er} étage de la prison et réservée aux détenus radicaux. Ils sont actuellement 152 dans l'ensemble des prisons françaises, 84% des détenus incarcérés pour terrorisme islamiste se sont radicalisés hors de la détention. 18000 détenus sont inscrits pour le ramadan sur 66530 détenus au total en France.

Le Bureau du renseignement pénitentiaire a été créé en 2003 au sein de l'État-major de sécurité. Il compte treize personnes qui travaillent avec la Direction Générale de la Sécurité Intérieure. Ils s'appuient sur 14 délégués inter-régionaux.

Pour le sociologue Fhrad KHOSROKHAVAR la prison ne doit pas être la seule réponse aux jeunes islamistes de retour de Syrie. « En regroupant les radicaux on renforce leurs liens ». On peut distinguer 3 catégories de jeunes qui reviennent de Syrie : les djihadistes endurcis, les déçus, les traumatisés. Il ne faut pas les traiter de la même manière. Il faudrait au moins 500 imams, ils sont 160 aujourd'hui.

Christiane TAUBIRA doit annoncer le 16 janvier un programme « recherche action » pour prendre en charge les détenus radicalisés. Un appel d'offres a été lancé auprès de plusieurs cabinets spécialisés pour mettre au point des « outils » de détection.

Les générations du djihad mondial AL QAÏDA plus menaçantes que l'Etat islamique. Les frères KOUACHI se sont réclamés d'AL QAÏDA dans la péninsule arabique. L'Etat islamique et AL QAÏDA : guerre au sommet, coopération à la base. Amedy COULIBALY, qui se revendiquait de l'Etat islamique, affirmait avoir voulu coordonner son action avec les frères KOUACHI.

Augmentation des actes islamophobes. 54 actes antimusulmans ont été recensés depuis les attentats.

DIEUDONNE s'est senti « Charlie COULIBALY », enquête ouverte pour apologie de terrorisme par le parquet de PARIS.

Une filière afghane a aidé Hayat BOUMEDIENE à fuir.

Marine LE PEN veut stopper la réforme TAUBIRA, elle veut aussi revenir sur la suppression de la double peine pour pouvoir expulser délinquants et criminels après l'exécution de leur peine en France.

15 janvier – M JACOB, Président des députés UMP a réclamé la création de centres spéciaux pour les djihadistes. Monsieur VALLS plaide lui pour des quartiers spéciaux au sein des établissements.

Une répression accrue de l'apologie des attentats. Christiane TAUBIRA appelle les procureurs à la « fermeté ». Une cinquantaine de procédures sont engagées.

La liberté d'expression et ses limites. La loi de 1881 sur la liberté de la presse précise les cas où la liberté d'expression est encadrée : injure, diffamation, l'appel au meurtre, à la violence, au vol, à la destruction, apologie des crimes de guerre, incitation au terrorisme, à la haine ou à la violence.

DIEUDONNE en garde à vue pour apologie de terrorisme « Sachez que ce soir je me sens Charlie COULIBALY ».

Un blogueur saoudien fouetté en public pour « insulte à l'Islam ». Raif BADAoui a été condamné à 10 ans de prison et 1000 coups de fouet en 2014. Les 50 premiers lui ont été infligés à DJEDDA. Il avait été arrêté en 2012 pour avoir dénigré la police religieuse.

Près de 200 incidents liés aux attentats dans les établissements scolaires. Refus de la minute de silence dans 100 cas.

Djihad au NIGERIA : les extrémistes de BOKO HARAM ont perpétré un massacre d'une ampleur effroyable, plusieurs centaines de morts voire 2000.

16 janvier – Les « quartiers » n'ont pas défilé dimanche. Les habitants de confession musulmane expriment une incompréhension des caricatures de Mahomet.

Laetitia NONONE Présidente de l'association ZONZON 93 de VILLEPINTE, structure qui fait de la sensibilisation sur l'univers carcéral « Il y a encore trop de gamins comme eux (les terroristes) entraînés par des espèces de frères qui viennent racoler dans les cités ».

Nicolas SARKOZY préconise l'instauration de la peine d'indignité nationale pour les terroristes français et la création de centres de « dé-radicalisation » pour les djihadistes condamnés.

« Il ne faut pas d'écoutes policières sans contrôle ». Jean Marie DELARUE chargé du contrôle des interceptions veut des contre-pouvoirs à l'activité des services. 6000 personnes sont écoutées par an soit 17 dossiers par jour.

La fabrique d'un terroriste. « Le Monde » avait longuement rencontré, fin 2008, Amedy COULIBALY le djihadiste qui a abattu une policière à MONTRouGE et quatre personnes dans un supermarché casher à PARIS. Cinq prisonniers de Fleury dont lui-même ont réalisé un film sur leur vie au quotidien en détention. Il a vendu ses images à France2. En prison, il a rencontré un vétéran du djihad « Djamel BEGHAL qui leur enseigne la pratique rigoureuse de l'Islam.

Migrants : la « phase 1 » d'un nouveau centre à CALAIS. Un accueil de jour a été ouvert le jeudi 15 janvier. 2200 migrants résideraient à CALAIS.

Prisons : 93 suicides en 2014 chiffre en légère baisse par rapport à 2013 : 97. C'est le chiffre le moins élevé depuis 2006. Pour en trouver un inférieur, il faut remonter à 1991, la population carcérale comptait 18000 détenus de moins qu'aujourd'hui.

17 janvier – L'Europe face la menace djihadiste. La Belgique a démantelé une « cellule terroriste opérationnelle » jeudi 15 janvier. L'assaut a fait deux morts et un blessé. En France, des proches de COULIBALY ont été interpellés. En Allemagne, deux arrestations ont eu lieu dans la mouvance islamiste. Contre les djihadistes, l'UMP propose la déchéance de nationalité pour les binationaux et une peine d'indignité nationale. Le message d'apaisement de HOLLANDE aux musulmans « premières victimes des fondamentalistes.

L'UMP a listé ses propositions contre le terrorisme :

- Elargir la rétention de sûreté aux actes terroristes,
- Centres de dé-radicalisation,
- Fouille systématique des détenus radicalisés,
- Exclure les réductions de peine pour les actes terroristes

Joël MERGUI Président du Consistoire central « Depuis des années, je répète qu'il faut s'occuper de la prison. C'est une école du terrorisme. Il y a donc un travail essentiel à y faire ».

« C'est un complot pour salir les musulmans ». A MARSEILLE des jeunes reprennent des messages évoquant « une conspiration contre l'Islam ».

En Mauritanie, prison ferme pour trois militants anti esclavagisme. L'esclavage officiellement interdit depuis 1981, est encore largement répandu dans le pays.

Surveiller ou sauver le dilemme de FRONTEx. L'afflux de réfugiés en Méditerranée pousse l'agence européenne gardienne des frontières à se redéfinir. C'est un Français, Fabrice LEGGERI, qui a été nommé pour 5 ans à la tête de cette agence chargée de la surveillance des limites extérieures de l'espace SCHENGEN.

Places et classes en prison. « L'ombre du monde, une anthologie de la condition carcérale » Didier FASSIN – Seuil La couleur des idées. De cette riche enquête qui prend le temps d'interroger l'amont de la prison comme son aval on retient cette formule : la prison est « un rappel à l'ordre social ». Plus l'état social recule, plus l'état pénal avance. La délinquance financière jouit d'une quasi impunité carcérale alors que sont surreprésentées les classes populaires et les minorités ethniques.

18 janvier – Le gouvernement belge déploie l'armée contre la menace djihadiste. La cellule démantelée jeudi à BRUXELLES prévoyait des attaques contre la police. De nouvelles mesures visent les combattants rentrant de Syrie. Pour tenter d'éradiquer les phénomènes de radicalisation en prison, un plan de formation des personnels pénitentiaires sera lancé en collaboration avec les « conseillers islamiques » déjà actifs en prison.

Manifestations de colère anti française au Niger et au Pakistan contre la publication de la une de Charlie Hebdo.

Un règlement de comptes met fin à six mois de trêve à MARSEILLE.

Les travailleurs sociaux de l'hébergement d'urgence à bout de force. L'idée d'une grève nationale fait son chemin.

20 janvier – Comment lutter contre l'islam radical ? Un rapport fustige les retards français dans la lutte contre l'islamisme et préconise de revoir la stratégie contre le terrorisme. Pierre CONESA, ancien haut fonctionnaire au Ministère de la Défense, « la France doit faire émerger des acteurs musulmans au lieu de laisser le salafisme capter tout l'espace médiatique ». Ce mouvement est apparu dans les années 90 en France encouragé par le wahhabisme saoudien.

Des peines très sévères pour apologie du terrorisme. Le prononcé quasi systématique de peines de prison suscite de vives protestations.

A l'institut de théologie de la Grande Mosquée, les futurs imams s'interrogent sur les attentats. Missoum CHAOUI, aumônier pénitentiaire et formateur a décidé de laisser la parole à ses 17 élèves. « ils ont sorti leurs plumes empoisonnées, sortez les plumes de paix pour dire qui était vraiment le prophète ».

NIGER : 10 morts lors de la protestation des anti « Charlie ».

21 janvier – Les partisans du service national donnent de la voix. Les militaires jugent impossible le retour au service national tel qu'il existait jusqu'en 1996. Xavier BERTRAND, François BAROUIN et Éric CIOTTI favorables à un service national, qui ne serait pas un service militaire, de 3 mois encadré par des anciens militaires et des réservistes. François HOLLANDE plaide en faveur de l'extension du service civique créé en 2010. Le dispositif encourage les jeunes de 16 à 25 ans à participer à un projet dans le cadre d'un engagement citoyen.

Malik BOUTIH plaide pour la mise sous tutelle de quartiers sensibles. Le député PS de l'ESSONNE dénonce l'existence de zones de non droit et « la lâcheté » de certains élèves qui ont « flatté le communautarisme ».

Quatre proches de COULIBALY déférés devant la justice.

6 mois de prison pour avoir dit « ils auraient dû tous vous tuer » (à propos des policiers).

Enquête ouverte pour menaces contre la mère d'une victime de MERAH.

Une enquête d'Human Rights Watch a recueilli des témoignages de migrants faisant état de coup répétés des policiers de CALAIS. L'accueil de nuit ouvert en raison du froid.

Un plaider-coupable pour les affaires financières. Le Président du Tribunal de PARIS a proposé lundi 19 janvier une « révolution culturelle » en comparution préalable sur reconnaissance de culpabilité prévue par la loi du 13/12/2011.

22 janvier – Une plongée dans l'enfer de GUANTANAMO. Le mauritanien Mohamedou Ould Slahi, détenu depuis 2001 publie un témoignage terrifiant sur sa captivité. « Les carnets de GUANTANAMO » Michel LAFON 18 euros. Il n'a jamais été jugé.

Indonésie : tensions diplomatiques après l'exécution de cinq étrangers pour trafic de drogue.

Des complices présumés de COULIBALY mis en examen, ils sont soupçonnés d'avoir aidé le terroriste à acquérir des armes et un véhicule.

Mesures annoncées par le Premier Ministre :

- 60 Millions d'euros mobilisés pour la « dé-radicalisation ».
- Les équipes des parquets et le renseignement seront renforcés.
- Le regroupement des détenus radicalisés se fera dans 5 quartiers.
- 60 aumôniers musulmans recrutés qui vont s'ajouter aux 182 existants.
- Moyens financiers de l'aumônerie musulmane doublés
- Mission de « veille et d'information » aide à la Direction de la Protection Judiciaire de la Jeunesse.
- 950 emplois créés en 3 ans au Ministère de la Justice répartis entre les juridictions, l'administration pénitentiaire et la protection judiciaire de la jeunesse.

« Apartheid » en France ? VALLS lève un tabou. Il a dénoncé les quartiers transformés en « ghettos ».

Coup de filet dans l'affaire des transferts de l'OM. Le juge d'instruction cherche à vérifier si des transferts ont pu donner lieu à des commissions occultes. Des agents de joueurs et des figures du banditisme placés en garde à vue.

Grand banditisme : cinq russes interpellés à BEZIERS dont des tchéchènes. Des explosifs ont été découverts.

23 janvier – Laïcité : le gouvernement place l'école en première ligne. Enseignement moral et civique, éducation aux médias, formation des enseignants, Journée de la laïcité... L'exécutif veut « réarmer » les enseignants.

Le fondateur de Pegida Lutz BACKMANN, qui avait lancé en octobre le mouvement islamophobe allemand, s'était grimé en Hitler ; il a été contraint à la démission. Après deux ans en prison BACKMANN a été condamné de nouveau pour détention de cocaïne.

Mohamed El Makouli a-t-il été victime d'un crime islamique ? L'auteur des 17 coups de couteau interné en psychiatrie immédiatement après le meurtre, pourrait être déclaré irresponsable.

Indignité nationale : « la France aurait beaucoup à perdre » L'historienne Anne SIMONIN est réservée quant à l'idée que des djihadistes puissent être condamnés pour ce crime instauré à la libération. Cette sanction a touché 100.000 personnes à la libération.

Après la trêve, Nicolas SARKOZY sonne le glas de l'unité nationale. Il se dit « consterné » qu'on puisse assimiler la République française à l'apartheid. Il a accusé Christiane TAUBIRA d'avoir instauré une « politique de désarmement pénal ».

24 janvier – La déchéance de nationalité validée par le Conseil Constitutionnel. La haute juridiction a estimé que la sanction frappant un terroriste ayant une double nationalité n'était pas « hors de proportion » avec la gravité des faits.

Une requête d'Yvan COLONNA, condamné à perpétuité en 1998 pour l'assassinat du préfet ERIGNAC, a été déclarée recevable par la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour atteinte au procès équitable. La décision n'interviendra pas avant 2017.

Non-lieu requis pour le « Mur des Cons ». Pour le parquet de Paris, les faits concernant le mur de photos du Syndicat de la Magistrature sont prescrits.

« L'accès à l'école a été démocratisé, pas la réussite » Le pédagogue Philippe MEIRIEU « La priorité des priorités, c'est l'apprentissage de la pensée contre l'immédiateté de la pulsion consommatoire ».

25 janvier – La France est-elle en situation d'apartheid ? En parlant d'un « apartheid territorial, social, ethnique » Manuel VALLS a suscité un vif débat sur les ségrégations en France.

- Education, logement, chômage, échec de la politique de la ville : les indicateurs sociaux appuient le constat de la ghettoïsation.
- Quand la ségrégation scolaire est aussi sociale et ethnique. Dans les ZEP seuls 40% des 3ièmes maîtrisent les compétences de base.
- Un chômage alarmant dans les « quartiers » Dans les zones urbaines sensibles 45% de jeunes âgés de 15 à 29 ans sont sans emploi.
- Trente ans d'échec de la politique de la ville. Lancé en 1977, le premier « plan banlieue » a été suivi de 9 autres.

Sur la piste des mafias de l'environnement. En Inde, en Chine ou à Madagascar « le monde » a traqué cinq « écocides » des crimes contre la nature. 30 à 100 Milliards de dollars, chiffre d'affaire estimé du commerce illégal de bois dans le monde. 25% des déchets exportés de l'UE vers les pays en développement, qui sont en infraction avec la législation internationale.

Un franco-marocain déchu de sa nationalité française. Le Conseil Constitutionnel valide la déchéance de nationalité d'un Marocain condamné pour terrorisme en 2013.

27 janvier – Faut-il plus d'imams dans les prisons ? Afin de lutter contre la radicalisation en milieu carcéral le gouvernement a annoncé le recrutement de 60 nouveaux aumôniers musulmans. Mesure efficace ou transfert risqué de l'aide sociale aux autorités religieuses.

« 1^{ière} tribune »

Privilégions le travail social ! Une république laïque comme la nôtre ne doit pas s'appuyer uniquement sur le religieux pour affronter la radicalisation par Ouisa KIES (sociologue, chef de projet à la Direction de l'administration pénitentiaire pour la « détention et prise en charge des détenus radicalisés »). Il faut transformer un cadre répressif en terrain d'apprentissage de la réhabilitation.

« 2^{ième} tribune »

« Les aumôniers musulmans sont plus utiles que l'isolement » par Pierre BOTTON.

Attentats de Paris : Jean Marie LE PEN défend la thèse du complot. Selon le fondateur du Front National, les terroristes « étaient membres d'une organisation secrète ».

Affaire BETTENCOURT : le procès de l'entourage. Dix personnes comparaissent à BORDEAUX accusés d'avoir soutiré des fortunes à la Milliardaire nonagénaire. François Marie BANIER aurait touché en quatre ans 494 Millions d'euros.

Deux fonctionnaires de la PAF interpellés à ROISSY. Ils sont soupçonnés d'avoir fermé les yeux sur le passage de valises contenant de la cocaïne.

28 janvier – Banlieues : « Apartheid et amnésie ».

- Mai 1998 Jean Pierre CHEVENEMENT « il faut se donner les moyens de lutter sur le long terme contre l'apartheid spatial et social ».

- 2004 Rapport de l'Inspection Générale de l'Education Nationale « Pour la 1^{ière} fois dans notre pays la question religieuse se superpose au moins en partie à la question sociale et à la question nationale » « Des quartiers se sont édifiés en contre-sociétés alors en rupture avec la société qui les entoure ».

- 2010 Claude DILAIN, maire de Clichy « J'ai honte d'être le représentant impuissant de la République française ».

Le nombre d'actes antisémites a doublé en 2014.

29 janvier – Un médecin égyptien en prison après une excision mortelle. 91% des Egyptiennes entre 15 et 49 ans ont été excisées.

Selon un sondage IPSOS les Français rejettent moins l'Islam mais plébiscitent le tout sécuritaire.

L'accroissement du chômage signe l'échec de l'exécutif. Près de 3,5 Millions de chômeurs sans aucune activité. Le nombre de demandeurs d'emploi a grimpé de 600.000 en deux ans et demi.

5 arrestations dans une opération anti-djihadiste à LUNEL dans l'HERAULT.

Comment nos filles deviennent des « califettes ». Il est temps de comprendre ce phénomène social pour l'endiguer.

30 janvier – Enquête sur le mentor des tueurs de « Charlie » et de l'Hyper Casher. Figure du djihadisme international Djamel BEGHAL a fait le lien en prison entre Amedy COULIBALY et Cherif KOUACHI. Il est derrière les barreaux de nouveau depuis le printemps 2010 accusé d'avoir fomenté l'évasion de Smaïn Aït Ali BELKACEM auteur de l'attentat contre la station RER ORSAY en 1995.

Un défi pour le renseignement pénitentiaire. 160 personnes gravitant autour de l'islam radical sont aujourd'hui attentivement surveillées.

DIEUDONNE : « je ne suis pas antisémite, parce que ça n'est pas drôle ». Le polémiste était jugé mercredi pour ses propos contre le journaliste Patrick COHEN en 2013. Il a déjà été condamné 9 fois depuis 2006.

31 janvier – L'engagement, nouveau totem de HOLLANDE. L'extension du service civique devrait figurer parmi les annonces de la conférence de presse du 5 février. 170.000 personnes « volontaires » à l'horizon 2017.

Un proche de Marine LE PEN mis en examen. Frédéric CHATILLON est un rouage essentiel de l'équipe de la Présidente du Front National. La justice estime à 10 Millions d'euros l'argent détourné pour le financement des campagnes frontistes en 2012.

A NICE, les mots d'un enfant devant la police. Un élève de CE2 a été interrogé dans un commissariat après avoir refusé « d'être Charlie ».

FEVRIER 2015

1^{er} février – Justice des mineurs : la réforme attendra. La réforme de l'ordonnance du 2 février 1945 sur la justice des mineurs, qui devait être présentée au Conseil des ministres, ne sera pas examinée prochainement. Le texte a déjà été modifié 36 fois. Seuls 6 articles datent de la Libération. En France en 2013, 14,6 Millions de mineurs, 234.000 mis en cause par la police. Trois types de délinquance juvénile :

- la « délinquance initiatique »,
- la « délinquance pathologique »,
- la « délinquance d'exclusion ».

Les jeunes d'origine étrangère, cumulant les facteurs de vulnérabilité, sont surreprésentés. 66% des jeunes sortant de prison sont condamnés à nouveau à de la prison ferme dans les 5 ans. 1% des détenus sont des mineurs. Au 31 décembre 2013, 713 mineurs étaient détenus. Durée moyenne de détention : 3 mois.

LUNEL : laboratoire miniature du djihad « made in France ». Cinq habitants de la petite commune ont été mis en examen samedi. La mosquée de LUNEL, d'obédience

TABLIGH a une influence indirecte. La lecture littéraliste des textes a pu contribuer à légitimer les départs.

La prison électronique : du département de la Marne en France au sillage du GUIYU en Chine enquête sur le trafic et le « recyclage » illégal de déchets d'équipements électriques et électroniques.

3 février – Dominique STRAUSS-KAHN au centre du procès du CARLTON. L'ancien patron du Fonds Monétaire International et 13 autres prévenus comparaissent à LILLE pour « proxénétisme aggravé ».

Nouvelles mises en examen dans le vol de cocaïne au 36 quai des Orfèvres. Huit relations, dont six policiers, du brigadier soupçonné d'avoir dérobé 52 kilos de stupéfiants, sont dans le viseur des enquêteurs.

Les jumeaux, leurs empreintes et la drogue. L'un des deux frères GHEDDAD connus pour jouer de leur ressemblance, a été arrêté. « Ils disaient toujours ce n'est pas moi, c'est mon frère » explique un responsable de la police judiciaire.

Les nazis ne meurent jamais. A l'instar d'Aloïs BRUNNER ancien commandant du camp de DRANCY, dont la mort a été annoncée en décembre 2014 de nombreux criminels en exil ont bénéficié de multiples protections, en particulier en Allemagne de l'OUEST.

Quand le crime envahit la toile. L'affaire SONY marque une rupture dans la prise de conscience du danger de la cybercriminalité. Les affaires se multiplient avec des pirates impunis et bien mieux outillés que leurs victimes. « Une escroquerie dans le monde virtuel rapporte bien plus que dans le monde réel » Général WATIN – AUGOUARD – Centre expert contre la cybercriminalité français.

4 février – Procès CARLTON : « le tribunal n'est pas le gardien de l'ordre moral ». Au premier jour du procès des 14 prévenus pour proxénétisme aggravé, le Président a fixé le cadre aux trois semaines de débats.

Affaire PASTOR : le gendre et le coach face à face. Les deux commanditaires de l'assassinat de la milliardaire ont été confrontés lundi.

Quand François Mari BANIER a dû se résigner à accepter beaucoup d'argent. Il a un bagout qui permettrait de vendre des rayures à un zèbre.

« Une massification de la précarité » en 2014 selon la Fondation Abbé Pierre.

- 3,5 Millions de mal logés
- 1,8 Million de demandeurs de logements sociaux alors que seuls 470.000 HLM sont attribués chaque année.

Huit djihadistes présumés interpellés en région parisienne et à Lyon.

5 février – Antiterrorisme : l'armée en première ligne. Depuis début janvier, plus de 200 incidents signalés en Ile de France. « Mettre un militaire devant une synagogue, c'est placer une cible devant une cible » un officier de l'armée.

L'agresseur de NICE, un délinquant surveillé par les services du renseignement. Moussa COULIBALY avait montré des signes de radicalisation et tenté de partir en Turquie, sans être considéré comme une menace.

Cinq surveillants de prison en garde à vue pour trafic de drogue au sein de la prison d'AMIENS. Ils étaient membres de la CGT.

« Il faut au moins un aumônier musulman par prison pour protéger les détenus des plus radicaux » Habib S. KAANICHE est responsable régional des aumôneries musulmanes de MARSEILLE. « Je suis favorable à l'isolement de radicaux, mais contre le regroupement des prisonniers » « Aujourd'hui aucun aumônier de prison ne jouit de la retraite ou de la sécurité sociale. Comment voulez-vous qu'ils consacrent plus de temps avec 400 euros par mois ».

Nouveau bureau de la CGT 10 membres dont Céline VERTELETTI (personnels pénitentiaires).

Prison : les prédicateurs de l'ombre. En juin 2014, les autorités en recensaient 90, 6 mois plus tard ils sont 160 radicalisés qui imposent leur loi et deviennent de plus en plus difficiles à repérer.

Prison avec sursis pour l'ex sauveur de l'industrie Louis PETIET. Il a été condamné pour escroquerie dans le dossier ISOTHERMA, une société qu'il a reprise. « Il faut prendre des groupes industriels pourris, parce qu'on ne les paye pas et ne pas payer, c'est le seul moyen de ne pas surpayer ».

6 février – Une nouvelle affaire éclabousse la police judiciaire. Bernard PETIT directeur de la Police Judiciaire parisienne, a été piégé par une écoute téléphonique. Il est soupçonné d'avoir fait « fuiter » des informations à une relation visée par une enquête. Cette affaire a été découverte dans le cadre d'une enquête impliquant « l'escroc des stars » Christophe ROCANCOURT.

Procès BETTENCOURT : la vieille dame et l'indigne Monsieur DE MAISTRE ex gestionnaire de fortune.

30.000 euros d'amende contre DIEUDONNE pour apologie de terrorisme.

François PEROL ex collaborateur de Nicolas SARKOZY a été renvoyé en correctionnelle pour prise illégale d'intérêt. Il a pris la tête du groupe Banque Populaire et Caisse d'Epargne après avoir suivi le dossier à l'Elysée.

Les pistes danoises contre la radicalisation djihadiste. Copenhague a créé un dispositif de prévention pour les jeunes qui veulent partir en Syrie ou en reviennent. Un système de tutorat a été mis en place.

Vogue la galère. Après les armes et les déchets toxiques, les « cargos poubelles » servent désormais au commerce illicite des plus rentables en Méditerranée : le trafic des migrants fuyant vers l'EUROPE. Des réseaux très bien organisés.

Pourquoi l'offre islamiste séduit une jeunesse en mal d'héroïsme. Le discours des jeunes djihadistes témoigne moins de leur attachement aux rites religieux que de leur fascination pour une idéologie qui caricature et essentialise l'Orient et l'Occident.

« Lu dans « la vie » n°3623 »

Une ferme pour retrouver la liberté. A Coucy le Château, dans l'AISNE, la ferme de MOYEMBRIE accueille des détenus en fin de peine pour les aider à se reconstruire. Elle a été créée en 1990.

Adresse : 17 rue de MOYEMBRIE
02380 COUCY-LE-CHATEAU-AUFFRIQUE
tél 03 23 52 73 29
ogfm@hotmail.fr

Il y aurait environ 50.000 femmes dans les prisons russes. Elles triment et vivent dans de sordides conditions d'hygiène. La réinsertion n'est pas au programme. Les femmes peuvent garder leur enfants jusqu'à 3 ans.

7 février – La chute du patron de la Police Judiciaire ébranle la police. Manuel VALLS avait choisi lui-même Bernard PETIT comme directeur de la PJ parisienne. Ce dernier a été limogé après sa mise en examen.

Cocaïne volée : ROCANCOURT apparaît dans l'affaire. « L'escroc des stars » a croisé le policier du 36 quai des Orfèvres en prison, d'où ils ont piloté les transactions.

A LYON, une mosquée porte plainte contre les radicaux. Un procès a opposé le 4 février l'association islamique d'OULLINS à l'un de ses fidèles jugé trop rigoriste. Une première. Selon des responsables musulmans, quatre mosquées de LYON et de sa région sont touchées par une poussée salafiste.

8 février – La chute d'un maître chinois des faux papiers. Le démantèlement des réseaux d'immigration clandestine est une priorité du gouvernement. En 2014, 226 réseaux ont été démantelés, 1834 personnes interpellées. La famille H. exigeait entre 6000 et 8000 euros pour monter un dossier.

A EVRY, les limites de la « politique de peuplement ». La ville de Manuel WALS lui a servi de laboratoire depuis 2001, sans parvenir à une réelle mixité sociale.

Nature défigurée, corruption généralisée, conditions de travail inhumaines et illégales... En Indonésie et en Malaisie, l'exploitation de la cassitérite, le « sable noir » qui sera transformé en étain dont raffolent smartphones et ordinateurs portables fait des ravages.

10 février – Comptes secrets en Suisse le gotha des évadés fiscaux français. Ils ont plus de 100.000 (vedettes du showbiz, capitaines d'industrie, chefs d'Etat, trafiquants en tout genre) à avoir bénéficié du système d'évasion fiscale de HSBC. 180 Milliards d'euros ont transité par Genève via la filiale suisse de la banque britannique entre 2006 et 2007. 3000 Français sont concernés. Le fisc a engagé 2304 contrôles pour 300 Millions d'euros à ce jour recouvrés.

Nombre record d'actes antisémites au Royaume-Uni en 2014 ; 1168, plus du double de l'année précédente.

Le parquet financier s'attaque à la corruption locale. Des enquêtes pour détournement de fonds publics et favoritisme ouvertes à SEVRAN et ARGENTEUIL.

11 février – HSBC abritait aussi des parrains d'Al-QAIDA. Oussama BEN LADEN l'appelait « Golden Chain ». La liste de ses 20 sponsors, plusieurs étaient saoudiens et clients d'HSBC.

Marchands d'armes et clients d'HSBC.

Un écrin sur mesure pour le gotha du diamant. Les plus grands noms de la joaillerie avaient des comptes dans la banque genevoise. Des cadres blanchissaient de l'argent sale, provenant de la collecte d'espèces issues de trafic de stupéfiants

UBS, la banque suisse qui fraude aussi. En septembre 2014 la banque a dû verser 1,1 Milliard d'euros à titre de caution.

Le « verrou » de BERCY, une exception française. Aucune poursuite judiciaire pour fraude fiscale ne peut être engagée sans l'aval préalable du Ministre du Budget. Chaque année très peu de cas (50) sont soumis à l'appréciation de la justice.

La province de SICHUAN au cœur de la lutte anticorruption en Chine. Lui Han un ancien magnat minier tombé en disgrâce a été exécuté le 9 février.

Au Mexique, la « reine du Pacifique » libérée. Riche et séductrice, Sandra Avila BELTRAN est une ancienne figure du cartel des drogues. La lutte des cartels entre eux et contre le gouvernement a fait plus de 80.000 morts et 23.000 disparus.

Manuel WALLS sous tension à MARSEILLE. Une nouvelle fusillade à LA CASTELLANE a mis à mal un déplacement consacré à la lutte contre l'insécurité.

Une mère condamnée à quatre mois de prison avec sursis pour l'absentéisme de son fils.

12 février – Londres, de nouveau condamné par la Cour Européenne des Droits de l'Homme, pour avoir refusé le droit de vote de 1015 détenus (précédente condamnation en 2005). Au Maroc aussi les prisons constituent un foyer de radicalisation. Après les attentats de 2003 plusieurs milliers d'islamistes ont été incarcérés 500 le sont toujours. L'association Al-Karama active auprès des détenus salafistes prône le dialogue religieux dans les prisons mais aussi un accompagnement socio-économique.



La Cour des Comptes tire un bilan globalement positif de la réforme de la carte judiciaire en 2007 sous la houlette de Rachida DATI qui s'est traduite par la suppression d'une juridiction sur quatre. La question du nombre de Cours d'Appel devrait être posée.

En Italie, 29 migrants sont morts lors d'une opération de sauvetage au large de LAMPEDUSA. L'Eglise italienne accuse l'EUROPE de « tourner le dos et de regarder ailleurs ».

Stéphane TIKI, Président des jeunes de l'UMP et sans papier. Révélation du Canard Enchaîné. Il s'est mis en congé de la présidence. Militant engagé depuis 2006, il fait partie du courant le plus dur à l'encontre des étrangers.

Augmentation des actes islamophobes de 10% par rapport à 2013.

13 février – Contre la fraude fiscale, renforçons la sanction pénale. La France en fait trop peu pour condamner l'évasion fiscale. Sans chercher à emprisonner nécessairement les fautifs il faut augmenter le nombre de procès et ainsi effacer le profil du citoyen inattentif pour mettre en scène le fraudeur. La sanction « classique » assignée à ceux qui volent l'Etat Sur environ 65000 détenus dans les prisons françaises, un peu moins de 5000 sont condamnés pour escroquerie, abus de confiance, recel, faux et usage de faux. Pour le seul délit de fraude fiscale, aucun. L'objectif de la sanction pénale est aussi de mettre en scène la légitimité de la règle pour (ré)conforter ceux qui l'ont respectée.

Les KOUACHI une jeunesse française. Qui aurait pu penser que SAÏD et CHERIF deviendraient un jour les auteurs du massacre de « CHARLIE HEBDO » ? Récit d'une adolescence au foyer social de la Fondation Claude POMPIDOU en Corrèze, où les deux frères étaient des enfants faciles.

Jo MASANET : les excès d'un syndicaliste policier. Les pratiques de ce suspect dans l'affaire qui vient d'ébranler le 36 quai des Orfèvres étaient dénoncées de longue date.

Nicolas SARKOZY veut lancer un débat sur l'islam. Il n'entend pas laisser le sujet au FN. Il y voit l'occasion de mettre en difficulté Alain JUPPE.

Belgique : lourdes peines contre SHARIA4BELGIUM filière de recrutement djihadiste.

Italie : 16 ans de prison pour le commandant du « Costa Concordia ». Il devrait faire appel.

14 février – Un Français de 50 ans pourrait être exécuté prochainement en Indonésie. Il a été condamné pour trafic de drogue.

Procès du CARLTON. Les trois jours d'audition de DSK ont suffi à démolir les éléments à charge de l'instruction. Bernard LEMETTRE, diacre et délégué régional du NID, est intervenu lors du procès « si la prostitution n'est pas faite pour ceux que l'on aime, alors elle n'est faite pour personne »

« Site internet CAPAR »

Comment réagir face à un jeune prêt au djihad ? Un numéro vert 0 800 005 696 vient en aide aux proches, depuis les attentats de janvier les appels se multiplient. Ce sont des réservistes, retraités de la police nationale qui sont mobilisés.

15 février – BETTENCOURT : Maître Wilhelm avocat de tout le monde. L'ex conseil de la milliardaire est poursuivi pour abus de faiblesse.

Un commissaire de l'Inspection Générale de la police nationale a été suspendu en marge des malversations présumées aux dépens des œuvres de la police.

17 février – COPENHAGUE : l'onde choc. L'itinéraire de l'auteur présumé des attentats de Copenhague fait apparaître des liens entre des gangs criminels et des islamistes. Depuis 10 ans et les premières caricatures de MAHOMET, les tensions n'ont cessé de s'accroître au Danemark. Omar El-Husseini, né au Danemark était sorti de prison en janvier 2015. Il s'est attaqué à un centre culturel où avait lieu un débat à propos de la liberté d'expression et à une synagogue.

La branche libyenne de l'Organisation Etat islamique a diffusé la vidéo de l'exécution de 21 otages coptes.

Le patron du contre-espionnage marocain décoré par Paris alors qu'il fait l'objet de plusieurs plaintes pour torture.

Emotion après la profanation d'un cimetière juif dans la Bas-Rhin.

Philippe COURROYE poursuivi pour homicide involontaire après le suicide d'un des anciens substituts de l'ex procureur de NANTERRE.

Frappons plus durement les paradis fiscaux. 7600 milliards de dollars sont détenus dans les paradis fiscaux. Ce n'est que quand la fraude coûtera plus aux paradis fiscaux quelle ne leur rapporte que l'on aura enfin réalisé un pas de géant.

18 février – Danemark : l'émotion et ceux qui la refusent. 30.000 personnes ont rendu hommage aux victimes des attentats, d'autres ont déposé des fleurs pour le tueur.

Le Conseil Supérieur de l'audiovisuel saisi après les propos de Roland DUMAS.
« Manuel WALLS est probablement sous influence juive ».

« Le fait que les actes antisémites soient accueillis dans une relative indifférence nécessite un sursaut national » Gilles CLAVREUL délégué à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme.

Au procès du CARLTON, l'étonnante volte-face des parties civiles. Les avocats de deux ex prostituées ont annoncé qu'ils abandonnaient toute action contre DSK.

Hollande sort de l'oubli les « fous » morts de VICHY. Le chef de l'Etat a répondu positivement à une pétition réclamant la création d'un mémorial. « Comment a-t-on pu laisser s'éteindre le souvenir de la mort de ces quelques 50.000 personnes » Charles GARDOU anthropologue.

La France critiquée sur les droits de l'homme. Le commissaire européen MUIZNIEKS s'inquiète des actes racistes et d'un « effritement de la cohésion sociale ».

19 février – Tombés du nid : article de Florence AUBENAS. Ils ont vingt ans et vivent dans la rue... Ils sont de plus en plus nombreux. Fin 2015, dans 72 départements sur 101 une expérience va être lancée la « garantie jeune » 435 euros par mois. Le jeune sélectionné sur dossier s'engage pour « un cursus » sur un an.

En demandant la relaxe de Dominique STRAUSS-KAHN le procureur a critiqué l'instruction à charge, selon lui, du dossier.

Arbitrage TAPIE : la Cour d'Appel annule la sentence arbitrale qui avait accordé à l'homme d'affaire 405 Millions d'euros

20 février – Les juges demandent la levée de l'immunité du député BALKANY. Les enquêteurs disposent de nouveaux témoignages accréditant l'existence d'un système de fraude fiscale.

Au procès du CARLTON, la colère des avocats de DSK. La défense a réglé son compte avec une instruction « déloyale » et une presse voyeuse.

L'antisémitisme impulsif de cinq gars ordinaires. Ils ont été mis en examen après la profanation du cimetière juif de SARRE UNION.

Indignation après l'acte raciste des supporters de CHELSEA à PARIS. « Nous sommes racistes et on aime ça ».

21 février – La France condamnée pour soins insuffisants à un détenu handicapé. La Cour Européenne des droits de l'homme a été saisie par un paraplégique de 43 ans. Il se plaignait du trop faible nombre de séances de kinésithérapie et de la nécessité de faire appel à un codétenu pour faire sa toilette.

Procès BETTENCOURT « des délinquants ordinaires, le magot en plus ».

Evasion fiscale : au procès des héritières RICCI le parquet a réclamé deux ans de prison ferme contre la petite fille de la couturière.

Durant la traque, les épouses et les sœurs des frères KOUACHI ont été longuement entendues par la police. « Cherif tout comme moi pratiquons un islam tout à fait normal » Izzana KOUACHI.

La rengaine de Roland. Roland DUMAS a choqué jusque dans son camp en concédant une « influence juive » qui se serait exercée sur Manuel WALLS.

22 février – Procès BETTENCOURT : BANIER dans le collimateur. Le procureur de la République a requis 3 ans de prison contre le photographe.

Le procès du CARLTON s'est achevé le 20 février. Le jugement sera rendu à LILLE le 12 juin.

Pesticides connection : des laboratoires de la périphérie de SHANGHAI en Chine, aux rayons des distributeurs de FIGUERAS en Espagne, enquête sur le trafic illégal de pesticides interdits ou contrefaits qui empoisonnent sols, agriculteurs et consommateurs.

« Vu sur internet »

Programme anti-radicalisation dans les prisons – 5 quartiers dédiés aux détenus islamistes radicaux – Fleury Mérogis, Lille Annœullin, Osny, deux quartiers à Fresnes. Recrutement de 18 surveillants pour ces quartiers.

24 février – TAUBIRA veut renforcer l'arsenal juridique contre les dérives d'internet. « les infractions reconnues dans l'espace public doivent pouvoir l'être dans l'espace internet ».

Les institutions financières ont réussi à faire croire qu'elles étaient les mieux placées pour exercer le contrôle sur leurs activités. Il est temps d'admettre que cette méthode a échoué et a facilité l'organisation de la fraude fiscale. Article de Pierre LASCOUMES auteur de « sociologie des élites délinquantes » Armand COLIN 2014.



25 février – L'exfiltration de la compagne de COULIBALY. Deux frères Mohamed et Mehdi BELHOUCINE ont organisé son départ pour la TURQUIE.

En Australie, le 1^{er} Ministre veut durcir la loi contre les « prédicateurs de la haine ». Au moins 110 Australiens ont rejoint l'Etat islamique, près de 400 personnes sont sous surveillance.

En Indonésie, pas de clémence pour des trafiquants condamnés à mort.

Roger CUKIERMAN, Président du Conseil Représentatif des Institutions Juives de France (CRIF), suscite la colère des représentants de l'Islam. « Toutes les violences sont commises par des jeunes musulmans » « Marine LE PEN est irréprochable ».

A MARSEILLE, la police traque un commando d'Albanais. Il serait impliqué dans la fusillade de la Castellane, dans le cadre d'une guerre entre caïds de la drogue.

Prison ferme contre des manifestants nantais pour jets de projectiles contre les forces de l'ordre.

Propagande, djihad et vidéo. Pharos est la plateforme centrale de signalement de contenus illégaux, elle est gérée par l'Office central de la lutte contre la criminalité liée aux technologies de l'information et de la communication (OCLCTIC).

Service civique : créé en 2010 il apparaît comme une planche de salut qui ne sait plus trop comment « faire société ». « Tout jeune qui se présentera à partir du 1^{er} juin de cette année pourra faire un service civique de 8 mois » François HOLLANDE.

26 février – ISLAM : CAZENEUVE demande aux musulmans de s'organiser. La formation des imams et des aumôniers à l'université sera développée.

David VALLAT, ex-djihadiste, raconte « l'engrenage » de la radicalisation. Condamné à 10 ans de prison, il témoigne pour la première fois. « On en arrive à vouloir donner un sens à sa mort plutôt qu'à sa vie, un sens spectaculaire » « J'étais une vedette, les détenus nous voyaient comme ceux qui s'attaquent au système, des Robins des Bois. Avec ça, les islamistes ont un boulevard en prison ».

27 février – Affaire BETTENCOURT : une complexe fin de procès. Après un mois de procès, le dossier ne se résume plus à un simple abus de faiblesse contre la milliardaire. Ce n'est pas seulement une histoire d'argent, mais celle d'une guerre familiale sans merci.

Les contrôles au faciès de retour devant la justice. Treize hommes s'estimant victimes de discriminations poursuivent l'Etat. Le procès en appel s'est tenu mercredi. Jacques TOUBON, défenseur des droits, a rendu un avis joint au dossier.

Un an de prison ferme pour l'attaque d'une mosquée.

Les papiers d'identité de 6 Français, qui s'apprêtaient à partir en Syrie, ont été confisqués en vertu de la loi adoptée le 13 novembre 2014.

28 février – « Jihadi John » le bourreau de l'Etat islamique identifié. Il s'agit de Mohamed EMWAZI 26 ans né au KOWEIT et qui a grandi en Grande Bretagne. Ils seraient 600

Britanniques qui combattent en Syrie. Expérience menée depuis un mois. 200 détenus volontaires en bénéficient.

Inquiète après les attentats de Janvier, la France de l'après Charlie est tentée par le repli. Une majorité pense que l'islam est une menace. 50% des sondés se disent favorables au rétablissement de la peine de mort.

A MONT-de-MARSAN, des cellules sont fermées de l'intérieur. Inspirés du modèle espagnol, des « modules de respect » ont été mis en place dans le Centre Pénitentiaire pour responsabiliser les détenus. La transformation des quartiers n'a coûté que quelques milliers d'euros. Les détenus évoluent librement de 7 heures à 19 heures et disposent de leurs propres clés. 15 détenus ont été exclus du dispositif. Le détenu signe un « contrat d'engagement ». Il s'engage à s'occuper 25 heures par semaine. Chaque détenu est évalué par une équipe pluridisciplinaire chaque semaine. Ils peuvent bénéficier d'avantages, plus d'accès aux installations sportives, temps de parler supplémentaires, permissions de sortie, remises de peine.

MARS 2015

1^{er} mars – Les juges d'instruction en font-ils trop ? Pour l'avocat Daniel SOULEZ-LARIVIERE « la confusion des fonctions de juge et d'investigateur rend fou les juges d'instruction un peu fragiles et qui peuvent tout d'un coup se prendre pour Dieu ». Il propose que les investigations soient menées par le parquet sous le contrôle d'un juge du siège : le juge d'instruction. Pour Jean-Jacques CLERE, professeur de l'histoire du droit, les garanties du justiciable ont été renforcées par les réformes qui se sont succédées depuis 1981.

L'Autriche adopte une nouvelle loi pour encadrer l'islam. Le texte vise à réduire le financement étranger des mosquées et l'enseignement religieux afin d'éviter les dérives radicales.

L'apparition récente de candidats au djihad issus des classes moyennes ne permet pas de dresser un portrait type de terroriste.

Daech frappe la culture en plein cœur. Une vidéo montre le saccage d'objets d'art au musée de MOSSOUL et sur le site de NINIVE en IRAK. « C'est un djihad mené contre le passé » d'après Gabriel Martinez-Gros professeur d'histoire de l'Islam médiéval.

3 mars – L'année auvergnate de Djamel BEGHAL. Il a été assigné à résidence de juin 2009 à mai 2010. En 2005 il avait été condamné à 10 ans de prison pour association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un acte de terrorisme. Il était en lien avec Boualem BENZAÏD condamné à perpétuité pour l'attentat contre le RER à la station Saint Michel à PARIS (8 morts, 150 blessés) 25 juillet 1995. Autre lien avec Smaïn Ait Ali BELKACEM condamné à perpétuité pour l'attentat entre les stations Musée d'Orsay et Saint Michel le 17 octobre 1995 qui avait fait une trentaine de blessés. Amedy COULIBALY et Cherif KOUACHI ont fait le déplacement pour le rencontrer à MURAT au printemps 2010.

A TOULOUSE, la mairie renforce son arsenal sécuritaire : armement de la police municipale et achat de 350 caméras de vidéosurveillance, 13 motos qui sillonnent les rues.

Les musulmans se méfient de la « consultation » prévue par le Ministre de l'Intérieur. Le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM) est pour beaucoup l'incarnation d'un islam consulaire coincé entre l'Etat Français, Alger et Rabat. Le culte musulman ne peut pas représenter tout l'islam.

Violences sexuelles, une urgence sanitaire et sociale. Selon une étude soutenue par l'UNICEF les violences sexuelles sont fréquentes, leurs conséquences gravissimes et leur prise en charge largement insuffisante. Il y aurait 260.000 victimes de viols ou de tentatives en un an. L'association « Mémoire traumatique et victimologie » plaide auprès des pouvoirs publics pour la formation en urgence des professionnels de santé.

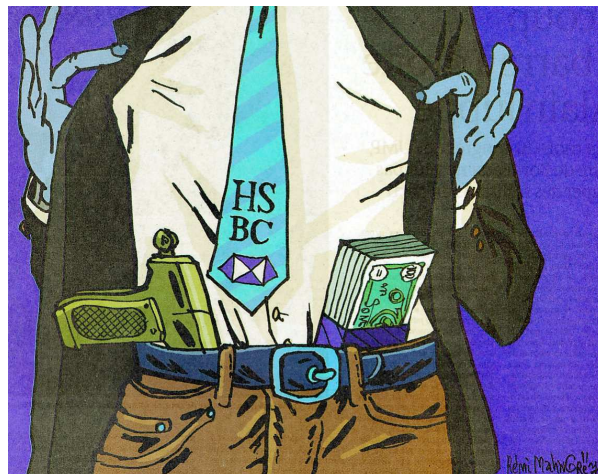
5 mars – Le coup de barre à droite d'Alain JUPPE. Il a jugé urgent de « rompre avec le message laxiste » développé par Christiane TAUBIRA, en déplorant « la désastreuse politique pénale mise en œuvre depuis 2012 ».

La Cour de Cassation rejette le pourvoi des époux TIBERI condamnés dans l'affaire des faux électeurs du 5^{ème} Arrondissement de PARIS. Ils devraient déposer un recours devant la Cour Européenne des droits de l'homme.

Pourquoi les juges demandent la levée de l'immunité parlementaire de Patrick BALKANI. Le député UMP est mis en examen pour corruption passive et blanchiment de fraude fiscale. L'enquête porte sur l'acquisition d'une propriété à GIVERNY et de trois villas à Saint Martin et au Maroc.

Pour le sociologue Sylvain CREPON le front national est maintenant le parti du « sous-prolétariat des « petits blancs » qui a du mal à s'en sortir ».

La coopérative du crime HSBC. Dès 2002 et au moins jusqu'à 2007, HSBC Privat Bank a abrité des comptes douteux, résultat d'une alliance entre des dealers d'ecstasy vietnamiens d'ATLANTA, un diamantaire de TORONTO et un trafiquant d'armes israélien lié à Al-Qaïda et à un cartel mexicain.



M. HOLLANDE veut expérimenter en Métropole « le service militaire adapté » 8 mois pour des jeunes en difficulté. Le dispositif fonctionne bien outre-mer.

A LONDRES l'argent sale irrigue l'immobilier de luxe. Les sociétés off-shore possèdent 40725 villas dans la capitale britannique d'après Transparency international.

Evasion fiscale : 2 Milliards récupérés en 2014. En France, le service du traitement des déclarations rectificatives a traité près de 4000 dossiers.

6 mars – Débat - Procès CARLTON : acharnement judiciaire ? Jean Luc BONGRAND président de l'Association Française des magistrats instructeurs : « De nombreuses affaires ont émergé grâce au travail des juges d'instruction qui peuvent enquêter en toute souveraineté ». Marie BURGUBURU avocat au Barreau de PARIS : « la suppression du magistrat instructeur paraît inéluctable mais cela exige de repenser le système judiciaire dans son ensemble ».

Attentat de la rue des Rosiers : des suspects identifiés plus de 30 ans après les faits (9 août 1982). Ils auraient été membres du groupe « ABOU NIDAL » scission du FATAH.



Les juges d'instruction en accusation. Dominique STRAUSS-KAHN et Éric WOERTH ont été renvoyés devant le tribunal alors que le parquet avait requis un non-lieu. Ils devraient sauf surprise être relaxés. Une mise en examen se traîne comme un boulet pendant des années.

Au Mexique, le chef du cartel sanguinaire des Zetas a été capturé. Omar TREVINO dit Z42 avait succédé à son frère à la tête du gang des narcotrafiquants créé par d'anciens militaires.

Quand des salafistes s'entraînent dans l'armée belge. La surveillance des islamistes radicaux par la sûreté militaire paraît insuffisante.

7 mars – Bébés noyés : une mère condamnée à 23 ans de réclusion criminelle. Décision qui intervient 10 ans après la condamnation à 15 ans pour un premier infanticide commis

en 2002. Au moment de sa libération conditionnelle elle devait se soumettre à un « suivi psychologique ». Elle n'a jamais été vérifiée.

Le débat sur le voile rebondit à l'université. La gauche et la droite se divisent sur la nécessité de légiférer sur le port des signes religieux.

Le bourreau de l'EI. « Jihadi John » aurait maintenant un nom et une histoire. Celle d'un garçon timide et employé modèle devenu exécuteur d'otages de l'Etat Islamique.

Le procès des flash-ball et des manipulations policières. « Nous étions au bord d'une erreur judiciaire » tonne le procureur. Deux vidéos tournées par des portables ont contredit la version du policier.

8 mars – Un Français tué dans un attentat à BAMAKO.

Claude GUEANT en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur les soupçons de financement libyen de la campagne en 2007.

Le catalogue anti-apartheid de Manuel VALLS. Ni mesures chocs ni grands moyens dans le plan censé répondre au « malaise social » et casser les « ghettos ».

Le droit au logement opposable dans l'impasse. 59502 foyers sans solutions dont 44000 en Île de France.

10 mars – La justice interdit les micros dans les cellules de garde à vue. Arrêt de la Cour de Cassation, Assemblée plénière du 6 mars 2015. Le stratagème n'est pas compatible avec une procédure équitable.

Claude GUEANT mis en examen pour une vente suspecte de tableaux.

Les Français « d'Air Cocaïne » jugés à Saint Domingue. Ils avaient été arrêtés en 2013 dans un Falcon chargé de 680 kilos de drogue.

« Voix du Nord »

Les premiers détenus arrivent à la Maison Centrale de VENDIN LE VIEIL près de Lens. La construction par la société NORPAL filiale de BOUYGUES a duré 22 mois. A terme deux cents détenus devraient être hébergés dans cette Maison Centrale de niveau 3 en matière de sécurité comme la Maison Centrale de Condé sur Sarthe près d'Alençon. Le directeur de la MC est Monsieur Richard BAUER. A côté de cet établissement un quartier nouveau concept (QNC) devrait héberger 34 détenus soit en semi-liberté, soit en fin de peine, soit courtes peines de prison. L'accueil des familles sera assuré par des bénévoles du Secours Catholique, responsable Pierre LELEU.

11 mars – Le procès « d'Air Cocaïne » suspendu sine die, à la demande du procureur qui accuse le tribunal de partialité.

Le Front National au cœur d'une enquête pour fraude. 29 assistants sont soupçonnés de percevoir une rémunération du Parlement européen sans y travailler. Préjudice estimé 7,5 Millions d'euros pour la totalité de la législature en cours. L'autre affaire qui menace le FN : le financement des campagnes électorales de 2011 (les cantonales)

2012 (les législatives). M. Chatillon proche de Marine LE PEN a été mis en examen pour « faux » « usage de faux » « escroquerie » et « abus de biens sociaux ».

12 mars – Trop de rivalité entre police et gendarmerie. La Cour des Comptes critique le manque de concertation des forces de l'ordre.

Deux fourgons attaqués par une quinzaine d'individus : préjudice estimé 9 Millions d'euros.

16 arrestations en Picardie dans le milieu de l'ultra-droite « pour tentative d'homicide, reconstitution de groupes de combat ».

Face aux néonazis, un élu allemand se retire. Il voulait accueillir 50 demandeurs d'asile. Il a été harcelé par le NPD dans une commune de l'ex RDA.

Editorial : Un crime contre l'histoire de l'humanité. L'Etat islamique prône un retour au temps de Mahomet. Il veut annihiler toute trace de civilisation dans l'ancienne Mésopotamie.

13 mars – Plainte d'un père de LUNEL après la mort de son fils en Syrie. La plainte vise le prosélytisme qui a conduit Raphaël AMAR, un étudiant ingénieur, à partir pour la Syrie en juillet 2014.

Comment des pharmacies fraudaient le fisc en un clic. Un éditeur de logiciels fournissait aux officines un outil permettant de truquer les comptes : 700 Millions d'euros en 3 ans.

Dans une vidéo, l'Etat islamique met en scène un enfant bourreau. Il pourrait être le beau fils d'un proche de Mohamed MERAH.

14 mars – « Un magistrat politique » de Michel DELEAN – portrait de Jean-Claude MARIN Procureur général auprès de la Cour de Cassation. « C'est un des magistrats les plus intelligents qui existe. Il a toutes les qualités, sauf l'indépendance » d'après Olivier METZNER.

Le Conseil de l'Europe considère que la loi française « ne prévoit pas d'interdiction suffisamment claire, contraignante et précise des châtiments corporels ».

Imbroglia judiciaire pour BATTISTA au Brésil. L'ex militant d'extrême gauche italien veut déposer un recours contre son expulsion.

15 mars – Antiterrorisme : la loi et le droit. Pour le Syndicat de la Magistrature interdire la sortie du territoire à des Français soupçonnés de partir au djihad heurte des valeurs démocratiques. Il a décidé d'attaquer le décret d'application de la loi de novembre 2014 devant le Conseil d'Etat et de déposer une question prioritaire de constitutionnalité au Conseil Constitutionnel.

Hyper Cacher : deux mises en examen dans l'entourage d'Amedy COULIBALY.

En Nouvelle Calédonie, le « service militaire adapté » attire la jeunesse kanake. François HOLLANDE veut proposer une expérimentation en France métropolitaine – 1000 places offertes en 2015.

A LYON, des habitations à la place des prisons. Les prisons Saint Joseph et Saint Paul ont été fermées en 2009, elles ont été vendues en 2010. La faculté catholique a récupéré l'ancienne Prison Saint Paul, le groupe OGIC va faire de la prison Saint Joseph un îlot mélangeant immeubles de bureau, logements, commerces et résidences intergénérationnelles.

L'Australie boute l'arabe hors de la prison. Des détenus n'ont plus le droit d'utiliser leur langue maternelle pour communiquer avec l'extérieur. Une mesure censée prévenir les actes terroristes.

17 mars – Mort de Zyed et Bouna : dix ans de bataille judiciaire. Le procès de deux policiers pour non-assistance à personne en danger s'ouvre à RENNES. Le 27 octobre 2005, Bouna TRAORE et Zyed BENNA reçoivent une décharge de 20.000 volts et meurent sur le coup. Trois semaines d'affrontements : trois morts civils, 217 blessés parmi les forces de l'ordre, plus de 10.000 véhicules brûlés, 233 bâtiments publics détruits ou endommagés. Coût des dégâts : 250 Millions d'euros, 1328 personnes écrouées. « S'il reste quelque chose des émeutes, c'est que pour être un peu entendu, il faut casser » Sociologue Michel KOKOREFF.

Plan d'Anne HIDALGO pour les quartiers pauvres de PARIS « Plus que jamais depuis les attentats, nous avons le devoir d'aller vers les jeunes dans la rue ».

18 mars – Renseignement : le gouvernement étend le filet de la surveillance. Le projet de loi rend légales et encadre des pratiques jusqu'ici utilisées sous le manteau. Possibilité de sonoriser des véhicules, des habitations, des bureaux, y placer des caméras, poser des balises de géolocalisation, consulter le contenu des ordinateurs et des messageries sur Internet. Une nouvelle autorité administrative indépendante sera chargée du contrôle.

Début difficile pour le blocage des sites internet djihadistes. 5 sites sont bloqués en vertu d'une loi antiterroriste de novembre 2014.

Zyed et Bouna : dix ans après leur mort, le tribunal de RENNES juge deux policiers depuis lundi.

19 mars – Indonésie : l'Australie tente d'éviter des exécutions.

Patrick BALKANY perd son immunité parlementaire. Il est mis en examen pour corruption passive, blanchiment de corruption et blanchiment de fraude fiscale.

Une enquête vise des avoirs de DASSAULT à l'étranger, il n'a pas déclaré deux comptes bancaires domiciliés au Luxembourg.

En Corse l'assassinat de Jean LECCIA en 2014, directeur général des services du conseil général de Haute Corse accrédite la thèse de la collusion entre politique et criminalité.

La commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) s'alarme de la loi sur le renseignement. Elle dénonce des menaces sur la vie privée et les données personnelles.

Un train de mesures contre le financement du terrorisme, par exemple restriction des paiements en liquide, contrôle des flux financiers.

Quatre jeunes hommes sont jugés à BOBIGNY pour avoir agressé un vigile marocain, retrouvé noyé en 2010 dans le canal de l'Ourcq. Entre déni et immaturité les accusés n'ont jamais semblé mesurer la gravité de leurs actes.

Zyed et Bouna, juste après la mort, avant l'émeute. Le tribunal a diffusé mardi les échanges tendus entre les policiers dans les heures qui ont suivi l'accident.

20 mars – TUNISIE : la démocratie attaquée. Le pays est sous le choc après la tuerie qui a fait 19 morts à TUNIS. Les deux assaillants sont des tunisiens, ils ont été tués par les forces de l'ordre.

Dieudonné condamné à deux mois de prison avec sursis pour apologie d'actes de terrorisme, il se sentait « Charlie COULIBALY ».

Le policier jugé pour non-assistance en danger après la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois s'est péniblement expliqué devant le tribunal de RENNES.

Le respect des droits des malades mentaux désormais une « priorité » pour Adeline HAZAN, nouvelle contrôleuse des lieux de privation de liberté. Le champ de contrôle de la contrôleuse a été élargi par la loi du 26 mai 2014 qui a créé un délit d'entrave à l'action des contrôleurs, autorisé l'accès aux données médicales et étendu leurs pouvoirs à l'éloignement des étrangers. A propos de la surpopulation carcérale : « on n'est pas devant un problème, nous sommes dans l'ordre d'une indignité totale. 1000 détenus dorment sur des matelas par terre ». Elle a proposé un système de « régulation carcérale », on tiendrait compte de l'encombrement pour retarder l'incarcération ou aménager une fin de peine. Elle n'est pas favorable à la construction de nouvelles prisons. « Conditions inacceptables » d'hospitalisation des détenus menottés voire entravés et parfois opérés en présence d'un surveillant.

Un « repent » corse dénonce la bande du Petit bar. Il accuse la bande de quatre assassinats dont celui de Maître SOLLACARO.

Un coup de poignard et puis « CIAO ». En 2013 un élève de 17 ans avait tué un de ses camarades de classe à BLAYE. Il est jugé à BORDEAUX.

21 mars – Renseignement : une loi à risques pour les libertés publiques. Un projet de loi présenté par Manuel VALLS légalise des mesures de surveillance jusqu'ici interdites. Les possibilités d'écoute, d'espionnage et de visites clandestines des domiciles sont étendues. Le contrôle des services secrets par l'administration est amoindri. Le juge judiciaire est absent. Le Conseil de l'Europe s'alarme des atteintes aux libertés par l'antiterrorisme.

L'Etat islamique revendique l'attentat au Musée du BARDO à TUNIS

Procès de Clichy : dix ans de colère à la barre. Les parties civiles ont réclamé une condamnation des deux policiers. Le ministère public a requis leur relaxe. « La décision ne doit pas être dictée ni par le désir de plaire ni par le retentissement médiatique » la procureure.

Des voyageurs dépouillés sur les lignes C et D du RER. Le 15 mars deux trains ont été attaqués par un groupe de jeunes.

Dieudonné condamné à 22.500 euros d'amende pour des propos équivoques sur le journaliste Patrick COHEN. S'il ne paye pas, il devra purger une peine de prison de 180 jours.

Les corps de cinq bébés retrouvés en Gironde. La mère a été hospitalisée, le père placé en garde à vue.

22 mars – L'Etat islamique provoque un carnage au Yémen. Les mosquées attaquées sont d'obédience chiite. Bilan 142 morts et 351 blessés.

7 ans de prison pour le lycéen qui avait poignardé un élève. La Cour d'Assises des mineurs a tenu compte de l'altération de son discernement par des pensées obsédantes. Il est condamné aussi à 7 ans de suivi judiciaire.

Zyed et Bouna : l'indispensable procès. Le jugement le 18 mai relèvera d'un périlleux équilibre. Mais la confrontation des policiers et des familles était nécessaire.

Cinq bébés congelés découverts en Gironde. Le village serait le théâtre de la plus grave affaire d'infanticide depuis 2010. Il s'agissait « d'une famille sans histoires, bien intégrée » d'après le procureur adjoint.

Le trésorier du micro parti de Marine LE PEN mis en examen pour escroquerie. Des kits de campagne proposés aux candidats auraient été surfacturés.

24 mars – A TUNIS, Yassine, « gentil garçon » devenu terroriste. « L'Etat n'a pas formé d'imams capables de retenir ces jeunes » Mouid HANI imam de la Mosquée Al-Falah.

Pour éviter l'exclusion, des élèves tenus à de bonnes actions. En Côte d'Or, des collèges et des lycées expérimentent des sanctions alternatives, censées combattre la déscolarisation. « Des activités aux services des autres hors du milieu scolaire permettent à l'élève de sortir de son rôle de perturbateur » Evelyne GREUSARD directrice académique en Côte d'Or. « Mesures de responsabilisation » par exemple servir de la nourriture aux Restos du Cœur.

25 mars – « Nous sommes sortis d'une culture de contrôle des affaires judiciaires » Robert GELLI, directeur des affaires criminelles et des grâces, se porte garant de l'absence d'intervention dans les dossiers. Les missions de la DACG :

- préparer les textes en matière pénale
- mise en œuvre de la politique pénale et sa traduction dans les juridictions
- mission internationale.

Un instituteur soupçonné de viols en garde à vue. Il avait déjà été condamné à 6 mois de prison avec sursis avec obligation de soins et mis à l'épreuve pour recel d'images à caractère pédopornographique.

Bébés congelés : une information judiciaire pour meurtre a été ouverte.

Cinq policiers de Seine-Saint-Denis en garde à vue pour trafic de stupéfiants. Les agents de la Brigade anti-criminalité (BAC) auraient volé des trafiquants et puisé dans les scellés.

L'autre scandale de PANAMA. Quelque 350.000 sociétés off-shore, près de 1800 milliards de dollars d'actifs. Depuis les révélations de SWISSLEAKS, ce pays d'Amérique centrale vit au rythme des affaires de corruption et d'argent sale.

26 mars – « La sympathie pour Marine LE PEN croît avec le niveau de précarité ». Les inaudibles – sociologie politique des précaires (Presses de Sciences PO). Le vote FN est d'abord le fait des travailleurs pauvres, qui ont le sentiment d'être exploités par ceux d'en haut et de payer pour ceux d'en bas. 17 Millions de personnes sont affectées à des degrés divers par la précarité.

Condamné pour pédopornographie un directeur d'école avoue des viols. L'enquête cherche à déterminer comment le fonctionnaire isérois avait pu continuer à exercer après sa première condamnation. Celle-ci ne comportait pas d'interdiction d'exercer un travail auprès d'enfants. L'Education Nationale pouvait consulter le fichier des délinquants sexuels, mais ce contrôle n'est pas systématique.

Relaxe requise pour Messieurs WOERTH et DE MAISTRE. Les charges se sont effondrées au cours de l'audience.

27 mars – Les nouveaux chiffres de la radicalisation. Le ministère de l'Intérieur, dans un manuel de formation destiné aux agents de l'Etat définit le concept de radicalisation en ces termes : « tout discours utilisant des préceptes religieux présentés comme musulmans pour mener un jeune à l'auto-exclusion et à l'exclusion de tous ceux qui ne sont pas comme lui ». 40% des radicalisés signalés concernent des convertis. « La plupart des radicalisés ont en commun une situation d'échec, de rupture, une quête de sens ou d'identité » Préfet N'GAHANE chargé du volet de prévention du dispositif anti-radicalisation. « L'islam radical fournit une prothèse identitaire » d'après le psychiatre Serge HAFEZ.

L'ex maire de Vince Christian IACONO a été acquitté.

28 mars – Prostitution : exit la pénalisation des clients, le Sénat veut rétablir le délit de racolage. La proposition de loi pourrait subir un retournement lors de son examen les 30 et 31 mars.

Protestations après l'agression d'une femme voilée enceinte.

Vigile noyé : quatre à neuf ans de prison pour les agresseurs.

Décès de Monique Antoine-Timsit Avocate et féministe. Durant la guerre d'Algérie, il lui était arrivé d'héberger des militants du FLN. Elle avait été incarcérée plusieurs

mois à la Petite-Roquette. Elle a participé à la création avec Michel FOUCAULT du Groupe d'Information sur les Prisons (GIP).

« *Entendu à la radio* »

Prise d'otage à la Maison Centrale de Saint Maur. Deux détenus ont retenu un surveillant pour demander leur transfert, pour l'un d'eux en hôpital psychiatrique.

29 mars – CRASH : le copilote a dissimulé un arrêt de maladie.

Cinq policiers mis en examen à STAINS. L'un d'eux est soupçonné « d'association de malfaiteurs en vue de se livrer au trafic de stupéfiants ».

La division française d'UBS mise en examen pour avoir demandé en France des clients susceptibles d'ouvrir des comptes en Suisse.

Les fondateurs d'AUCHAN, une famille très discrète. Corruption en UKRAINE, optimisation fiscale en Belgique des pratiques assumées.

« *Dans LIBERATION* »

« Détenus de scène à l'ODEON ». Onze prisonniers de Fleury Mérogis ont pu sortir le temps d'une représentation en plein PARIS devant des professionnels, du public mais aussi Christiane TAUBIRA. Sylvie NORDHEIM animatrice de « Fleury en Scène » est à l'origine de cette initiative.

31 mars – Jean René LECERF, le tombeur du PS dans le Nord. Le Sénateur UMP devrait être élu, jeudi 2 avril, Président du Conseil départemental. La gauche le dirigeait depuis 1998. Elu atypique, particulièrement sensible à la question carcérale, il a toujours fait entendre sa différence au sein de sa famille politique. Il est le seul à avoir soutenu la réforme pénale de Christiane TAUBIRA.

AVRIL 2015

1^{er} avril – La légitime défense en question au procès du cafetier du TARN. Luc FOURNIE comparait devant la Cour d'Assises d'ALBI pour avoir tué un cambrioleur de 17 ans en 2009.

La RATP expérimente un accueil de jour pour les SDF. La Régie a ouvert un local où EMMAÛS Solidarité et Aurore pourront accueillir une trentaine de sans-abris réfugiés dans les couloirs du métro.

Au VAL-FOURRE : une mixité sociale mais pas ethnique. Dans la résidence SULLY, les nouveaux propriétaires tous issus de l'immigration sont originaires de la cité.

2 avril – Le salafisme gagne du terrain chez les musulmans. Les services de renseignement surveillent cette mouvance rigoriste, qui peut être un sas vers le djihadisme. Dans leur majorité les salafistes de France sont des « quiétistes » qui dénoncent le djihad armé. 90 lieux de culte d'obédience salafiste dans l'hexagone sur 2500 recensés : le double d'il y a 5 ans. Un succès bâti sur le déclin de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF). Deux événements ont été déterminants : la loi empêchant le voile à

l'école en 2004 et celle interdisant la dissimulation du visage dans l'espace public en 2010.

M. SARKOZY interrogé sur l'affaire des pénalités qui lui ont été infligées après l'invalidation de ses comptes de campagne en 2012.

Enquête BYGMALION : trois responsables en garde à vue.

Pédophilie : un professeur d'éducation physique et sportive mis en examen pour agression sexuelle. Il avait été condamné en 2006 pour détention d'images d'un mineur présentant un caractère pornographique.

« Loi renseignement » : la prison nid d'espions. Un amendement prévoit d'intégrer l'administration pénitentiaire dans la communauté du renseignement. « Ce serait faire du ministère de la justice un demi-ministre de l'intérieur » Christiane TAUBIRA. 891 détenus sont particulièrement signalés (DPS). 314 pour terrorisme dont 179 pour islamisme radical.

Les petits pas allemands dans la lutte contre les salafistes. La région de DÜSSELDORF promeut une association de déradicalisation. « Wegweiser » celui qui montre le chemin. Il y aurait 1900 salafistes en Rhénanie du Nord dont 300 potentiellement violents.

3 avril – En Autriche, le djihadiste de 14 ans cachait ses projets d'attentat dans sa PlayStation. Grâce à des sites de propagande terroriste, l'adolescent avait eu accès à des indications pour fabriquer des explosifs.

25.000 combattants étrangers dans les rangs de groupes terroristes islamiques. Au moins 20.000 sont présents en Irak et en Syrie.

Al QUAÏDA attaque une prison au YEMEN et libère trois cents détenus.

Fiscalité : BERCY publie la liste des montages illicites. Le Ministère des Finances avertit les entreprises que certains schémas les exposent à des sanctions.

Une éclaircie dans l'horizon judiciaire de SARKOZY. Sauf élément nouveau il pourrait bénéficier d'un non-lieu.

L'école embarrassée par des soupçons de pédophilie. Le Ministère évoque des « défaillances » dans la remontée d'informations judiciaires.

7 mois de prison pour le cafetier du TARN qui avait tué un cambrioleur de 17 ans. Les jurés n'ont pas retenu la légitime défense.

4 avril – Le KENYA sous le choc après l'attaque d'une université : 147 personnes tuées par des terroristes CHABAB.

Le Bidonville de CALAIS « SANGATTE sans toit ». Près de 2000 migrants ont été cantonnés hors du Centre-ville avec un seul point d'eau sur 18 hectares. « Entre la matraque et la décharge dans les dunes, les migrants ont choisi » Vincent DE CONINCK Secours Catholique.

Le maire UMP de TRAPPES mis en examen pour prise illégale d'intérêt.

Un an de sursis pour le policier ayant tiré au Flash-ball sur un lycéen.

5 avril – La tentation du magot de deux sœurs défuntes a été fatale aux agents d'entretien. Ils sont accusés d'avoir volé aux vieilles dames un million d'euros après leurs décès.

Forte hausse de la consommation de cannabis en France. Les consommateurs réguliers sont désormais 1,4 million. 11% des adultes de 18 à 64 ans en ont pris au moins une fois par an.

7 avril – Petits trafics à la brigade des « stups ». Le principal suspect policier du vol de 48 kilos de cocaïne au quai des Orfèvres en 2014 et l'un de ses complices prisonniers avaient été déjà soupçonnés de se servir dans les saisies. Des indicateurs payés en nature.

Musulmans : conflit de générations après « Charlie ». L'union des organisations islamiques de France prône la « loyauté » envers la République alors que les jeunes demandent le « respect de leurs droits ».

Des lycéens projetaient un attentat contre la mosquée de MONTELMAR. Des armes ont été saisies aux domiciles des jeunes suspects qui ont été mis en examen pour association de malfaiteurs.

L'enseignant pédophile en Isère craignait de passer à l'acte, c'est ce qu'il avait confié à un gendarme.

8 avril – Projet de loi sur le renseignement. Le juge antiterroriste Marc TREVIDIC, qui s'apprête à quitter ses fonctions estime que le projet serait « dangereux pour la démocratie s'il tombait entre de mauvaises mains ».

« Le Monde » a passé une journée au centre de rétention du Mesnil-Amelot un lieu d'habitude fermé à la presse. Dans ce lieu étrange, les retenus ne sont pas des détenus, ils peuvent s'enfuir mais ne s'échappent jamais. En 2014 45.000 étrangers ont été enfermés jusqu'à 45 jours en vue de leur renvoi. L'unité 2 du Mesnil en a vu passer 2068 dont 18 mineurs. En 2014, 6515 personnes ont été éloignées vers un pays non communautaire.

9 avril – Un policier tue un Noir américain de cinq balles dans le dos. Une vidéo montre que le policier n'était pas en état de légitime défense. Il a été inculpé de meurtre.

Antiterrorisme : l'éternelle guerre des polices. Les rivalités minent les services de renseignement. « On multiplie les cellules de coordination, il existe donc bien une concurrence entre les services » Jean Marc BAILLEUL syndicat des cadres de la sécurité intérieure.

Les députés approuvent les « salles de shoot ». Des lieux de consommation de drogue « à moindre risque » pourront être expérimentés pendant 6 ans.

L'ancien Maire de TOURS devait être jugé le 7 avril, il s'est suicidé accablé par l'injustice et le poids des rumeurs.

8000 euros et une vieille BMW contre un bébé. Dix prévenus sont jugés devant le tribunal de MARSEILLE pour trafic d'enfants roms.

10 avril – L'enquête met en cause les services secrets turcs. Début 2013, trois femmes responsables du Parti des travailleurs du KURDISTANT (PKK), ont été assassinées au cœur de PARIS. « le silence de la France accorderait à des Etats étrangers le droit de tuer sur le sol français en toute impunité » Maître Antoine COMTE avocat de la partie civile.

Djokhar TSARNAEV reconnu coupable des attentats du marathon de BOSTON. Il risque la peine de mort.

Plainte contre le « Big Brother » français. La Fédération Internationale des ligues des droits de l'homme et la ligue des droits de l'homme ont porté plainte contre le système d'écoutes et d'interceptions des renseignements français qui fonctionne « en dehors de tout cadre légal ».

Trafic de bébés : prison ferme pour les vendeurs (de 13 mois à 5 ans de prison ferme).

TV5 Monde victime de cyber-djihadistes. Le groupe Cybercalifat qui se réclame de l'Etat islamique a diffusé des vidéos de propagande et des menaces envers des militaires français.

11 avril – Le Front National mis en cause pour financement illégal. Marine LE PEN et deux de ses proches sont directement visés par l'enquête concernant les élections de 2012.

Inquiétudes persistantes sur le racisme en France. Le pays n'a toutefois pas connu de haine anti musulmans après les attentats de janvier. Les plus intolérants sont les personnes âgées, les plus rurales, les plus à droite et les moins diplômées.

HSBC Holdings mis en examen à PARIS pour complicité de blanchiment de fraude fiscale. La holding doit verser une caution d'un Milliard d'euros pour le paiement éventuel d'une amende.

La France condamnée par la Cour Européenne des droits de l'Homme pour ne pas avoir relogé une famille.

Une filière d'un gang en majorité géorgien démantelée en France.

12 avril – Le « Big Brother » dissimulé au cœur du renseignement français. Depuis 2007 un programme secret de surveillance permet à la DGSE de stocker des milliards de données de communications. La plateforme de cryptage et de décryptement cible notamment les câbles sous-marins par lesquels transite l'essentiel des communications. Les données personnelles sont ensuite utilisées, sans aucun contrôle extérieur, par l'ensemble des services de renseignement français.

Le projet de loi renseignement examiné à l'Assemblée Nationale lundi est très critiqué par les défenseurs des libertés publiques.

Un instituteur suspendu dans les Hauts de Seine après découverte d'images pédopornographiques dans son ordinateur. La suspension intervient 5 mois après sa mise en examen dans une ancienne affaire de viols sur mineurs en dehors du cadre scolaire.

14 avril – Renseignement : la loi de tous les dangers ? Les députés examinent le texte visant à légaliser les pratiques clandestines des services. Les services de la justice, contrairement à l'avis du gouvernement, notamment le bureau du renseignement de l'administration pénitentiaire pourront utiliser les méthodes des services spéciaux. Interceptions de correspondance par voie électronique, installation d'un logiciel espion, un micro ou une caméra chez un particulier ou dans sa voiture. Des valisettes, nommées IMSI Catchers, permettent de détecter à distance, de géo localiser et d'enregistrer des communications électroniques dans un rayon de quelques centaines de mètres.

« C'est des joueurs de l'OM et ils ont un nom ». La Cour d'Assises des mineurs juge 7 marseillais accusés de vols avec armes contre des footballeurs.

PARIS : agressions sexuelles sur mineures. Un homme de 37 ans soupçonné d'un viol et de plusieurs agressions sexuelles sous la menace d'une arme blanche a été arrêté.

Mort de François MASPERO, éditeur et écrivain. Il a eu le souci constant de donner la parole aux oppositions « à la dissidence dans toute sa diversité » selon le mot de Julien HAGE.

Le pape François évoque à propos des Arméniens le « premier génocide du XXIème siècle 1 million à 1 million et demi de victimes du fait des troupes ottomanes en 1915-1916.

15 avril – Fraude fiscale : un an de prison ferme pour Arlette RICCI. L'héritière de la maison de couture est la première personnalité lourdement condamnée après la divulgation des listings d'HSBC. L'avocat fiscaliste de l'héritière a été condamné à 1 an de prison avec sursis.

Une saison en enfer : depuis 10 ans Terra Fecundis fait travailler chaque année dans les campagnes françaises jusqu'à 5000 ouvriers sud-américains sous contrat espagnol. Les méthodes de la société d'intérim sont aujourd'hui dénoncées.

Droit d'asile : La Cour des Comptes critique la France. L'asile coûterait 2 milliards d'euros par an, le ministère de l'intérieur estime la dépense à un peu moins de 600 millions d'euros. « Protéger des vies a un prix, cela vaut pour les urgences des hôpitaux comme pour les demandeurs d'asile » Eve SHAHSHAHANI responsable de l'ACAT.

Loi sur le renseignement : un débat escamoté. 63% des français « favorables à une limitation de leurs libertés individuelles au nom de la lutte contre le terrorisme ». « Si on émet la moindre réserve on passe pratiquement pour des défenseurs des terroristes » député PS Pouria AMIRSHAHI.

Aux Etats-Unis les condamnés à mort vieillissent dans leur couloir. Nombre d'exécutions en 2014 : 35, nombre de condamnés à mort : 3035.

16 avril – Nouveau naufrage mortel en Méditerranée. Environ 400 migrants surtout d'origine subsaharienne, auraient péri noyés au large des côtes libyennes.

Djakarta proteste contre l'exécution d'une indonésienne en Arabie Saoudite. Elle a été décapitée au sabre après avoir été condamnée pour meurtre.

Renseignement : Christiane TAUBIRA mise en échec à l'Assemblée Nationale. Un amendement de la Garde des Sceaux a été rejeté. Elle s'oppose à ce que le bureau du renseignement pénitentiaire soit intégré dans la communauté du renseignement et puisse utiliser les mêmes méthodes que les espions.

17 avril – Christiane TAUBIRA, une ministre en porte à faux. Désavouée sur la loi renseignement la Garde des Sceaux est fragilisée. La ministre est souvent en contradiction avec la ligne sociale-libérale du gouvernement VALLS. 3^{ième} Directeur de cabinet de Christiane TAUBIRA depuis 2012 Gilles LE CHATELIER a cessé ses fonctions.

Une petite fille de 9 ans enlevée et tuée à CALAIS. Un ressortissant polonais déjà condamné en France pour de violentes agressions a été arrêté. « Le suspect n'avait aucun antécédent judiciaire pour des affaires de mœurs ». Jean Pierre VALENSI procureur de la République de BOULOGNE-sur-MER.

Le harcèlement de rue, «c'est notre quotidien ». Le Haut Conseil à l'égalité entre Hommes et Femmes rend son rapport sur cette violence sexiste.

18 avril – Des migrants chrétiens auraient été jetés à la mer par des musulmans au large de l'Italie.

Perpétuité pour le « tueur de l'ESSONNE ». Yoni PALMIER a été condamné à la réclusion criminelle à perpétuité assortie d'une période de sûreté de 22 ans pour 4 assassinats.

L'Assemblée Nationale a achevé jeudi l'examen de la loi renseignement, critiquée par de nombreux défenseurs des libertés publiques.

VALLS lance son plan de lutte contre le racisme et l'antisémitisme. En 2014 les actes antisémites ont augmenté de 100% et les actes antimusulmans ont été multipliés par 6 au 1^{ier} trimestre 2015. Enveloppe de 100 Millions d'euros pour 3 ans. Les propos de haine ne relèveront plus du droit de la presse mais du droit pénal.

Comment « retourner un djihadiste » ? Dans les cahiers de la sécurité et de la justice, dont le numéro paru en avril est entièrement consacré à la « radicalisation violente » Farhad KHOSROKHAVAR détaille combien les foyers du terrorisme en prison ont évolué ces dernières années. Au modèle classique de djihadiste « extraverti » (port de la barbe, participation aux prières collectives non autorisées, prosélytisme) se substitut de plus en plus un modèle « intraverti ». Ils veulent se rendre invisibles auprès de l'Administration Pénitentiaire. 152 détenus sont des islamistes radicaux. Un programme de « recherche-action » est lancé dans deux établissements pénitentiaires

de l'Ile de France, en partenariat avec l'Association Française des victimes du terrorisme (AFVT) et l'Association Dialogues citoyens (ADC). Objectif : élaborer des programmes de prise en charge.

20 avril – Nouveau suicide d'un détenu. Un détenu tunisien de 24 ans s'est suicidé vendredi 17 avril à la Maison d'Arrêt de VARCES (Isère). Il avait été placé sous surveillance spéciale la veille après avoir consulté un infirmier.

Lourde condamnation pour la journaliste GAO YU, la peine de 7 ans de prison contre l'opposante confirme le raidissement du pouvoir chinois.

En Finlande, scènes de racisme ordinaire. Le parti des Vrais Finlandais attise le rejet des migrants à LIEKSA.

Le décret du 30 janvier 2002 fixe les critères de décence d'un logement loué. Il doit disposer d'une pièce principale avec un éclairage naturel suffisant et donnant à l'air libre, d'une surface habitable d'au moins 9 mètres carrés, d'une hauteur sous plafond de 2,20 mètres ou d'un volume habitable de 20 mètres cubes. Il doit assurer la santé et la sécurité physique des locataires.

A Saint Denis, la maternité de l'hôpital Delafontaine, l'une des plus grandes de France, accueille des patientes aux cultures multiples, souvent en grande détresse. « 16% des femmes qui accouchent ici ont subi des mutilations sexuelles » GHADA HATEM chef de service.

« Derniers mots sur l'échafaud » Raccourcis. Dernières paroles stupéfiantes et véridiques devant la guillotine de Bruno FULIGNI. On évalue en « hypothèse basse » à 50.000 le nombre de guillotins en France.

Premier bilan mitigé pour le parquet financier. Un an après sa création, l'institution traite peu de dossiers et n'a pas encore eu d'affaire emblématique. « Il y a un fossé entre le montant faramineux de la commande publique et les dossiers qui nous remontent » Eliane HOULETTE procureur national financier.

21 avril – Migrants : comment mettre fin à l'hécatombe ? Plus de 700 personnes seraient mortes lors d'un naufrage, le nouveau drame remet en question « TRITON » l'opération de surveillance européenne des côtes, sa mission prioritaire n'étant pas le sauvetage. Fermer les frontières « n'arrête pas un migrant prêt à risquer sa vie ». Des chercheurs jugent les politiques répressives inefficaces.

L'Allemagne juge Oskar GRÖNING le « comptable d'AUSCHWITZ ». Âgé de 93 ans, l'ancien SS n'a jamais nié l'extermination des juifs mais ne s'estime pas judiciairement responsable.

Le procès d'Aube dorée débute en Grèce. Les dirigeants du parti néo-nazi, dont plusieurs députés, sont accusés d'avoir fondé une entreprise criminelle.

La France rend hommage aux victimes de SETIF en 1945. Entre 10.000 et 45.000 Algériens et une centaine d'Européens seront tués à cette occasion.

Loi sur le renseignement : François HOLLANDE démine. Le Chef de l'Etat s'est engagé à saisir le Conseil Constitutionnel pour désamorcer les critiques contre le projet de loi.

En prison, la moitié des décès sont des suicides. Une étude de l'INED examine les raisons qui, en France, poussent les détenus à se donner la mort. Le placement en cellule disciplinaire augmente dans d'énormes proportions le taux de mortalité par suicide.

22 avril – Un jeune sur deux a déjà fumé du cannabis. 8% des adolescents ont un usage problématique du cannabis. Bien qu'illicite, le cannabis est désormais disponible sur l'ensemble du territoire et consommé dans tous les milieux sociaux.

Un détenu porte plainte pour violences. Younesse BAMBARA, détenu à Fleury Mérogis, dit avoir été roué de coups par les surveillants à l'occasion d'une fouille. Le rapport pénitentiaire évoque un usage de la « force strictement nécessaire ».

23 avril – Un projet d'attentat contre des églises déjoué fortuitement à PARIS. Un étudiant en informatique algérien de 23 ans est soupçonné du meurtre d'une jeune femme de 23 ans. Il se serait tiré une balle dans la jambe par inadvertance. Il projetait de commettre un attentat contre une ou deux églises.

Révélation sur les hommes de main de KOULIBALY. Les enquêteurs soupçonnent plusieurs individus d'avoir aidé le tueur de l'Hyper Cacher à obtenir des armes. 7 hommes sont placés en détention provisoire pour association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste.

24 avril – Les Etats-Unis expérimentent les algorithmes du crime. « Predpol » pour « predictive policing » premier système informatique de prédiction de la délinquance. Expérimenté par la police de MODESTO, les cambriolages auraient baissé de 27%.

Sid Ahmed Ghlam, étudiant sans histoires et terroriste amateur. Selon les éléments de l'enquête, le projet d'attaque avorté contre deux églises était piloté de l'étranger.

25 avril – 536 condamnations à la contrainte pénale au cours des 6 premiers mois d'existence de cette nouvelle sanction. La Chancellerie prévoyait entre 8000 et 20.000 contraintes par an.

Après l'attentat évité, la vigilance est renforcée aux abords des églises.

28 avril – Quand le gouvernement joue sur les peurs légitimes. Manuel VALLS n'a pas hésité à se saisir de l'attentat évité à VILLEJUIF pour justifier son projet de loi controversé sur le renseignement. Le Président de la République s'est engagé à saisir le Conseil Constitutionnel à propos de ce texte.

Le maire corse qui ose briser l'omerta. Menacé le Maire de Linguizzeta dénonce les liens obscurs entre politique, banditisme et affairisme.

Quatre morts par balles en une semaine à MARSEILLE. Deux hommes ont été tués dimanche dans une épicerie de nuit des quartiers nord.

Cannabis : la France en retard dans la prévention. Des spécialistes critiquent la réponse pénale et médicale et appellent à comprendre pourquoi les jeunes fument.

« GDF Suez » change de nom et devient ENGIE dont une filiale GEPSA gère des établissements en France.

29 avril – Jean Marie LE PEN soupçonné d’avoir caché de l’or en SUISSE. 2,2 Millions d’euros dont 1,7 Million sous forme de lingots et de pièces d’or.

La famille d’Agnès MARIN saisit le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) pour réclamer des sanctions contre le juge qui avait remis en liberté le jeune meurtrier âgé de 17 ans condamné pour viol dans une affaire précédente.

7 centre de « service militaire volontaire » pourront accueillir jusqu’à 2000 jeunes de 18 à 25 ans. Dispositif qui existe en outre-mer depuis 1961.

30 avril – Crispation à l’école sur les jupes longues. Le sociologue François DUBET craint un « risque d’emballement » des militants de la laïcité.

Le ravisseur présumé de BERENYSS trahi par son ADN. Les faits reprochés sont passibles de 10 ans de réclusion.

L’Indonésie exécute 8 condamnés à mort. Le sort du Français Serge ATLAOUI est en suspens.

A BALTIMORE « il a suffi d’une étincelle ». Dans les rues de SANDTOWN, théâtre des émeutes qui ont embrasé ce quartier après les obsèques d’un jeune noir mort en détention, la Garde nationale a été déployée.

MAI 2015

2 mai – 16 soldats français accusés de viols en Centrafrique. Une enquête préliminaire a été ouverte à l’été 2014 par le parquet de Paris, sur cette affaire révélée par un fonctionnaire de l’ONU. « Cette affaire est honteuse, dégoûtante mais elle est assez commune » Paula DONOVAN codirectrice de l’organisation américaine AIDS FREE WORD.

Victor ORBAN, premier ministre hongrois, envisage de revenir à la peine de mort.

La ministre de l’Education Nationale s’oppose à l’exclusion de Sarah « en raison de la longueur ou de la couleur de sa jupe ».

Double condamnation de la France en faveur des avocats. La Cour Européenne des Droits de l’Homme a donné raison à maître MORICE dans l’affaire BOREL, consacrant et encadrant la liberté d’expression des avocats. Maître MORICE avait dénoncé en 2000 « l’étendue de la connivence entre le procureur de DJIBOUTI et les magistrats français ». Bernard BORREL était un magistrat détaché à DJIBOUTI et retrouvé mort, en partie carbonisé dans des conditions suspectes en 1995. L’autre condamnation : Placement en garde à vue et fouille à corps d’un avocat qui accompagnait un mineur au commissariat qui se plaignait de violences policières.



Jacques SECRETIN a marqué l'histoire du pingpong. Il continue à servir son sport en milieu carcéral. « Le pingpong est le deuxième sport en prison après l'haltérophilie. Il y a des risques voire des rixes mais les détenus me respectent ». RATP expérimente un accueil de jour pour les SDF. La Régie a ouvert un local où EMMAÛS Solidarité et Aurore pourront accueillir une trentaine de sans-abris réfugiés dans les couloirs du métro.

3/4 mai – 6 policiers poursuivis pour homicide après la mort de Freddie GRAY. Le décès de ce jeune afro-américain avait provoqué des émeutes dans la ville de BALTIMORE.

Un adolescent tué par balle à TRAPPES. Depuis plusieurs semaines des échauffourées et des règlements de compte se produisent sur fond de trafic de drogues.

5 mai – Emotion à TRAPPES après la mort de MOUSSA, 14 ans. L'adolescent sans histoire a été tué par balle vendredi, au terme d'une montée des violences entre deux quartiers.

« Désembrigader un djihadiste n'est pas le rendre athée » d'après l'anthropologue Donia BOUZAR qui travaille avec les familles d'enfants radicalisés et les pouvoirs publics. « Je fais le pari qu'il y a toujours un petit enfant chez chaque jeune radicalisé. Je demande donc aux parents qu'ils me racontent les événements fondateurs de leur histoire familiale et ensuite je leur demande de raviver ces moments avec leurs enfants ».

Viol en Centrafrique : la justice au ralenti. Un an après les accusations, Jean Yves LE DRIAN demande aux militaires de se dénoncer.

Au RWANDA, les prisons tournent au biogaz. Les centres pénitentiaires, saturés après le génocide de 1994, ont été assainis en valorisant les fèces en énergie.

Fusillade au TEXAS près d'une réunion anti-islam. Les deux assaillants ont été tués par la police après avoir blessé un agent de sécurité.

Les dérives de l'armée israélienne à GAZA. Des soldats engagés dans l'opération « bordure protectrice » menée à l'été 2014, dénoncent les pratiques de TSAHAL.

6 mai – La loi renseignement votée sous un feu de critiques. La commission nationale consultative des droits de l'homme s'inquiète de la composition de la future instance de contrôle. La commission s'alarme de cette « surveillance de masse ». Jean Jacques URVOAS, Président de la commission des lois, a su construire une majorité autour de sa proposition.

La pédophilie à l'école : vers des signalements systématiques. Le rapport d'inspection sur les affaires de RENNES et de VILLEFONTAINE reconnaît des « dysfonctionnements ».

Pour la police, les terroristes arrivent gare de LYON par le train de 9h30. Dans un procès-verbal, la préfecture assimile les migrants venus d'Italie à des islamistes pour justifier les contrôles d'identité ciblés.

7 mai – La justice peu pressée d'appeler l'esclavage par son nom. Un an après l'annonce du plan de lutte contre la traite humaine, des associations dénoncent des blocages. En France l'esclavage concerne en grande majorité des femmes et des jeunes filles en situation de servitude domestique.

Livre de Christiane TAUBIRA « l'esclavage raconté à ma fille » (Edition Philippe REY) est réédité. 70 à 150 Millions d'êtres humains ont été arrachés à leur terre d'Afrique, 30 Millions sont arrivés vivants déportés aux Amériques.

Robert MENARD pris au piège de ses provocations. La justice enquête sur une suspicion de fichage illégal des musulmans à la mairie de BEZIERS.

La situation des quartiers prioritaires continue de se dégrader :

- 38,4% des habitants vivent sous le seuil de pauvreté – moins de 987 euros.
- 42% des jeunes de 15 à 24 ans sont chômeurs.
- 47,3% des femmes inactives.

Enquête annuelle sur les fractures françaises :

- Rétablissement de la peine de mort 52% des personnes interrogées.
- 67% des Français ... il y a trop d'étrangers.
- 61% « on ne se sent plus chez soi ».

8 mai – TARNAC : vus au procès de Julien COUPAT pour terrorisme. Le parquet requiert le renvoi de trois membres du groupe d'ultra-gauche pour des sabotages de ligne TGV.

L'essentiel des écoutes de Monsieur SARKOZY validé. L'ancien chef de l'Etat pourrait être renvoyé devant le tribunal correctionnel pour « corruption » et « trafic d'influence ». Il est reproché à Nicolas SARKOZY d'avoir permis à un haut magistrat, Gilbert AZIBERT, d'intervenir en sa faveur.

9 mai – Le parquet de PARIS a ouvert une information judiciaire sur les accusations de viols d'enfants en 2014 dans un camp de soldats français en Centrafrique.

La guerre des gangs fait rage en Seine Saint Denis pour contrôler les points de vente de cannabis, avec désormais des armes de guerre. On est à la recherche d'un lance-roquettes perdu à Saint-Ouen.

12 mai – Raoul CASTRO remplace les longues peines de prison par le harcèlement des opposants – 9000 interpellations en 2014.

Le procès ORSINI se penche sur un « climat malsain » en CORSE. Guy ORSINI, fils du dernier chef nationaliste est jugé pour assassinats. Comme souvent dans les dossiers corses, les preuves sont minces et les témoignages rares.

Les négriers de la Méditerranée. Pendant plusieurs mois la police italienne a écouté les 24 membres d'une filière de passeurs de migrants entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe : un réseau très structuré qui brasse des millions de dollars.

13 mai – David CAMERON a choisi comme ministre de la justice Michael GOVE. Il avait plaidé en 1998 pour le retour de la peine de mort par pendaison.

Les enfants du PALAIS. La justice des mineurs, c'est le secteur de la justice qui affiche le plus fort taux de réponse pénale, presque 100%.

L'UMP se crispe sur la place de l'Islam. Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET juge non prioritaire la « journée de travail » sur la religion musulmane voulue par Nicolas DARKOZY.

14 mai – Un ministre nord-coréen exécuté au moyen d'un tir de canon antiaérien ou de lance-roquettes (selon les traductions) pour « manque de respect ».

Les députés maintiennent les « tests osseux » pour déterminer l'âge des mineurs étrangers.

ORSINI comparait aux Assises pour menaces de mort. Il a dénoncé les contre-vérités de l'accusation et démenti l'existence d'un clan.

CALAIS : enquête sur des violences policières sur des migrants.

15 mai – L'armée française face aux accusations de viols en Centrafrique. Le Monde a interrogé à BANGUI des enfants qui affirment avoir été victimes. Mais il est très difficile de confirmer ou de réfuter ces témoignages.

Polémiques sur la Maison d'Arrêt de STRASBOURG. Christiane TAUBIRA conteste un sévère rapport de la contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, Adeline HAZAN. Celle-ci avait procédé à « des recommandations en urgence » pour des violations des droits des personnes détenues. Un détenu qui avait dénoncé les menaces de son codétenu n'a pas été transféré, il a été tabassé et violé durant la nuit. Autre problème : des caméras de vidéosurveillance ont été installées dans les locaux de psychiatrie. Les contrôleurs évoquent « la passivité des surveillants face aux violences entre détenus » et même les « allégations récurrentes » d'une « participation active de certains agents à des trafics illicites ». La Ministre répond que les atteintes graves aux droits des détenus ne sont pas démontrées.

L'inceste réapparaît dans le code pénal. Amendement adopté à propos de la proposition de loi sénatoriale sur la protection de l'enfant.

16 mai – En MACEDOINE les réfugiés sont victimes du crime organisé.

Des centaines de ROHINGYA de BIRMANIE en perdition dans l’océan indien. Thaïlande, Malaisie et Indonésie refusent l’asile à ces réfugiés, malgré leurs appels à l’aide.

17 mai – Aux Etats-Unis Djokhar TSARNAEV a été condamné à mort pour les attentats de BOSTON en avril 2013, il devrait faire appel.

Une stratégie nouvelle contre l’extrême pauvreté. Un programme global mené dans 6 pays a amélioré les revenus et la santé des plus démunis de la planète.

Huit ans de prison pour le « djihadiste breton ». Il a été reconnu coupable d’avoir combattu en 2013 dans les rangs d’Al Qaïda au Maghreb Islamique.

A SAN QUENTIN dans la plus vieille prison de CALIFORNIE 16 détenus viennent de recevoir leur diplôme d’informatique, une porte d’entrée vers la sortie. La prison compte 4220 détenus pour 3082 places, c’est aussi le quartier général des condamnés à mort de l’Etat : 708 personnes en attente d’exécution. Les détenus n’ont pas accès à internet, des ingénieurs ont mis au point un logiciel de simulation ne nécessitant pas de connexion, mais permettant de coder dans les conditions du réel. Taux de récidive 60% dans les trois ans, lorsque les détenus participent à un programme d’éducation le taux tombe à 7,1%.

19 mai – OUTREAU le procès sans fin. Acquitté il y a 10 ans avec 12 autres accusés, Daniel LEGRAND comparait devant les Assises de RENNES pour des viols d’enfants, dans le même dossier, mais à l’époque où il était mineur.

Affaire KERVIEL : une commandante de police met en cause la Société Générale. S’appuyant sur le témoignage d’un ancien salarié, elle a déclaré au juge que la banque ne pouvait pas ignorer les agissements du trader.

L’épouse trompée, son fils et le tueur à gages. La Cour d’Assises des Bouches du Rhône juge un trio accusé d’avoir fomenté l’assassinat d’un mari volage.

Délits boursiers : Gérard RAMEIX Président de l’Autorité des Marchés financiers fait des propositions pour réformer la répression des délits boursiers. « Il est logique de disposer de moyens de répression symboliques forts comme la prison. Cependant, il faut agir avec prudence et ne pas tomber dans une utilisation excessive de la procédure pénale ».

20 mai – L’affaire BOULIN relancée 35 ans après sa mort. La fille de l’ancien ministre a déposé une nouvelle plainte pour « arrestation, enlèvement et séquestration ». Madame BOULIN-BURGEAT a relevé 77 anomalies dans le dossier.

Errance meurtrière d’un pirate somalien à POTSDAM. Condamné en France dans l’affaire du « Carré d’As » Cheikh Nour est accusé d’avoir égorgé un voisin de chambre. « C’était un secret de polichinelle qu’il souffrait de démence mais on l’a gardé en prison » d’après son avocat.

21 mai – Procès d'OUTREAU : Daniel LEGRAND n'attend rien. Acquitté en 2005, l'homme comparait à nouveau. « En 30 ans de carrière, c'est la première fois que je vois un accusé jugé à la fois aux mineurs et aux majeurs ». Éric DUPOND-MORETTI avocat de Daniel LEGRAND.

La relaxe des policiers dans l'affaire de la mort de Zyed BENNA et de Bouna TRAORE à Clichy-sous-Bois à l'origine des émeutes de 2005 relance le débat sur les rapports souvent tendus entre jeunes et forces de l'ordre.

22 mai – Royaume Uni : plus de 1400 suspects identifiés dans un réseau pédophile qui a agi dans les années 80-90.

Les provocations de Viktor ORBAN, premier ministre hongrois, gênent les conservateurs européens. « La peine de mort n'est pas une position barbare. Elle permet de sauver d'autres vies ».

Pour Isabelle FALQUE-PIERROTIN, Présidente de la Commission Nationale Informatique et libertés (CNDH) « le projet de loi sur le renseignement reste profondément déséquilibré ».

OUTREAU : Devant la Cour d'Assises, Jonathan DELAY a accusé pour la première fois, Daniel LEGRAND. « Nous avons été déclarés coupables de notre propre vécu. Traités de menteurs et de mythomanes ». Jonathan DELAY.

23 mai – Au procès ORSINI, peurs et points de suspension. Devant la Cour d'Assises des Bouches du Rhône, les témoignages sont rares et leurs auteurs se sont rétractés. Une jeune femme bavarde dont le témoignage était gênant pour Guy ORSINI a démenti tout ce qu'elle déclaré sur procès-verbal.

L'attaque de la diligence saoudienne était presque parfaite. Neuf mois après le braquage, douze personnes ont été interpellées.

24 mai – OUTREAU : les évidences du juge, les doutes du policier. A écouter Fabien BURGAUD, c'est comme s'il avait remonté le temps lorsqu'il était lancé sur la piste d'un réseau pédophile international.

En Arabie saoudite, les djihadistes s'attaquent à la minorité chiite. Un attentat suicide dans une mosquée a fait au moins 21 morts.

26 mai – La « salle de consommation à moindre risque » (dite salle de shoot) de PARIS va s'installer à l'hôpital LARIBOISIERE « Plus les liens sont forts avec l'hôpital, plus on rassure ». Rémi FERAUD maire PS du 10^{ième} arrondissement.

Les juifs belges vivent dans la crainte d'un nouvel attentat, un an après l'attaque contre le musée juif à BRUXELLES.

Loi sur l'asile : le Sénat a durci le texte, en cas de rejet de la demande d'asile par l'OFPPA cela vaudrait obligation pour le demandeur de quitter le territoire français.

27 mai – Les mauvais comptes des œuvres sociales de la police. Après la mise en examen de son président Jo MASANET, l'association est dans le viseur de la police des polices.

Radiographie du plus grand « supermarché de la drogue » de MARSEILLE, à la CASTELLANE. Le démantèlement d'un réseau en 2013, dans lequel 28 personnes sont renvoyées en correctionnelle, met en lumière l'organisation de la vente de stupéfiants dans ce quartier. « Je touche 100 euros par jour en salaire fixe. J'ai pu avoir du bonus sur des ventes directes » un « charbonneur » (vendeur). Une « nourrice » stocke produits, armes, comptabilité, argent.

28 mai – Coup de filet anticorruption contre des dignitaires de la FIFA. 6 responsables de la Fédération internationale de football ont été interpellés à ZÜRICH sur ordre de la justice américaine. « Depuis 40 ans et l'intronisation de HAVELANGE, la FIFA a la culture de la corruption. Son successeur l'a toujours tolérée ». Guido TOGNONI ancien conseiller de Joseph BLATTER.

OUTREAU : « on était seulement quatre » Thierry DELAY condamné pour avoir violé ses enfants a innocenté Daniel LEGRAND mardi.

GUEANT et GAUDIN renvoyés en correctionnelle. Les deux proches de Nicolas SARKOZY sont poursuivis pour avoir détourné des primes en liquide de la police.

Les gens du voyage (350.000 personnes nomades) pourraient devenir « Français à part entière ». Une proposition de loi socialiste présentée mercredi, vise à supprimer le livret de circulation et à accélérer la construction des aires d'accueil. « 40.000 communes devraient offrir un espace aux gens du voyage. Seules 27.000 le font réellement ». Dominique RAIMBOURG député PS de Loire-Atlantique.

Malgré de nets progrès, 795 Millions d'humains souffrent encore de la faim. La situation reste critique en Afrique Subsaharienne et en Asie du Sud-Est.

29 mai – Au procès de l'affaire d'OUTREAU, la « mère pédophile » Myriam BADAoui a, à son tour, disculpé Daniel LEGRAND. « Je ne voulais pas décevoir le juge BURGAUD » « Le juge m'a montré les photos. J'essayais parfois de dire non, mais il tapait du poing sur la table ». La prison lui semble d'emblée « une seconde jeunesse » « Je me sens mieux que chez moi : à la maison je n'avais le droit de rien » et surtout « on m'écoute ».

Alain ORSINI et la « génération cocaïne ». L'ex dirigeant nationaliste se fait l'avocat de son fils et de ses amis jugés pour assassinats.

L'enquête parlementaire sur le maintien de l'ordre vise surtout ... les manifestants. Le rapport rédigé après la mort de Rémi FRAISSE propose de créer une interdiction de manifester.

30 mai – BETTENCOURT : relaxe pour WOERTH, prison pour BANIER. Selon le tribunal, François Marie BANIER a « planifié son projet » avec une « boulimie d'appropriation ».

31 mai – Ross ULBRICHT, 31 ans, avait créé le site SILK-ROAD en 2011, le plus sophistiqué marché noir de la criminalité sur internet a été condamné à la prison à perpétuité.

OUTREAU : « on va arrêter les sous-entendus ». Aux Assises de RENNES, l'audience de vendredi a été marquée par le retour des rumeurs.

Les Nations Unies s'alarment du nombre de djihadistes étrangers présents en Syrie et en Irak. Plus de 25.000 combattants proviennent de 100 pays, soit la moitié des Etats de la planète.

JUIN 2015

2 juin – Arsenal parlementaire contre la menace djihadiste. Une commission d'enquête vote mardi un rapport qui propose des mesures administratives et judiciaires.

- Lutte contre la radicalisation en prison : 105 individus sont incarcérés pour leur implication dans les filières irako-syriennes. « la quasi-totalité de ceux qui ont commis des actes violents au nom du djihad » avait un passé délinquant et avaient séjourné en prison. Il faudrait améliorer « la grille d'évaluation du degré de radicalisation ». Le bureau du renseignement pénitentiaire dispose de « trop peu de moyens pour assurer ses missions ».
- Création d'un centre destiné à prendre en charge les jeunes de retour des zones de combats. Mise en place proposée de référents ou « mentors » qui assureront le suivi des personnes radicalisées.

Bercy dépose plainte contre M. THEVENOUD pour fraude fiscale. Le député a omis de déclarer ses revenus et de payer ses impôts. La « commission des infractions fiscales », autorité administrative est la seule instance habilitée à saisir la justice en cas de fraude fiscale manifeste. La plupart des contribuables indécents échappent à des poursuites judiciaires.

L'Etat islamique détruit la prison de PALMYRE symbole de la répression syrienne. Des millions d'opposants y ont été tués dans les années 80.

3 juin – Renseignement : la loi examinée en urgence au Sénat. Substantiellement amendé, le texte reste évasif sur des points clés. L'Administration Pénitentiaire, qui dispose d'un petit service de renseignement, ne devrait pas être incluse dans les services spéciaux permettant d'espionner les détenus.



Des prisons, repaires de terroristes ? « En quête d'actualité » émission de D8 a filmé le quotidien de la Maison d'Arrêt de LYON – CORBAS construite en 2009. « la prison ça les rend fous, c'est normal qu'ils partent en couilles » lâche un détenu.

4 juin – OUTREAU : « Les faits, vous en avez trouvé alors ? ». Mardi cinq acquittés ont témoigné pour réaffirmer l'innocence de Daniel LEGRAND. « On était le pion du juge Fabrice BURGAUD, il n'écoutait rien » Karine DUCHOCHOIS acquittée du procès d'OUTREAU.

Prostitution : l'Assemblée Nationale refait ce que le Sénat avait défait. Suppression du délit de racolage passif. Une disposition visant à pénaliser clients d'actes sexuels assortie d'une obligation de stage de sensibilisation obligatoire pour le client.

Lydia GUIROUS, porte-parole du parti « Les Républicains » auteur du livre « Allah est grand, la République aussi ». Sa ville d'enfance est ROUBAIX : d'origine kabyle, elle dresse un réquisitoire des renoncements de la France face à la montée du communautarisme.

Drame du RANA PLAZA : vers un procès des responsables. En 2013 l'effondrement de l'immeuble abritant des ateliers textiles au BANGLADESH avait fait 1134 morts et près de 2.000 blessés.

Joseph BLATTER a démissionné 4 jours après sa réélection, il est désormais directement visé par le FBI dans l'enquête sur la corruption.

7 juin – Violences à TOURCIONG : « on nous dit de rester dans nos cages ». Dans le quartier de la BOURGOGNE, les habitants disent leur colère et leur sentiment d'abandon après quatre nuits d'affrontements. Dans la nuit de dimanche à lundi une voiture grille plusieurs feux rouges, la police nationale tente de l'interpeller, le conducteur refuse de s'arrêter et la voiture termine sa course dans un arbre. Un passager est tué sur le coup. Dès lundi le quartier s'embrase.

Les HLM débordés par la pauvreté de leurs locataires. Le nombre de familles monoparentales est passé de 16,6% en 2000 à près de 20% en 2012. « Aujourd'hui 7 demandeurs sur 10 sont sous le seuil de pauvreté ».

OUTREAU : côte à côte après le verdict, le petit LEGRAND acquitté et le petit DELAY. « J'espère aller de l'avant. J'espère que lui aussi y arrivera » D. LEGRAND.

9 juin – Attentat déjoué à VILLEJUIF : deux nouvelles interpellations de personnes qui pourraient être complices de Sid Ahmed Ghlam, étudiant soupçonné d'avoir préparé l'attentat.

113 Français ou résidents français tués dans des pays où ils avaient rejoint une organisation terroriste.

FORSANE ALIZZA, entre terrorisme et mégalomanie. 14 membres de ce groupuscule accusés de s'être préparés au djihad armé, sont jugés à partir de lundi. L' « émir » avait recruté des « lieutenants » qui devaient s'entraîner au maniement des armes à feu, voire de l' « arbalète ».

Le 15 juin, inauguration d'une instance de dialogue entre les Français de confession musulmane et l'Etat. Les représentants du Conseil Français du culte musulman en seront membres.

A COURBEVOIE, un trafic de HLM ni vu ni connu. L'affaire révèle les dysfonctionnements de l'office public de l'habitat tenu par la municipalité Les Républicains. Moussa N. faisait visiter des appartements en faisant miroiter la « régularisation » de la situation une fois dans les murs.

11 juin – Le désarroi d'une mère de djihadiste devant la justice. Elle attaque en justice l'Etat pour n'avoir pas pu empêcher son fils, à l'époque mineur, de partir en Syrie. La faille viendrait d'une circulaire de 2012 qui annule l'obligation pour les mineurs d'avoir une autorisation parentale pour quitter le territoire.

L'Etat pose les bases d'un dialogue avec l'Islam. Une nouvelle instance rencontrera le 15 juin des représentants des pouvoirs publics. Appelée à se réunir deux fois par an, celle-ci ne sera dotée d'aucun pouvoir. Sera évoqué notamment le statut des imams et des aumôniers.

Dans les ferries de la SNCM, cocaïne, cannabis et armes à feu. 8 marins ont avoué, ils auraient agi à la demande du délégué syndical CFTC.

Amende requise contre la juge PREVOST – DESPREZ pour violation du « secret professionnel » dans l'affaire BETTENCOURT.

13 juin – Le candidat Front National Adrien DESPORT, suppléant aux départementales simulait des agressions. Mis en détention provisoire il sera jugé le 15 juillet.

Roland DUMAS poursuivi à NÎMES pour 8300 euros, à propos d'une étude introuvable. Cette somme correspondrait au reliquat des honoraires que lui devrait l'ancien Maire de PONT-SAINT-ESPRIT poursuivi par ailleurs.

« Racolage ou pénalisation du client, c'est bonnet blanc et blanc bonnet ». Alors que le texte contre « le système prostitutionnel » revient à l'Assemblée, des prostituées chinoises s'inquiètent du harcèlement policier.

14 juin – Dominique STRAUSS-KAHN relaxé, l'instruction condamnée. Le jugement de l'affaire du CARLTON rendu vendredi à Lille, accable les magistrats qui ont mené l'enquête. Frédéric FEVRE, procureur de la République avait demandé la relaxe. La justice « ne se rend pas avec le code moral mais avec le code pénal ».

Les députés rétablissent la pénalisation du client et suppriment le délit de racolage.

Plus de 700 Millions de femmes actuellement en vie ont été mariées de force alors qu'elles étaient enfants. En Inde, au Royaume Uni, en Afrique des hommes et des femmes luttent pour faire reconnaître cette « tradition » comme un crime.

16 juin – SARKOZY veut poser « la question » du droit du sol. Alors qu'il s'y était toujours opposé, le Président du parti Les Républicains veut ouvrir le débat sur le sujet. Il a décidé de concurrencer le parti lepéniste en investissant son terrain.

Interpellations à MARSEILLE dans le quartier de La Castellane pour trafic de stupéfiants. Une trentaine de personnes ont été interpellées.

Handball : ouverture du procès des paris après un match suspect. Les frères KARABATIC et 14 autres prévenus comparaissent pour « escroqueries ».

« RAZZIA sur la Riviera » d'Hélène CONSTANTY chez FAYARD. « Il n'y a pas de bourgeoisie à NICE, la seule richesse, c'est l'immobilier. Des terres qui ne valaient rien ont pris une valeur considérable en moins d'un siècle. Comment voulez-vous qu'un tel cadre n'attire pas l'argent sale et les escrocs du monde entier ? » La Camorra napolitaine et la 'Ndrangheta calabraise se sont infiltrées partout.

Après les Etats Unis et l'Europe les narcotrafiquants sont en train de conquérir l'Afrique de l'Ouest.

17 juin – L'Islam appelé « à se réformer et à s'adapter ». Manuel VALLS a inauguré lundi la nouvelle instance de dialogue entre l'Etat et les musulmans. Il y aura mis en place d'un diplôme universitaire de formation civique et civile obligatoire pour les imams détachés par leurs pays d'origine et pour les nouveaux aumôniers.

Transport de cocaïne : un syndicaliste avoue devant le tribunal de MARSEILLE.

Cercle de jeu CADET : 5 gardes à vue. Depuis 2008 huit des dix cercles parisiens ont été fermés par les autorités.

Le chef d'Al-Qaïda au Yémen tué par un drone. Il était aussi le numéro 2 de la nébuleuse djihadiste.

18 juin – Migrants : des hébergements et des renvois. 9500 places créées pour les réfugiées et les demandeurs d'asile. 1500 nouvelles places pour les migrants en transit. Un effort pour le renvoi des migrants économiques et le doublement de l'aide au retour.

Des piliers de la mafia calabraise interpellés sur la Côte d'Azur. La 'NDRANGHETA est connue pour détenir le quasi monopôle de l'importation de la cocaïne en Europe.

Compromis sur la loi renseignement. Le renseignement pénitentiaire a été retiré du texte.

Emploi fictif : le Maire de MONTAUBAN en garde à vue.

L'enquête sur le cercle CADET bute sur la piste corse.

19 juin – Fusillade dans une église noire aux Etats Unis. Un homme blanc a tué neuf personnes à CHARLESTON en Caroline du Sud.

Arrestation du cerveau présumé de l'attentat de la Rue des Rosiers en 1982.

Selon Brice HORTEFEUX « les conditions d'accès à la nationalité doivent être revues ». Devenir Français pour les enfants nés en France de parents étrangers ne doit plus être automatique.

Faut-il incarcérer les djihadistes de retour de Syrie ? Pour la première fois, des juges ont demandé des remises en liberté, contre l'avis du parquet. La Cour d'Appel a confirmé la libération de deux jeunes hommes mais a annulé celle du troisième. Nombre de refus de remise en liberté butent sur les motivations des djihadistes. Ont-elles été humanitaires ou guerrières ?

« Entendu sur Radio Monte Carlo »

Plusieurs détenus de Fleury-Mérogis ont déposé plainte pour coups et blessures de la part de surveillants au quartier disciplinaire.

21 juin – Renseignement : un régime inédit de surveillance des étrangers. La mesure vise de façon dérogatoire les étrangers de passage en France, par exemple des chefs d'entreprise, journalistes, diplomates... Dans une tribune du MONDE, Jean Marie DELARUE fustige un coup de force des services secrets et appelle le gouvernement à la supprimer.

Le pasteur de CHARLESTON, foudroyé par la haine. Clemente PINCKNEY, tué dans son église « MOTHER EMMANUEL » était militant un acharné des droits civiques.

Terrorisme : hausse du nombre de victimes dans le monde. 32727 personnes victimes d'actes de terrorisme en 2014, hausse de 81% en un an. Deux tiers des attentats se sont produits en IRAK, au PAKISTAN et au NIGERIA.

Jérôme CAHUZAC renvoyé en correctionnelle pour fraude fiscale et blanchiment d'argent.

Neuf ans de prison ferme requis contre le leader de FORSANE ALIZZA.

23 juin – Le recours du Français Serge ATLAOUI rejeté par la justice indonésienne. L'avocate a annoncé vouloir explorer d'autres voies juridiques.

Quatrième directeur de cabinet en trois ans pour Christiane TAUBIRA. Alain CHRISTNACHT ancien membre du cabinet de Lionel JOSPIN, un des fondateurs du Think Tank TERRA NOVA.

La contrainte pénale s'installe lentement en France. La nouvelle peine de probation, alternative la prison, impose un suivi régulier des condamnés. 610 peines prononcées en 7 mois. Il faut distinguer sursis avec mise à l'épreuve et contrainte pénale qui est une peine à part entière d'une durée de 6 mois à 5 ans pour les condamnés pour des délits punis de moins de 5 ans d'emprisonnement (en 2017 elle sera élargie à tous les délits). Tous les 15 jours le condamné doit voir son conseiller d'insertion et de probation.

Autre mesure, la libération sous contrainte. Aux 2/3 de la peine la situation d'un condamné doit être examinée, le juge peut le remettre en liberté sous contrôle. Au 1^{er} Mai 13647 condamnés bénéficiaient d'un aménagement de peine, 474 libérés sous contrainte.

François PEROL, ex conseiller de SARKOZY, comparait pour prise illégale d'intérêt.

Dans un entretien au Journal du Dimanche Christiane TAUBIRA menace de quitter le gouvernement si son projet de réforme du droit pénal des mineurs n'est pas examiné avant 2017.

Le pape François s'en prend aux « collusions maffieuses » et il admonesté l'Union Européenne empêtrée dans ses divisions quant à l'accueil des réfugiés.

24 juin – A GAZA le HAMAS et ISRAEL accusés par l'ONU de crimes de guerre en 2014.

De nouvelles mesures contre la fraude fiscale. Le dispositif a permis de récupérer 10,4 Milliards d'euros en 2014.

Sévère réquisition contre Nicolas KARABATIC à propos d'une « tricherie en équipe » à MONTPELLIER.

Les victimes de tortures obtiennent plus difficilement l'asile en France d'après le Centre PRIMO LEVI.

Le NEBRASKA, un Etat républicain, a aboli la peine de mort. Un vote qui traduit une fissure dans le mouvement conservateur.

25 juin – Selon les documents de la NSA, révélés par Wikileaks, HOLLANDE, SARKOZY et CHIRAC ont été écoutés par les Etats Unis jusqu'en 2012.

Des généraux colombiens impliqués dans des exécutions de civils. 3000 civils auraient été tués durant la guerre contre les guérillas des Forces armées révolutionnaires de COLOMBIE.

L'Assemblée adopte l'accord judiciaire PARIS – RABAT, le texte était dénoncé par le Syndicat de la magistrature et plusieurs ONG. Le dernier rapport d'Amnesty International note que malgré des progrès la torture persiste dans le royaume.

Pédophilie : des signalements plus systématiques de la part du parquet à destination de l'administration.

Grand stade de NICE : perquisitions à la Mairie. Des soupçons d'irrégularités financières entourent le partenariat public-privé. Le coût du projet serait de 446 Millions d'euros.

26 juin – Procès COTTREZ : plongée dans la nuit d'une femme. Cette femme est jugée à DOUAI pour avoir tué huit de ses nouveaux nés. Après la naissance de ses deux premières filles, elle n'a plus voulu montrer son corps à un médecin. A 12 ans elle a été violée par son père, les rapports incestueux se poursuivant durant son adolescence. Un psychiatre écrit : « Dominique COTTREZ n'a pas donné la mort à ses nouveaux nés, elle ne leur a pas donné la vie ». Une bataille juridique autour de la prescription des crimes : « lorsque l'infraction est clandestine ou dissimulée, la prescription devrait être suspendue jusqu'à la découverte des faits ».

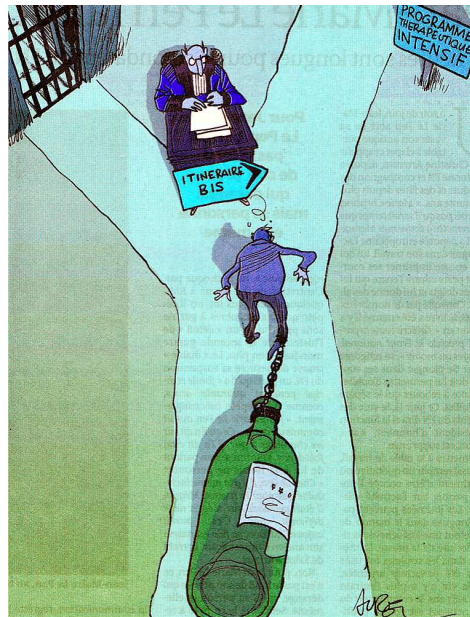
5000 euros d'amende requis contre Éric ZEMMOUR. Il avait évoqué des « bandes d'étrangers qui dévalisent, violentent ou dépouillent ».

La police condamnée pour délit de faciès. L'Etat devra payer 1500 euros à chaque plaignant pour « faute lourde ». Selon la Cour d'Appel des « présomptions graves, précises et concordantes » permettent de retenir que des contrôles litigieux ont été réalisés.

La loi renseignement définitivement adoptée. Des députés ont suivi le Conseil Constitutionnel, mais leur texte maladroit a peu de chances d'aboutir. Le Président de la République s'est engagé à saisir lui-même le Conseil.

28 juin – Terrorisme : l'onde de choc d'un vendredi sanglant. Pour la 1^{ière} fois en France, un homme a été décapité au cours d'une attaque terroriste contre une usine chimique à Saint Quentin Fallavier (Isère). En Tunisie un attentat revendiqué par l'Etat islamique a fait 38 morts principalement des touristes. Le Koweït a aussi été frappé par une attaque. En Syrie à KOBANE les djihadistes se sont livrés à l'un des pires massacres depuis le début de la guerre tuant plus de 150 civils.

30 juin – A BOBIGNY, des soins en guise de peine pour les délinquants toxicomanes. Un projet pilote lancé mardi 30 juin pour les délinquants toxicomanes. Le programme propose 5 heures d'activités et de soins par jour, cinq jours par semaine pendant une année. Le projet a été mené en partenariat par le Ministère de la Justice et la mission interministérielle de lutte contre la drogue et les conduites addictives (MILDECA). Les bénéficiaires doivent être récidivistes, avoir commis des infractions de moyenne gravité en lien avec leur addiction et être volontaires. La peine est suspendue à tout moment en cas d'écart le juge de l'application des peines peut décider le retour dans le processus judiciaire classique. Budget prévisionnel : 300.000 euros par an. Premier bilan en mai 2016.



Petit précis d'économie de trafic de drogue. Un suspect a détaillé aux policiers l'organisation d'un réseau, quartier MISTRAL à GRENOBLE. Des guetteurs payés 50 euros par jour, des vendeurs 100 euros, des préparateurs pour envelopper l'herbe ou la « beu ». Le comptable pour récupérer la caisse. Bénéfice 3000 à 5000 euros par jour. Recyclage financier dans des voitures ou des motos de luxe. Aide aux membres du réseau envoyés en prison.

JUILLET 2015

1^{er} juillet – Les mosquées de LYON sous la pression du salafisme. Les responsables musulmans et les autorités de l'Etat cherchent la parade face aux groupuscules radicaux. Une dizaine de salles de prière sur 60 dans la métropole lyonnaise sont menacées. Bernard CAZENEUVE a laissé ouverte la possibilité de « dissoudre certaines mosquées ». Phénomène sensible : l'explosion du nombre de convertis.

Grouper les islamistes en prison est « potentiellement dangereux » d'après la contrôleur générale des lieux de privation de liberté. 16% des détenus soupçonnés d'islamisme ont déjà été incarcérés auparavant. « le risque existe qu'une nouvelle catégorie de personnes détenues soit créée sans cadre juridique ». Surpeuplement : Fleury Mérogis 4200 détenus pour 2600 places, Osny 928 personnes dans 580 places.

Procès COTTREZ : le « non » anéantit la thèse de l'inceste. L'ex aide-soignante accusée d'un octuple infanticide a avoué que son père ne l'avait jamais violé.

La cellule TRACFIN relève des opérations financières « atypiques » du fils de l'ex directeur des œuvres sociales de la police.

A CALAIS une opération humanitaire inédite. Clinique mobile, colis de nourriture... Pour aider les 3000 migrants, les ONG agissent comme à l'international.

En 2014, près de 50.000 personnes sont passées dans les 25 centres de rétention administrative.

2 juillet– Acquittements en série au procès ORSONI. Après 6 ans d'enquête et un procès fleuve, la Cour d'Assises n'a retenu que des faits mineurs. On est très loin du cumul de 166,5 années de prison requises contre les 12 accusés.

CAZENEUVE centralise la lutte antiterroriste. Un état-major placé directement auprès du ministre coordonne les services, afin de corriger les récents ratés. « Sur les 4000 individus suivis pour radicalisation ou terrorisme, il ne doit plus y avoir de loupé ». Le motif terroriste retenu contre Yassin SALHI auteur de la décapitation d'un chef d'entreprise et de l'attaque d'une usine dans l'ISERE.

3 juillet– L'insondable mystère des mères criminelles. 18 ans de prison requis contre Dominique COTTREZ « il faut accepter de ne pas tout comprendre » d'après l'avocat général. Le docteur COUTANCEAU a insisté sur la passivité de cette femme et sa « souffrance emmurée ».

Corse : le président PRG du conseil exécutif de l'Ile Paul GIACOBBI rattrapé par la justice à propos de « complicité de détournement de fonds publics » dans l'affaire dite des gîtes ruraux.

Interdits de sortie du territoire, trois jeunes ont déposé des recours devant la justice contre les interdictions administratives de sortie du territoire prévues par la loi du 13 novembre 2014.

4 juillet– Procès COTTREZ un verdict intelligent et humain. La justice a condamné la mère coupable à 9 ans de prison. « C'est un bon procès. De la bonne justice » a déclaré l'avocat général.



Migrants : les accords franco-britanniques mis en cause par la Commission nationale consultative des droits de l'homme. La France serait « le bras policier de la politique migratoire britannique ».

7 juillet– A FLEURY, l'été caniculaire des gamins en prison. Dans le plus grand quartier des mineurs d'EUROPE, 80 jeunes oscillent entre études et envie de tout casser. « on avait un jeune très difficile, son père lui a apporté un sac de linge, il a été heureux comme jamais » Evelyne LE CLOAREC directrice du centre. Visite de Dominique RAIMBOURG président de la commission des lois de l'Assemblée Nationale et trois journalistes.

8 juillet– Les vigies du djihad. En 9 mois, 816 signalements d'élèves pour « suspicion de radicalisation ou faits de radicalisation » ont été recensés par l'éducation nationale. Un acte nouveau qui ne va pas de soi pour les professeurs. « il y a un vrai danger de stigmatisation à porter sur les élèves un regard soupçonneux » Hubert TISON Association des professeurs d'histoire-géographie.

AVIGNON « Gérard Philippe répétait à la cuisine de la prison... » Centre Pénitentiaire du PONTET 839 hommes « hébergés ». Le directeur du FESTIVAL d'AVIGNON a animé un atelier théâtre de 5 jours et un comédien a pris la relève. La pièce « Prométhée enchaîné ».

12 juillet– Bolivie : le pape visite une prison surpeuplée, 4800 détenus pour 600 places. « Il y a beaucoup d'éléments qui jouent contre vous dans cet endroit, je le sais bien : la surpopulation, les lenteurs de la justice, l'absence d'occupation et de réadaptation professionnelle, la violence ».

Jacques SANTONI, un casse-tête pour la justice. Les avocats de ce voyou corse tétraplégique, placé en détention, réclament sa mise en liberté. « Dès qu'il sort, il recommence à faire le voyou » d'après des sources judiciaires et pénitentiaires.

9 ans de prison pour le chef du groupe islamiste FORSANE ALIZZA.

Nicolas KARABATIC condamné pour escroquerie.

15 juillet– RABSTINENCE CONNECTION : les narcotiques anonymes rassemblent partout dans le monde des toxicomanes à la recherche de l'abstinence parfaite. Devenir « clean » par le biais d'une méthode très ritualisée, parler de soi pour s'entraider, ils soutiennent à leur tour les autres. En France l'association existe depuis 1984.

16 juillet– Cuba : le combat d'une avocate indépendante, elle exerce hors de contrôle de l'état castriste. 60 à 70.000 personnes incarcérées dans 200 centres de détention. 2000 à 4000 détenus ont été condamnés pour « dangerosité pré délictuelle ».

Explosion « malveillante » à Berre-l'Etang. Deux cuves d'hydrocarbure ont pris feu.

18 juillet– Le président de Secours islamique France (SIF) a indiqué que son organisation n'avait jamais fait autant d'action sociale en l'espace d'une journée. Des colis alimentaires ont été envoyés à des centaines de détenus.

19 juillet– OBAMA lance la refonte de la justice pénale. Le président américain s'attaque à un système judiciaire jugé excessivement répressif, en particulier pour les noirs. « si vous êtes un petit dealer, vous avez une certaine dette à l'égard de la société. Mais pas 20ans ! » Barak OBAMA. 2,2 Millions d'Américains sont en prison (4 fois plus qu'en

1980). Le taux d'incarcération est 5 fois à 10 fois plus élevé que dans les pays européens. 60% des détenus sont noirs ou hispaniques. Un enfant afro-américain sur 9 a un parent en prison.

La sécurité des sites militaires en question. Un important vol d'explosifs a eu lieu à MIRAMAS.

20 juillet– Le nouveau visage du banditisme. Les caïds des cités ont fait alliance avec les barons du milieu pour former un « narco-banditisme ». C'est en 2006 que tout a commencé à basculer lors de l'assassinat d'un des plus gros parrains de MARSEILLE Farid BERRHAMA. Le milieu traditionnel est déclinant.

21 juillet– Le droit des étrangers devant l'Assemblée. Le projet de loi promis depuis 2012, est un « non-sens » pour la droite et déçoit les associations de gauche. « La France est un pays d'immigration, mais ne s'assume pas comme tel » Erwann BINET député PS de l'Isère. Une des mesures principales du texte l'instauration de cartes de séjour pluriannuelle de 2 à 4 ans. Plutôt que d'utiliser les centres de rétention le projet prévoit l'assignation à résidence comme principe.

22 juillet– L'ECSTASY de retour dans le milieu festif. La consommation de cette drogue est à son niveau maximal depuis une décennie. 400.000 personnes ont ingéré de cette drogue durant les douze derniers mois. Entre 2005 et 2013 l'ecstasy est impliquée dans 25 cas de décès de personnes âgées entre 25 et 36 ans.

23 juillet– Une nouvelle loi anti-corruption prévue en 2016. La nouvelle agence anti-corruption aurait également un rôle de protection des lanceurs d'alerte. La France a mauvaise presse en matière de corruption, 26^{ième} place du classement de l'ONG Transparency international. Création d'un répertoire national des lobbyistes, d'un plan anti-optimisation fiscale des grandes entreprises et durcissement du plan anti-blanchiment.

24 juillet– Le ministère de l'Intérieur contre l'interdiction du FLASH-BALL. Le Défenseur des droits a demandé un moratoire, après que trois jeunes ont été blessés par cette arme. Cette arme dite de force intermédiaire est utilisée notamment par les agents de l'administration pénitentiaire.

Légère hausse du nombre de détenus en juin. 66864 détenus – augmentation de 0,3% en un mois, baisse de 2,1% en un an. Taux d'occupation : 115,7%.

25 juillet– Le Conseil constitutionnel valide la loi renseignement. Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, une des instances de l'ONU, s'est déclaré « préoccupé par les pouvoirs conférés aux services de renseignement ».

26 juillet– Les attentats de 1995, vingt ans après. Condamnés à perpétuité en 2002, les deux poseurs de bombes ont eu en prison des parcours bien différents. Boualem BENSAÏD et Smaïn AÏT ALI BELKACEM figurent parmi les détenus les plus surveillés de France. Le premier est incarcéré à la Centrale de Saint Maur, il ne fait plus guère parler de lui. Le deuxième vient tout juste de sortir du quartier d'isolement de la Maison Centrale de Condé sur Sarthe après avoir été condamné à 12 ans de prison pour un projet d'évasion de la Centrale de Clairvaux auquel s'apprêtaient à participer Djamel BEGHAL et Amedy COULIBALY, l'auteur de la tuerie de l'Hyper Cacher.

Une nouvelle mort endeuille la « jungle » de CALAIS. Depuis le 1^{er} juin, huit personnes ont perdu la vie après avoir voulu rejoindre le tunnel sous la Manche pour passer en Angleterre.

28 juillet– A REIMS, crépage de chignon pour un bikini. Un banal fait divers, interprété hâtivement comme une agression religieuse, a enflammé les réseaux sociaux. Le journal « l'UNION » comme effaré par l'incendie qu'il a contribué à déclencher a rétropédalé.

« La croix 28 juillet 2015 »

« La justice est souvent plus sévère avec les personnes précaires ». Pour un délit identique, les prévenus sans domicile ou étrangers écopent plus souvent d'une peine de prison ferme que les autres délinquants. Etude menée par deux universitaires Virginie GAUTRON et Jean Noël RETIERE de l'université de NANTES. Les SDF deux fois plus condamnés à de la prison ferme que les prévenus ayant un domicile fixe. Les prévenus étrangers font 5 fois plus que les autres l'objet d'une mise en détention provisoire. « faute de présenter une garantie de représentation, ils sont davantage que les autres jugés en comparution immédiate » « être privé d'adresse exclut certaines peines alternatives à la prison ».

En prison un détenu sur deux n'a aucun diplôme. 1,6% des détenus n'ont jamais été scolarisés, 4,8% ne parlent pas français, 76,2% ne dépassent pas le CAP et 22% des personnes rencontrées échouent au bilan de lecture.

29 juillet– Le procès du MEDIATOR n'est pas près de s'ouvrir. L'instruction du dossier de ce médicament qui a tué 1500 personnes est close depuis avril 2014.

Saisie record de 6 tonnes de CANNABIS à VITROLLES. L'office central pour la répression du trafic illicite de stupéfiants évalue à 300 tonnes la consommation annuelle de cannabis en France.

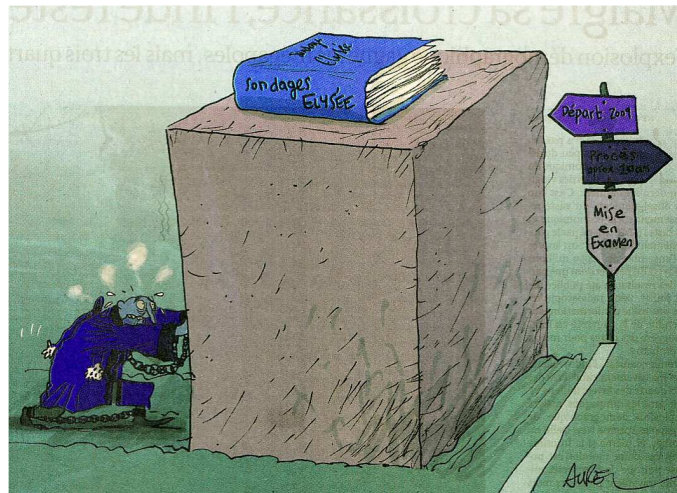
30 juillet– A CALAIS, le tunnel sous la Manche assailli par des centaines de migrants. La situation devient incontrôlable. 2300 tentatives d'intrusion ont eu lieu dans la nuit de mardi. Un migrant est décédé. 148 migrants ont réussi à passer. L'attrait du Royaume Uni est largement lié à l'absence de carte d'identité qui facilite l'emploi illégal et à bas coût.

31 juillet– BUISSON mis en examen dans l'affaire des sondages. L'ex conseiller de Nicolas SARKOZY a touché plus de 3 Millions d'euros de l'Elysée de 2007 à 2012.

Un Egyptien électrocuté à PARIS en tentant de monter dans l'Eurostar.

A la prison de NÎMES, 1,33 m² par personne. L'Observatoire international des prisons a déposé un référé devant le Conseil d'Etat. La Maison d'Arrêt compte 192 places pour 393 détenus au 1^{er} mai. Le tribunal administratif avait rejeté le recours.

Nicolas SARKOZY se pose en victime d'une justice « instrumentalisée ». L'ancien chef de l'Etat, dont nombre de ses proches sont poursuivis a lui-même été mis en examen pour « corruption et trafic d'influence ».



AOUT 2015

2 août – TAUBIRA s’empresse de reculer sur les délits routiers. Son projet de loi prévoit notamment une amende de 500 euros pour défaut de permis de conduire ou d’assurance, sans passer devant un juge. Des associations et la droite dénoncent une mesure « calamiteuse » qui devrait pourtant rationaliser la sanction aléatoire des délits routiers. Défaut de permis : 34.000 condamnations annuelles, amende 414 euros en moyenne. Défaut d’assurance : 30.000 condamnations chaque année, 308 euros dans 70% des cas.

Le Conseil d’Etat a sommé l’Administration Pénitentiaire « d’améliorer » les conditions de détention de la Maison d’Arrêt de NÎMES. « Oui il y a des conditions indignes de détention dans certains établissements » Christiane TAUBIRA

Cisjordanie : colère après la mort d’un bébé brûlé vif. Le gouvernement israélien qui a dénoncé un acte « terroriste », redoute un nouvel embrasement. La piste d’extrémistes juifs est privilégiée.

Garde à vue prolongée pour l’auteur de l’attaque contre la gay pride à JERUSALEM. L’agresseur, ultraorthodoxe juif, avait été libéré il y a trois semaines après avoir blessé trois personnes lors de la gay pride en 2005.

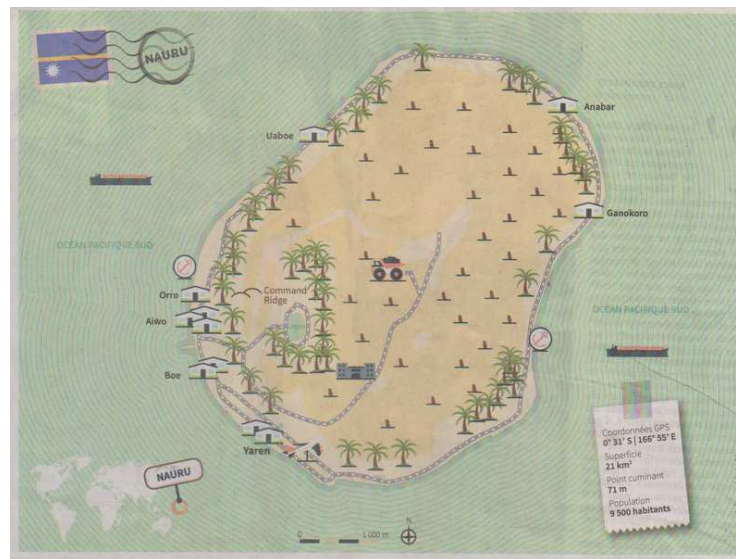
4 août – Révélation sur l’attentat manqué de VILLEJUIF. Les enquêteurs pensent avoir identifié trois Français commanditaires de Sid Ahmed GHLAM, l’Algérien qui voulait mitrailler une église à VILLEJUIF. Parmi eux un converti toulousain proche de Mohamed MERAH, condamné à 5 ans de prison et parti rejoindre depuis les rangs de l’Etat islamique. L’attentat a été évité fortuitement le 19 avril quand GHLAM s’est tiré une balle dans le pied. Il est soupçonné d’avoir tué une femme près de l’église. GHLAM semble être le dernier « soldat » tardivement identifié des réseaux djihadistes bien connus depuis les années 2000.

Déclaration de l’évêque de DOUVRES à propos de la crise de CALAIS : « Nous sommes en train de devenir un monde de plus en plus dur, et nous devenons durs les uns avec les autres au point que nous oublions notre humanité. Nous devons redécouvrir ce que c’est que d’être humain et que tous les hommes comptent ».

« *La voix du nord* » mercredi 5 août 2015 »

Des détenus de la prison d'ARRAS sur face book : les photos qui font des vagues. Les détenus offrent, à travers leurs photos, une vraie visite guidée de la prison : de la promenade aux cellules. 27.000 objets liés à la téléphonie mobile ont été saisis en 2014 en France par l'Administration Pénitentiaire.

5 août – NAURU, île-prison pour migrants. L'Australie refoule de nombreux réfugiés sur l'île. Cette politique inhumaine menace la stabilité de la petite République. L'Australie verse 13,3 Millions d'euros par an pour le fonctionnement du camp de réfugiés. Ils seraient 700 actuellement.



Migrants : Londres affiche sa fermeté, Paris appelle à une solution globale. M. CAMERON veut durcir la législation anti-immigration. Pour Monsieur CAZENEUVE les mesures de sécurité sont insuffisantes.

Ces lois qui restent enclavées. Les parlementaires votent des textes qui s'appliquent tardivement voire pas du tout, faute de décrets. Plus une loi est grosse et riche, plus elle est lente à s'appliquer.

6 août – Nouveau scandale de pédophilie au Royaume Uni. L'ex Premier ministre conservateur Edward HEATH mort en 2005 est cité dans plusieurs affaires. 1433 suspects ont été identifiés dans le cadre de l'opération « HYDRANT ». Les abus sexuels se sont majoritairement déroulés dans des institutions dont des prisons.

QOSMOS : témoignages de Syriens torturés. La société française préparait un logiciel d'espionnage pour DAMAS, mais rien ne prouve qu'il fût opérationnel. L'entreprise française maintient qu'il n'existe aucune charge.

La droite dénonce le « laxisme » du gouvernement en matière d'immigration. En 2014 le Ministère de l'Intérieur a procédé à 27606 « éloignements » d'immigrés illégaux.

7 août – Moussa HOUMED migrant érythréen enterré à CALAIS. Dix personnes ont perdu la vie en essayant de passer en Angleterre parfois sans même être identifiées. 350 tentatives d'intrusion à Eurotunnel

TRACFIN : un procureur à la tête de la cellule anti blanchiment de BERCY. Il s'agit de Bruno DALLES. TRACFIN est un rouage clé dans la lutte contre la grande délinquance financière. 9782 enquêtes conduites par TRACFIN en 2014. 1395 transmissions à l'autorité judiciaire cette même année.

Selon l'organisation internationale pour les migrations 2000 personnes sont mortes en Méditerranée depuis janvier.

8 août – +40% c'est la progression du nombre d'exilés fiscaux en 2013. 3744 personnes, dont le revenu fiscal était supérieur à 100.000 euros, ont quitté la France.

Un homme abattu par balles à MARSEILLE par deux individus. La victime était connue pour son appartenance au grand banditisme.

9 août – A TOULOUSE, trois étudiants sont suspectés d'avoir dissous partiellement le corps d'une femme dans l'acide. C'est après avoir quitté l'appartement de la victime que les jeunes gens auraient décidé de maquiller l'assassinat en disparition en s'inspirant du film « BREAKING BAD ». L'étudiante aurait laissé une dette de 6000 euros dans une affaire de stupéfiants.

Un proche d'Ali BONGO mis en cause par la justice française à propos d'une affaire de pots de vin.

10 août – Presse régionale – Le « missile » pour la prison contenait du cannabis, des smartphones... et deux kilos de viande. Les deux hommes, interceptés à cette occasion, qui n'avaient jamais été condamnés auparavant ont écopé de 5 mois de prison avec sursis.

11 août – Un djihadiste français sur sept trouve la mort en Syrie. 910 Français sont partis en Syrie, 126 sont morts. Les Français montent dans la hiérarchie de l'Etat islamique et sont envoyés au combat.

La menace terroriste et la leçon de TARNAC. « l'affaire de TARNAC » est désormais menacée de tourner au fiasco policier et à la pantalonnade politique. Le juge d'instruction n'a pas retenu la qualification de « terroriste » dans ce dossier. Le seul fait concret retenu est la pose d'un crochet sur une caténaire.

Etats-Unis : un blessé grave à FERGUSON. Le niveau de violences policières visant des Noirs reste élevé, un an après la mort de Mickael BROWN.

Dans l'« abattoir » de la police égyptienne. Symbole de la répression du régime MOUBARAK, le poste de MATAREYA reste un lieu de violence et de torture. Ahmed ZIYADA raconte l'enfer de la prison d'ABOU ZAABAL. Il a passé sept jours à l'isolement dans une cellule étroite et suffocante sans lumière, ni eau, ni toilette, a dormi à même le béton, vêtu d'une serviette. « C'est la tombe des vivants ».

12 août – Un an après FERGUSON, l'Amérique noire sur le qui-vive. Aux Etats-Unis lorsqu'ils se retrouvent dans une situation tendue avec les forces de police alors qu'ils ne portent pas d'arme, les afro-américains ont 7 fois plus de risques d'être tués que les Blancs.

ISRAËL : la « guerre sainte » des colons radicaux. Les habitants d'ACHIA se refusent à condamner l'attaque de DOUMA, le 31 juillet qui a entraîné la mort d'un bébé palestinien.

Amnesty International propose de décriminaliser la prostitution. Elle défend l'idée que la pénalisation des clients ou l'organisation du travail du sexe empêche les personnes prostituées « d'organiser leur sécurité », « viole leurs droits humains » et alimente « l'impunité » face aux abus dont elles sont victimes. La criminalisation devrait se limiter aux faits qui impliquent « des actes de coercition clairement définis ». Le texte peut encore être amendé.

Les « fonds vautours » sous l'œil soupçonneux des Nations Unies. Ces fonds, qui spéculent sur la dette des Etats en faillite, bénéficient de profits qui représentent entre trois et vingt fois le montant de leur investissement d'après Jean ZIEGLER sociologue suisse.

13 août – La police utilise des drones en dehors de tout cadre légal. Officiellement cantonnés à des expérimentations, ces appareils servent lors d'interventions dans Paris.

Cercles de jeux. 13 cercles ont été fermés depuis 2008, on les soupçonnait d'être en lien avec le banditisme corse. 2 sont encore ouverts. Le Ministre de l'Intérieur a décidé l'ouverture de « clubs » qui seront des sociétés commerciales.

Saisies en série pour le couple BALKANY. Le moulin de GIVERNY et le fruit de la vente de la villa aux ANTILLES ont été saisis par la justice.

« AIR COCAÏNE » : les Français bientôt fixés sur leur sort. Le procès de quatre pilotes et passagers du FALCON chargé de 700 kilos de drogue s'achève jeudi à Saint Dominique.

14 août – Migrants de CALAIS : enquête sur un trafic très lucratif. Un réseau a été démantelé cette semaine, 19 filières ont fait l'objet d'interpellation en 2015 contre 4 en 2014. Prostitution et violences sexuelles s'installent dans le « jungle ». Des femmes servent de monnaie d'échange aux passeurs.

Le PAKISTAN secoué par un scandale de pédophilie. La police est accusée d'avoir fermé les yeux sur les viols systématiques de centaines d'enfants.

Des riches plus nombreux et de plus en plus riches. En 2014 le nombre d'assujettis à l'ISF a cru de 6% et le rendement de l'impôt a progressé de 18%.

15 août – Le Conseil Constitutionnel inflige un cinglant désaveu à Madame TAUBIRA. Le Conseil a censuré 28 des 39 articles de la loi d'adaptation de la procédure pénale au droit européen en considérant que « ces articles n'avaient pas de lien même indirect avec le projet de loi initial et ont été adoptés selon une procédure contraire à la Constitution ». Cela vise notamment des dispositions pour mettre en œuvre le principe de l'encellulement individuel.

Couple BALKANY : la justice demande la saisie d'une troisième villa située à MARRAKECH.

Le maire de CHALON-SUR-SAÔNE (les Républicains) entend mettre fin aux « repas de substitution » des élèves musulmans.

18 août – En Grèce, l'île de KOS débordée par les migrants. Située à 5 kilomètres des côtes turques, l'île touristique a vu débarquer 3000 migrants depuis janvier.

« AIR COCAÏNE » : la France juge la peine « très lourde » (20 ans de prison). Les quatre Français font appel de la sentence.

19 août – Enquête sur les nouveaux convertis à l'ISLAM. La sur représentation des convertis parmi les djihadistes marque une réalité contrastée. La conversion est d'abord une quête identitaire ou spirituelle. Les convertis seraient entre 70.000 et 110.000 personnes à comparer aux 2 à 5 millions de musulmans vivant en France. La grande majorité des nouveaux convertis prône un islam pacifique.

Un nouveau massacre, du fait de l'aviation syrienne, a causé une centaine de morts près de DAMAS.

20 août – L'Allemagne, dernier refuge des migrants. De 200.000 demandeurs d'asile en 2014, ils devraient être entre 650.000 et 750.000 cette année. Le nombre de candidats à l'immigration entrés illégalement dans l'Union européenne a franchi un nouveau record en juillet avec 107500 personnes.

Enlèvement de RIFKI : le suspect mis en examen. Il est poursuivi dans une autre affaire pour des faits d'agression sexuelle.

21 août – CORSE : Jean-Luc GERMANI échappe aux Assises. Le juge ne renvoie qu'en correctionnelle les suspects de l'assassinat de Jean-Claude COLONNA. L'ordonnance de renvoi précise que « les investigations n'ont pas permis d'identifier avec exactitude les auteurs ».

La guerre chimique, nouvelle arme de terreur de l'Etat islamique en IRAK. Des obus tirés par des djihadistes contenant un gaz toxique en cours d'analyse, ont atteint des positions kurdes.

Des policiers britanniques déployés à CALAIS pour lutter contre les passeurs. Londres va verser 10 Millions d'euros de plus pour sécuriser le site.

Un « étranger » recherché après l'attentat de BANGKOK qui a fait 20 morts lundi.

22 août – La détention administrative contestée en ISRAËL. L'avocat palestinien Mohamed ALLAN a mené deux mois de grève de la faim contre cette pratique judiciaire. Héritée du mandat britannique, cette disposition permet aux autorités israéliennes de retenir quiconque pour 6 mois renouvelable indéfiniment sans procès et sans informer le détenu des charges qui pèsent contre lui.

La justice décrit une filière chevaline minée par la fraude. Des milliers de chevaux impropres à la consommation ont été vendus en boucherie dans le Sud-Est.

Mosquée de MANTES-LA-VILLE. Le préfet attaque le maire devant le tribunal. Le Maire Front National veut installer un commissariat à la place d'une future mosquée.

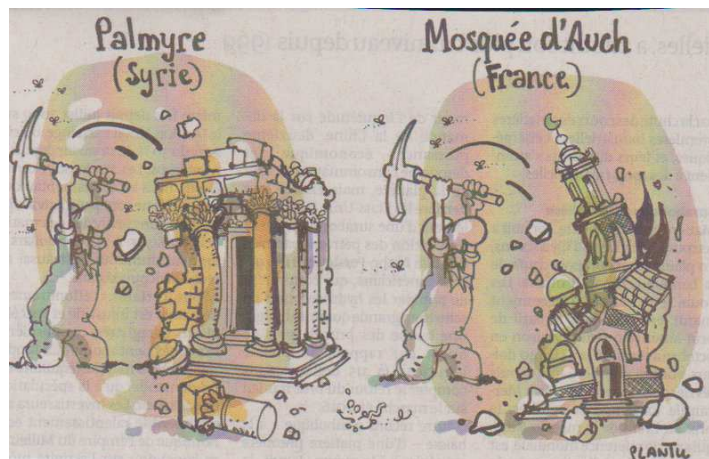
23 août – La piste terroriste privilégiée après l'attaque déjouée dans le THALIS. Le suspect, qui a été maîtrisé par deux militaires américains, serait fiché dans trois pays comme islamiste radical.

Michel LECLERC repart à l'assaut des pompes funèbres. Le septuagénaire, fondateur de ROC-ECLERC, revient dans la bataille des « supermarchés de la mort ». Il est le frère d'Edouard LECLERC décédé en 2012 et oncle de Michel-Edouard LECLERC. Il a fait plusieurs séjours en prison pour banqueroute, pour moins de 6 mois en tout en détention provisoire. « Moi j'ai fait de la prison. J'ai pu souffler et préparer la suite. Au fond, cela m'a peut-être sauvé la santé ».

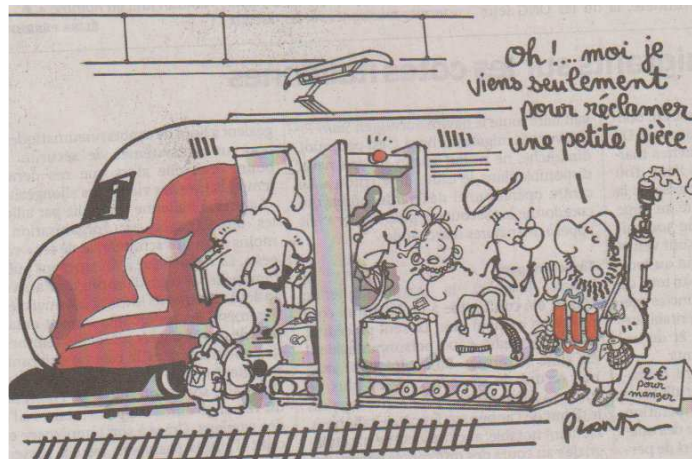
Tolérance zéro pour les casques bleus auteurs de viols. Il faut rendre public le nom des Etats dont les contingents font l'objet d'allégations crédibles. BAN KI-MOON secrétaire général de l'ONU.

25 août – Les néonazis s'en prennent à un centre d'accueil dans l'est de l'Allemagne. A HEIDENAU en Saxe, 600 réfugiés sont attendus dans un ancien supermarché reconverti en foyer.

L'Etat islamique a détruit un joyau du site antique de PALMYRE en Syrie, après avoir torturé et décapité Khaled Al-Assaad ancien directeur du site.



L'itinéraire trouble d'AYOUB EL-KHAZZANI qui a failli commettre un massacre dans un THALIS entre Amsterdam et Paris. Il s'agit d'un jeune homme passé de la petite délinquance à l'Islam radical en Espagne. Trois Américains se sont rués sur le terroriste avant qu'il ne commette l'irréparable.



26 août – La mosquée d’AUCH détruite par un incendie criminel. « les musulmans doivent pouvoir exercer leur culte en toute liberté et en toute sécurité » a réagi le chef de l’Etat. Selon l’observatoire national contre l’islamophobie les actes et menaces anti-musulmans ont explosé au premier semestre.

A LA COURNEUVE, le bidonville rom cherche à durer même s’il est en instance de démantèlement. 13485 évacuations de roms en 2014, 3947 évacuations au premier semestre 2015.

Le Trésorier payeur général de sa Majesté a annoncé le 17 août à LONDRES son intention de créer des boot camps (camps d’entraînement) pour les jeunes chômeurs afin de créer une éthique de travail « qui ne connaît pas les excuses ».

27 août – THALIS : une attaque « ciblée et préméditée ». AYOUB EL-KHAZZANI a été mis en examen pour tentatives d’assassinats en relation avec une entreprise terroriste. Une fois à bord, le jeune homme a consulté une vidéo de prêches djihadistes sur son téléphone portable. Des images du suspect pieds nus, yeux bandés, menotté dans le dos, ont été diffusées par e-télé. Cela est contraire à la présomption d’innocence. Le Monde a choisi de ne pas diffuser ces photos.



Une fusillade fait quatre morts dans la SOMME. Un gendarme et trois membres d’une famille tués à coup de fusil dans une aire de gens du voyage à ROYE. L’auteur des coups de feu était passablement ivre.

Migrants : le silence gêné des politiques. La pression du Front National et la complexité des enjeux rendent la droite et la gauche singulièrement discrètes. « Si JAURES avait été là, il n'aurait pas accepté qu'une cause humaine comme celle-là ne concerne pas le Parti socialiste » Alain BERGOUNIOUX historien.

Belgique : un chercheur, MONTASSER ALDE'EMEH, sur la trace des djihadistes. Il s'est rendu en Syrie avant de créer un centre d'accompagnement à MALINES. « Il n'y a pas de profil type de l'Européen parti combattu ».

28 août – Deux journalistes tués en direct aux Etats-Unis. Le meurtrier, un ancien collègue grièvement blessé à la suite d'une tentative de suicide est décédé. Il s'agit d'un afro-américain qui a expliqué son geste par le racisme dont il disait avoir été victime.

Fusillade de ROYE : le suspect avait 2,28 grammes d'alcool dans le sang.

A PERPIGNAN, les aveux du petit ami de la victime retrouvée égorgée le 25 août.

29 août – 70 corps de migrants découverts dans un camion au bord d'une autoroute. La Chancelière Angela MERKEL a qualifié la tragédie d'«avertissement» pour l'Europe.

Le roi du Maroc accuse deux journalistes français de chantage.

Trois personnes mises en examen pour homicide avec actes de torture dans l'Ille et Vilaine.

A LA COURNEUVE le bidonville rom évacué par la force malgré les soutiens.

30 août – A la suite de la fusillade dans un camp de gens du voyage certains d'entre eux ont bloqué l'autoroute PARIS – LILLE pour exiger des permissions de sortie pour que deux jeunes détenus puissent assister aux obsèques de leur père. Le juge de l'application des peines avait rejeté leur demande, la chambre de la Cour d'Appel a accédé à leur requête.

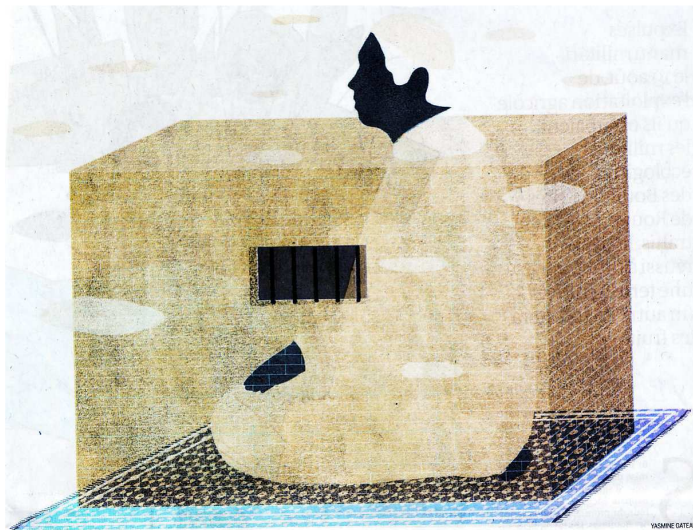
30/31 août – 31.000 morts en 15 ans : le bilan des routes de l'exode. Il s'agit de chiffres minimaux. Les décès non enregistrés ne seront par définition jamais connus.

Les 71 victimes du « camion de la mort » ont du se partager 14 mètres carrés.

L'Europe cherche les parades après l'attaque du THALIS. Bernard CAZENEUVE a créé un état-major pour la prévention du terrorisme placé directement auprès de lui.

SEPTEMBRE 2015

1ier septembre – Tribune : « les djihadistes se forment ailleurs qu'en prison » La prison n'est pas la seule responsable du passage à l'acte terroriste au nom de la religion. Il existe d'autres lieux de radicalisation, et la présence du religieux en milieu carcéral permet aussi de reconstruire des vies. On ne saurait faire endosser aux aumôniers un rôle qui n'est pas le leur, sous peine de pervertir totalement l'esprit de la loi de 1905. Céline BERAUD, Claire de CLAREMBERT et Corinne ROSTAING auteurs du livre « De la religion en prison. Enquête sociologique »



A CALAIS : l'escale décisive des mineurs isolés. Des centaines de jeunes migrants sont pris en charge, hésitant entre s'installer ou repartir. Les mineurs isolés étrangers seraient 9000 en France. Ils sont non expulsables, la loi prévoit que l'aide sociale à l'enfance les prenne en charge.

Une rentrée scolaire post « CHARLIE ». Il y aurait eu 200 collèges ou lycées, où des élèves ont crié « je ne suis pas Charlie ». Les réformes visent à replacer l'école « au cœur de la République ».

« Entendu à la radio »

La NORVEGE pour lutter contre la surpopulation carcérale a décidé de louer pour 3 ans une prison de haute sécurité en HOLLANDE. 220 détenus, en priorité des étrangers devraient y être transférés.

2 septembre – MERKEL met en garde l'EUROPE sur les réfugiés. La chancelière allemande en appelle aux valeurs du continent et menace, faute de solidarité de limiter la libre circulation.

La TUNISIE de l'intérieur, vivier de candidats au djihad. « Pour les jeunes désenchantés, il y a deux options : l'émigration ou le ralliement à l'Etat Islamique » Lamine al BOUAZIZI militant du Sidi Bouzid.

Bruno LEMAIRE, à droite toute. Il est favorable au rétablissement de la double peine pour les ressortissants étrangers ayant commis des actes terroristes. Autre idée, l'expulsion immédiate de tous les ressortissants étrangers visés par une fiche « S » (sûreté de l'Etat) entre 5000 et 8000 personnes.

3 septembre – Migrants : une chance pour l'économie. Des études pointent l'impact positif de l'immigration sur l'économie européenne. Les natifs délaissant les filières sans perspective et les étrangers répondant aux besoins du marché de l'emploi.

4 septembre – Réfugiés : l'Europe sous le choc après un nouveau drame. Le corps d'Aylan KURDI, Syrien de 3 ou 4 ans retrouvé mort sur une plage par la police turque.

Ascension éclair de Myriam El Khomri, la secrétaire d'Etat à la ville a succédé à François REBSAMEN au Ministère du travail.

Incendie de la rue MYRHA : un homme en garde à vue après la mort de huit personnes.

« On ne s'étripe pas dans les cours de récréation ». Spécialiste de la violence à l'école, Eric DEBARBIEUX quitte ses fonctions au ministère de l'éducation. « 60% des élèves à l'école primaire comme au collège sont victimes de harcèlement sévère, cela baisse avec l'âge au lycée, 2 à 3%.

Au procès DESPORT, la jeunesse dévoyée du Front National. Le jeune cadre du parti et cinq militants avaient incendié des voitures pour dénoncer l'insécurité.

5 septembre – Réfugiés : le front germano-français contre une Europe forteresse. M HOLLANDE se rallie à Mme MERKEL et à l'idée de quotas d'accueil obligatoire pour les réfugiés, mais pas pour les migrants économiques.

Le MAROC maintient ses accusations de chantage, le journaliste Eric LAURENT aurait proposé d'être payé pour ne pas publier son livre.

6 septembre – Réfugiés : la droite campe sur une ligne dure. A l'heure où MERKEL et CAMERON montrent des signes d'ouverture, les Républicains apparaissent à contre-courant.

Information judiciaire contre Medhi NEMMOUCHE pour enlèvement et séquestration en bande organisée en relation avec une entreprise terroriste. Il est soupçonné d'avoir été un des geôliers des quatre journalistes français retenus en Syrie en 2014.

8 septembre – Vigipirate : la permanence d'un état d'exception. Instauré en 1995, ce dispositif censé lutter contre le terrorisme sert surtout à rassurer le grand public. Marqué par la guerre d'Algérie le plan Vigipirate entretient le flou entre « l'ennemi extérieur » et « l'ennemi intérieur ».

L'affaire de BRANDO, témoin des difficultés de la justice en Corse. Les enquêtes pour assassinat et prise illégale d'intérêt mettant en cause l'exécutif de l'île, n'ont pu aboutir. L'une de ces affaires éclaire un univers insulaire où se mêlent les mondes criminel, politique et économique.

Incendie mortel à PARIS. Le suspect a été mis en examen et écroué. Il avait des antécédents psychiatriques.

9 septembre – Mobilisation en France pour loger 24.000 réfugiés. L'Etat sollicite les collectivités, les associations, les bailleurs sociaux alors que le dispositif d'asile est saturé.

L'ex-super-flic Michel NEYRET renvoyé en correctionnelle. L'ancien numéro 2 de la Police judiciaire de LYON est soupçonné d'avoir renseigné le milieu contre des cadeaux. Il a toujours prétendu que ces méthodes, certes risquées, étaient justifiées par sa lutte contre le banditisme.

La pauvreté s'accroît, la peur d'y tomber aussi. 35% des Français ont connu la misère selon une étude du Secours Populaire. Toutes les catégories de population étant touchées, plus personne ne se sent à l'abri.

Affaire BYGMALION : SARKOZY entendu sur ses comptes de campagne. Il y aurait eu 18 Millions d'euros de fausses factures.

« Entendu à la radio »

Maison Centrale de VENDIN le VIEIL près de Lens : le directeur a été retenu en otage durant deux heures par un détenu antillais qui demandait son transfert.

10 septembre – Google veut faire de l'insertion à la Française. La firme finance l'ouverture d'un restaurant social à SAN FRANCISCO, créé par un spécialiste français de l'économie solidaire Nicolas HAZARD ancien d'HEC. Objectif : entretenir son image auprès de ses salariés.

A DRESDE, des millions de militants anti-immigrés ont manifesté leur rejet de la politique d'ouverture d'Angela MERKEL. Alors que la grande majorité des responsables politiques salue la décision d'accueillir largement les réfugiés.

Prison ferme pour un « cyberdjihadiste ». Décision de la Cour d'Appel de PARIS 5 ans de prison et interdiction définitive du territoire.

11 septembre – Le Front National suspecté d'escroquerie. Selon les juges, le parti d'extrême droite, mis en examen mercredi aurait surfacturé des kits de campagne. Le feuilleton judiciaire, qui dure depuis des mois, ne ralentit pas la dynamique électorale du Front. Une autre affaire de financement : le parquet de Paris a ouvert une enquête préliminaire à propos des 29 assistants des députés européens FN soupçonnés de travailler exclusivement pour le parti sur le territoire français.

Non-lieu dans l'affaire des pénalités de M. SARKOZY. Il était mis en cause pour avoir fait payer par le Parti les pénalités liés à la présidentielle de 2012.

Folies carcérales : une plongée saisissante dans l'annexe psychiatrique de la prison de FOREST en Belgique. Des hommes, jugés irresponsables de leurs actes par la justice, sont placés en observation pour une durée indéterminée. Leur date de sortie dépend du bon vouloir d'une commission interne. Film « la nef des fous » d'Eric D'AGOSTINO et de Patrick LEMY.

Réfugiés : SARKOZY veut refonder SCHENGEN, il plaide « pour une nouvelle politique d'immigration européenne ». Il se dit pour la première fois favorable à une « adaptation du droit du sol ». Si l'intéressé s'est livré à des actes de délinquance l'Etat pourrait s'opposer à la présomption de nationalité pour une personne née en France.

12 septembre – L'affaire BOULIN rebondit. 36 ans après la mort de l'ancien ministre, une information judiciaire a été ouverte pour « arrestation, enlèvement et séquestration » sur la base d'un témoignage selon lequel M. BOULIN était accompagné de deux personnes dans son véhicule quelques heures avant sa mort.

Les juges demandent la levée du secret-défense sur la surveillance de COULIBALY et des frères KOUACHI. Ils souhaitent évaluer les conditions dans lesquelles les auteurs des attentats de janvier étaient surveillés par la DGSI.

Soupçons de viol au Quai des orfèvres : une centaine de policiers soumis à des tests ADN.

13 septembre – Les artistes français sortent de leur réserve. La mobilisation du monde culturel s'organise entre compassion et colère contre les conditions de vie des réfugiés. « Je n'ai pas vécu les tragédies des Syriens, mais je sais ce que c'est d'être plus ou moins bien accueilli » Radu MIHAILEANU cinéaste.

Le gouvernement bat le rappel des maires. 600 élus locaux pour accueillir 24.000 réfugiés.

15 septembre – BERLIN bouscule les règles de SCHENGEN. Débordée par les arrivées de réfugiés, l'Allemagne a rétabli les contrôles à sa frontière avec l'Autriche.

Travail en prison : la pétition des profs de droit. Le Conseil Constitutionnel doit examiner mardi 15 septembre les conditions d'emploi des détenus. « En prison il y a des détenus qui travaillent. Il n'y a pas de droit du travail » 249 universitaires ont signé la pétition lancée par Philippe AUVERGNON directeur de recherche au CNRS, Julien BONNET et Cyril WULMARK professeurs de droit. La question prioritaire de constitutionnalité a été déposée par l'Observatoire International des Prisons, elle a été signée notamment par un détenu.

16 septembre – Une mère entre détresse et toute puissance. Laurence Nait Kaoudjt est jugée pour avoir tué sa fille de 8 ans lourdement handicapée.

Renseignement : Jean Marie DELARUE évincé. Le magistrat très critique sur la nouvelle loi, ne présidera plus la commission de contrôle. Il avait été le premier Contrôleur général des lieux de privation de liberté de 2008 à 2014.

L'encombrant directeur de cabinet d'Ali BONGO Maixent ACCROMBESSI. Il est visé par une information judiciaire à PARIS pour « corruption active et passive d'agents étrangers, abus de biens sociaux, blanchiment recel, faux et usage de faux » L'enquête est confiée au juge Roger Le Lorie qui dirige aussi l'enquête sur « les biens mal acquis ».

Le Front National refait de la lutte contre l'immigration sa priorité. Marine LE PEN parle d'une « invasion » « Les immigrés clandestins métastisent la France ».

BERLIN menace de sanction les pays réfractaires à l'accueil des réfugiés.

Des calculs de probabilité ont produit des erreurs judiciaires. Leila SCHNEPS mathématicienne et sa fille Coralie COLMEZ ont écrit « les maths au tribunal ». Elles y passent en revue dix cas dans lesquels la science des nombres a joué un rôle funeste.

17 septembre – Les Français sont réticents à l'idée d'accueillir des étrangers. Malgré l'émotion suscitée par leur sort, les migrants sont perçus comme des concurrents sur le marché de l'emploi et un risque pour la sécurité.

Cinq ans de prison avec sursis pour « un geste d'amour ». La Cour d'Assises d'Ille et Vilaine a condamné Laurence Nait Kaoudjt mardi 15 septembre pour avoir tué sa fille lourdement handicapée.

18 septembre – Le parquet veut faire juger deux adolescents partis en Syrie. Deux Toulousains pourraient être renvoyés devant le tribunal pour enfants pour « terrorisme ». Les deux garçons affirment n'avoir ni participé aux combats ni même avoir été entraînés. 3000 signalements ont été effectués via le numéro vert antidjihad depuis sa création fin avril 2014.

Trois ans de prison pour l'ex cadre du Front National incendiaire de voitures.

19 septembre – Un village du PAS DE CALAIS ne veut plus de sa petite jungle. Une association « Terre d'errance » se voit reprocher d'avoir construit deux abris pour migrants à NORRENT – FONTES commune de 1500 habitants à 70 kilomètres de Calais.

20 septembre – Les intellectuels dont s'entichent le Front National. Le parti de Marine LE PEN voit en certains penseurs des alliés objectifs. Réalité ou tentative de récupération ? L'économiste Jacques SAPIR réputé proche du Front National appelle à un Front de libération national contre l'euro comprenant le Front National. Michel ONFRAY soutient Jacques SAPIR, il a estimé que seule Marine LE PEN parlait au « peuple ».

Les dessous du business de la peur. « Cash investigation » s'est penché sur le marché de la sécurité qui fleurit avec la menace terroriste (10 Milliards d'euros par an).

22 septembre – Hausse préoccupante des violences contre les mosquées. Les incendies, tirs ou jets de cocktails Molotov deviennent réguliers, mais les poursuites difficiles. Depuis le 1^{er} janvier plus de 50 actes contre les mosquées. Deux jeunes auteurs d'une attaque de la mosquée de Mâcon ont été condamnés à 6 mois ferme en comparution immédiate.

Renseignement : Monsieur Jean Marie DELARUE se dit « préoccupé » de « l'infléchissement de la politique du 1^{er} Ministre » qui a passé outre plusieurs avis de la Commission nationale consultative des interceptions de sécurité. Elle va devenir la Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTA).

La SNCF condamnée pour discrimination envers plusieurs centaines de CHIBANIS (Cheveux gris en arabe) par le Conseil des Prud'hommes de Paris.

Les conditions d'accueil des étrangers à la Préfecture des Bouches du Rhône dénoncées. Des associations ont déposé un recours devant le tribunal administratif de MARSEILLE. Après deux nuits et une journée passées au pied du bâtiment, un Vietnamien en ressort effondré.

Paris et Rabat mettent en scène leurs retrouvailles. Le chef de la Direction Générale de la surveillance du territoire faisait l'objet de plaintes pour tortures en France. Il a été fait chevalier de la légion d'honneur en 2011, il devrait être promu officier.

Visite du pape à CUBA : La sécurité de l'Etat a empêché tout contact de celui-ci avec des dissidents. Un artiste graffeur est emprisonné depuis décembre 2014 pour irrévérence à l'égard de Fidel et Raul CASTRO. Il est enfermé dans une cellule d'isolement où il a commencé une grève de la faim.

23 septembre – Charles PIERI, ancien dirigeant nationaliste corse remis en liberté après une erreur de procédure. Il avait été condamné à deux ans de prison pour détention d'armes. Une demande de remise en liberté avait été acceptée par le juge de l'application des peines. Le parquet avait fait appel mais les délais n'avaient pas été respectés. Le détenu est sorti libre de prison mais avec un bracelet électronique.

Manuela GONZALES, surnommée « la veuve noire de l'Isère » a été libérée pour non-respect du « délai raisonnable ». Elle avait été condamnée à 30 ans de réclusion criminelle pour le meurtre de son dernier mari. Elle avait fait appel de cette décision, dix-sept mois plus tard son procès n'était toujours pas audiencé.

ISLAM : des formations civiques contre la radicalisation. Les diplômés universitaires ont pour objectif premier de former des responsables musulmans. Ce sont des filières de formation continue de 130 heures, sous forme de cours du soir. L'une d'entre elles a démarré à LILLE II. Responsable Aymeric POTTEAU professeur de droit public. Les inscrits sont majoritairement des aumôniers musulmans mais aussi un capitaine de la pénitentiaire et une directrice.

VOLKSWAGEN : Das Auto dans la tourmente. Le groupe a manipulé la mesure des émissions polluantes de ses véhicules diesel aux Etats-Unis. Le groupe pourrait être condamné à une amende record de près de 14 Milliards d'euros.

24 septembre – VOLKSWAGEN : un scandale mondial. Le groupe a truqué le calcul des émissions de ses moteurs diesel sur 11 Millions de voitures.

« Prières de rue » Marine LE PEN renvoyée en correctionnelle pour incitation à la haine raciale. Elle les avait comparées à l'occupation allemande.

« Tu dis que t'es de la Castillane, t'es cramé ». Au procès de la Tour K, la peur des représailles verrouille la parole. Pour tous les prévenus, le trafic est un « travail ».

Au procès Jean MERCIER « geste d'amour » ou acte de mort ? Le procureur a requis trois ans de prison avec sursis contre l'homme qui a aidé son épouse à mourir.

25 septembre – Mobilisation contre la décapitation d'un jeune saoudien. Ali Al-Nimr chiite de 21 ans risque l'exécution « à tout moment » pour avoir manifesté contre le régime alors qu'il avait 17 ans. 134 personnes ont été exécutées depuis le début de l'année. L'Arabie saoudite a été nommée à la tête du « comité consultatif » du Conseil des droits de l'homme de l'ONU.

65.544 détenus en France au 1^{er} septembre, baisse de 0,9% en un mois, de 1,2% en un an. Capacité des établissements : 57810 places, taux d'occupation 113,3%.

26 septembre – Conduite sans permis : Mme TAUBIRE recule, elle a retiré le texte qui prévoyait une amende de 500 euros. La loi prévoit un an de prison et 15.000 euros d'amende.

Légionnaire mort à Djibouti : prison avec sursis pour ses supérieurs. Il était mort d'un « coup de chaleur » après une longue marche et il avait reçu des coups.

« Dhaussy n'est pas un fou de dieu, il est fou ». La justice examinait la responsabilité pénale de l'auteur d'une agression au couteau contre un militaire. Divergence entre experts : deux psychiatres concluent à l'abolition du discernement, le troisième parle d'altération du discernement. La Chambre d'accusation devra trancher.

La Cour de Cassation a jugé irrecevable l'appel du verdict qui a acquitté Guy ORSONI et 11 coaccusés poursuivis pour assassinats et tentative d'assassinat. L'erreur de plume du parquet fait tomber le dossier ORSONI.

Enquête sur le bourreau français de l'Etat islamique. Salim BENGHALEM était l'un des geôliers des journalistes français otages en Syrie. Le petit voyou s'est radicalisé en prison. Il est lié aux frères KOUACHI. Désormais il est un cadre des djihadistes. Il a cotoyé en Syrie Mehdi NEMMOUCHE auteur de l'attentat du Musée juif de BRUXELLES.

27 septembre – Une procédure pénale ouverte contre le Président de la FIFA « pour soupçon de gestion déloyale et subsidiairement abus de confiance.

L'église et la « profonde honte » de la pédophilie. Des milliers de cas ont été révélés à travers tous les Etats-Unis. Le pape François a souhaité que « de tels crimes ne se répètent pas ».

Le Mexique hanté par les 43 étudiants disparus. Un an après le drame, les proches des victimes et plusieurs experts contestent la version des autorités selon laquelle ce sont des policiers municipaux et des tueurs du cartel de la drogue seraient les seuls responsables.

Mémorial de RIVESALTES, inauguration le 16 octobre. Espagnols, juifs, Tziganes de 1941 à 1942 et harkis en 1962 ont hanté ce lieu. Le monument fera cohabiter leurs mémoires.

29 septembre – Claude GUEANT jugé pour détournement de primes. L'ex-bras droit de Nicolas SARKOZY est accusé d'avoir touché 10.000 euros par mois en liquide de 2002 à 2004. Les frais d'enquête et de surveillance ont été institués par un décret du 15 juin 1926 pour rémunérer secrètement les indicateurs de police.

Après l'annulation de l'arbitrage, plaidoirie à un milliard d'euros pour Bernard TAPIE qui prétend avoir été lésé par le Crédit Lyonnais. « Je veux bien que vous me preniez pour un voyou mais pas pour un imbécile ».

Le pape François a rencontré des détenus dans une prison de Philadelphie. Il a rencontré également des victimes d'actes de pédophilie commis notamment par des religieux.

Le Conseil Constitutionnel saisi d'une question préalable de constitutionnalité à propos du travail en prison, a répondu que s'agissant de détenus ils ne peuvent bénéficier des dispositions du droit du travail.

30 septembre – Xavier BERTRAND, candidat à la primaire à droite, propose la création d'un ministère de l'autorité regroupant la justice et l'intérieur. Il veut instaurer une unité politique entre les forces de l'ordre et la chaîne pénale avec une indépendance des magistrats préservée constitutionnellement.

Le bas de laine des repentis fiscaux. L'Etat devrait récupérer 2,6 Milliards d'euros en 2015 et en attend 2,4 Milliards d'euros en 2016. En 2 ans près de 44.000 « repentis fiscaux » se sont manifestés.

Le « mur des cons » de retour devant la justice. La présidente du Syndicat de la Magistrature sera jugée pour injure publique. En 2013 une vidéo, tournée clandestinement par un journaliste de France3, montrait un panneau sur lequel étaient collés les portraits d'hommes de droite.

Musée juif de BRUXELLES, un troisième homme incarcéré, il aurait eu des contacts avec Mehdi NEMMOUCHE.

« Informer n'est pas un délit », le livre manifeste collectif sur la direction de Fabrice ARFI et Paul MOREIRA (Calmann-Lévy). 16 journalistes d'investigation dénoncent les mille embûches dressées pour freiner leur enquête. « le journalisme, disait Georges ORWELL, consiste à publier ce que d'autres ne voudraient pas voir publier. Tout le reste n'est que relation publique ».

IKEA ne se démonte sur l'évasion fiscale. Le groupe suédois réalise des profits partout dans le monde qui sont aspirés vers le Luxembourg, pierre angulaire d'un circuit complexe passant par les Pays-Bas, la Suisse, Chypre et les centres financiers offshore des Caraïbes.

OCTOBRE 2015

1ier octobre – Enquête à PARIS sur les crimes du régime ASSAD. La justice a été saisie par le ministère français des affaires étrangères sur la base du témoignage de « César » surnom donné à un ancien photographe de la police militaire syrienne. Il a fui la Syrie en juillet 2013 avec 55000 photographies de cadavres de prisonniers suppliciés dans les geôles du régime.

Exécution d'une femme dans l'Etat de GEORGIE (USA). Agée de 47 ans condamnée pour son rôle dans l'assassinat de son mari.

Projet de Budget. Le budget de la justice se stabilise à 8 Milliards d'euros. Plus de la moitié est consacrée à l'Administration Pénitentiaire. 943 postes financés pour accompagner la réforme pénale.

2 octobre – Les Etats Unis traquent quatre djihadistes français dont trois convertis : Emilie KONIG, Maxime HAUCHARD, Boubaker AL-HAKIM et Peter CHERIF.



Des biens du clan NGUESSO saisis en France. L'enquête sur les « biens mal acquis » met en cause la famille du chef de l'Etat congolais.

3 octobre – Colère de BARACK OBAMA après la fusillade de ROSEBURG qui a fait 10 morts sur un campus de l'OREGON. L'attaque est la 45^{ème} fusillade enregistrée en 2015 dans un établissement scolaire aux Etats Unis.

URAMIN-AREVA : enquête sur un délit d'initié. Le mari de l'ex-patronne d'AREVA aurait bénéficié d'informations privilégiées sur le rachat de mines d'uranium.

Du banditisme corse aux agents de footballeurs. Sur écoutes téléphoniques, les policiers apprennent que des contrats de joueurs « sont prolongés pour que des voyous touchent une commission ».

4/5 octobre – Le Front National se déchaine contre les réfugiés et la « submersion migratoire ». Marine LE PEN assure que « CALAIS est une ville assiégée au sens propre du terme ».

Prime de la police : GUEANT, seul dans la figure du méchant. L'ancien ministre de l'Intérieur a été lâché par les quatre autres prévenus dans l'affaire.

Des journalistes attaquent la loi renseignement. L'association de la presse judiciaire proteste devant la Cour Européenne des droits de l'homme contre la surveillance de masse.

Nouveau rebondissement dans l'affaire BETTENCOURT. Une information judiciaire a été ouverte pour subordination de témoins visant la fille de la milliardaire.

6 octobre – Evasion fiscale : l'accord mondial auquel personne ne croyait. 62 pays ont signé un texte pour contrer « l'optimisation fiscale agressive » des grands groupes comme APPLE, GOOGLE ou AMAZON. Il ne sera plus possible d'exporter des profits dans un paradis fiscal, ils seront désormais taxés dans le pays où la valeur est produite.

A CALAIS près de 500 personnes manifestent contre les migrants.

9,6% c'est la proportion de la population mondiale qui devrait vivre cette année sous le seuil de pauvreté. C'est la première fois que ce seuil passe sous la barre des 10% de la population, soit 702 Millions de personnes.

7 octobre – SAINT-OUEN : L'un des deux braqueurs était en cavale et fiché pour radicalisme. Lors d'une course-poursuite, lundi, un policier a été grièvement blessé. L'auteur présumé des tirs contre le policier est mort des suites de ses blessures. Agé de 24 ans, il purgeait depuis 2013 une peine de six ans de prison à REAU pour vols aggravés. Il a profité d'une permission pour se faire la belle. Il faisait l'objet d'une fiche S (sûreté de l'Etat) pour s'être radicalisé en prison.

« Madame BETTENCOURT avait besoin de réconfort ». Alain THURIN, ex infirmier de la milliardaire est jugé pour abus de faiblesse à BORDEAUX.

Seine-Saint-Denis : Claude BARTOLONE au cœur d'une enquête préliminaire sur un possible emploi fictif.

BERCY confirme l'accélération de l'exil fiscal en 2013 (+13%).

Une filière de passeurs démantelée dans les Pyrénées-Atlantiques et en Seine-Saint-Denis. La filière est soupçonnée d'avoir fait entrer en France 4500 migrants indopakistanaïens depuis le Portugal.

« Charité très ordonnée ». Le maire de CHARVIEU-CHAVAGNEU refuse d'accueillir des réfugiés qui ne seraient pas « de culture et de religion chrétienne ». Beaucoup d'administrés l'appuient sans réserve tandis que les musulmans de la commune se sentent une fois de plus insultés.

Décès d'Alain BRUEL juge des enfants. Auteur de « Pratique et évolution de la justice des mineurs : aperçu de clinique judiciaire ». « au pénal, j'engueule les enfants, en assistance éducative j'engueule les parents ». Il défendit avec force la césure du procès pénal : obligation de ne pas juger précipitamment un mineur. Connaitre l'enfant avant de le juger.

Et AIR-FRANCE sombra dans la violence... Deux cadres ont fui le comité central d'entreprise consacré au plan de restructuration alors qu'ils étaient agressés.

8 octobre – Un arrêt de la Cour Européenne des droits de l'homme conforte les partisans du « BREXIT ». La Cour a accepté d'examiner le recours d'un détenu français qui estimait que la France avait violé ses « droits fondamentaux » en lui interdisant de voter aux élections européennes, alors qu'il était privé de ses droits civiques. Le recours a été rejeté. Tout détenu britannique peut donc exercer un recours alors qu'il est privé du droit de vote quelle que soit sa peine.

Christiane TAUBIRA, suite à l'affaire de SAINT-OUEN, envisage de revoir les règles relatives aux permissions de sortie, et de recourir de façon plus large aux sorties sous escorte.

9 octobre – Afghanistan : le bombardement américain d'un hôpital de Médecins sans frontière à KUNDUZ a coûté la vie à 22 personnes, douze employés et dix patients

dont trois enfants. MSF maintient qu'il s'agit d'un crime de guerre. « la guerre doit s'arrêter à l'entrée de l'hôpital ».

MARSEILLE : huit ans de prison pour le chef d'un réseau de trafic de drogue à la CASTELLANE. Sur les 28 prévenus, 27 ont été condamnés.

Un détenu évadé de FRESNES interpellé à MARSEILLE. « En 2014, quatre évasions ont eu lieu lors d'extractions sanitaires de détenus. En 2015 c'est la première fois » selon l'Administration Pénitentiaire.

Sévère réquisitoire contre Claude GUEANT. L'ex bras droit de Nicolas SARKOZY est jugé pour détournement de primes en liquide de la police. Une peine de 30 mois de prison avec sursis, 75000 euros d'amende et cinq ans d'interdiction des droits civiques et civils a été demandée par le parquet.

« *La voix du Nord* »

Adil T. est incarcéré à la Maison d'Arrêt de SEQUEDIN, il est passé devant la commission de discipline à propos d'une bagarre dans la cour de promenade. Il a été condamné à 15 jours de cellule disciplinaire avec sursis pour des faits qu'il nie toujours. L'avocat s'est vu refusé par l'Administration Pénitentiaire le visionnage des images des caméras de surveillance pour des motifs de sécurité. L'avocat compte déposer un recours devant le tribunal administratif.

10 octobre – Les djihadistes français en SYRIE sont-ils des combattants ? 168 dossiers de djihadistes sont sur les bureaux des magistrats antiterroristes à PARIS. Tous sont poursuivis a minima pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste ».

L'autorisation de sortie du territoire pour les mineurs est rétablie pour tenter de limiter les départs vers des zones de conflit.

11 octobre – Face à l'afflux des migrants, le durcissement des Européens. Presque partout en Europe les formations d'extrême droite profitent des inquiétudes et du ressentiment que fait naître l'arrivée des migrants.

Le Nobel de la paix honore la transition démocratique tunisienne. Inquiétés par la menace djihadiste et la tentation autoritaire, désabusés par le marasme économique, les Tunisiens ont accueilli le prix avec fierté.

La vague de violence s'étend à la bande de GAZA. Les affrontements entre Israéliens et Palestiniens sont devenus presque incontrôlables par les autorités.

Les effets contraires de la loi sur le voile intégral. Adoptée il y a 5 ans la loi sur le niqab a accentué la dimension identitaire de ce phénomène marginal. « Aujourd'hui il y a une volonté de rupture avec une société considérée comme hostile ». Agnès DE FEO sociologue. La loi n'a pas résolu la question des « signes religieux » à l'école. Le débat s'est déplacé du voile aux jupes longues et des élèves aux mères accompagnant les sorties.

13 octobre – Des djihadistes français ont-ils été tués par les frappes de PARIS en SYRIE ? La France a justifié son intervention par la légitime défense collective.

Patrick SALAMEH, « courtois, gentil » et tueur en série. Déjà condamné à la réclusion à perpétuité pour trois meurtres, ce Marseillais doit répondre d'un quatrième. Il demeure une énigme pour les psychiatres.

Les enrégés d'OSLO. Les jeunes Palestiniens n'ont connu que l'échec des négociations de paix avec ISRAËL. La jeunesse radicalisée ne croit plus à la résistance pacifique.

A ANKARA deux kamikazes se sont fait exploser au milieu d'une manifestation pro kurde tuant près de 100 personnes.

14 octobre – Les policiers devant le Ministère de la Justice. Le déclencheur de la grogne la fusillade lors de laquelle un policier a été grièvement blessé par un détenu en fuite, à l'occasion d'une permission.

Permissions de sortie : Christiane TAUBIRA promet des retouches. En 2014 : 48481 permissions accordées, elles ont donné lieu à 228 évasions. Dans 99,53% des cas le détenu réintègre sa cellule dans les temps. Trois pistes :

- S'assurer que le juge de l'application des peines est parfaitement informé de la situation du détenu.
- Prévoir une palette de mesures à la disposition du juge pour encadrer la permission.
- Prévoir des solutions alternatives à la sortie (Internet ou le déplacement de l'administration sur le lieu de la détention).

Les idées reçues sur l'immigration bousculées par une étude de l'INSEE. Le solde migratoire, c'est-à-dire la différence entrée – sorties s'est effondré : 39000 personnes en 2013, 112000 personnes en 2006. Les entrées d'immigrés ont augmenté mais moins que la progression de leurs départs.

15 octobre – Le bidonville « hors contrôle » de CALAIS. Près de 6000 personnes vivent dans des camps insalubres avec leurs épiceries, leurs écoles, leurs trafics. La ville champignon, ultime refuge des « damnés de la terre » a grossi de 6000 personnes le week-end dernier.

Londres renonce à former les gardiens de prison saoudiens. La condamnation d'un Britannique de 77 ans à 350 coups de fouet, pour possession d'alcool fait scandale.

Attentat évité de VILLEJUIF deux interpellations, les personnes sont soupçonnées d'avoir aidé et apporté une aide logistique à Sid Ahmed Ghlam dans la préparation de son projet d'attentat.

L'échauffourée chez AIR-FRANCE divise la gauche. 5 salariés seront jugés le 2 décembre pour « violence en réunion ». François HOLLANDE appelle à davantage de « dialogue social ».

16 octobre – Malaise des policiers : Valls reprend la main. Une dizaine de mesures doivent permettre de « simplifier, clarifier et alléger la charge de travail des policiers ».

La grève des avocats grippe la machine judiciaire. Les barreaux contestent le projet de réforme de l'aide juridictionnelle. Le relèvement du plafond de ressources de 941 à 1000 euros devrait bénéficier à 100.000 personnes supplémentaires.

17 octobre – Les fumeurs de cannabis pourront désormais échapper au tribunal. Les simples consommateurs et non les trafiquants pourront payer immédiatement une amende à la police. Manuel VALLS et quatre ministres ont signés un décret entré en vigueur le 16 octobre qui autorise désormais cette « transaction pénale ». Cela s'applique à tous les délits punis d'un maximum d'un an de prison. L'autorisation du procureur reste nécessaire et l'échelle des peines n'est pas modifiée. La répression devrait paradoxalement augmenter, les tribunaux ayant le plus grand mal à faire appliquer les petites sanctions.



Contrôle d'identité au faciès : l'Etat se pourvoit en cassation. 5 jeunes avaient gagné en appel.

18/19 octobre – BENGHALEM, cible des frappes du 8 octobre. Paris abrite son opération en Syrie derrière la « légitime défense collective » prévue par la charte de l'ONU.

Transaction pénale : confusion sur le sort des délits routiers. L'application de la réforme pour désengorger les tribunaux est mal engagée. Cette disposition doit réprimer plus efficacement les petits délits comme la consommation de cannabis.

L'ancien taulard devenu présentateur. François TROUKENS, ex braqueur de fourgons en Belgique anime un nouveau magazine judiciaire sur RTL-TVI.

20 octobre – De retour en France, ils racontent leur vie de djihadiste. La Direction des affaires criminelles et des grâces du Ministère de la Justice a réalisé une synthèse à partir des déclarations de ressortissants français. Le document a été transmis aux magistrats référents sur le terrorisme.



Une sculpture de la série
« Compressé », du Syrien
Khaled Dawa (à droite). DR

Saisie record de 7 tonnes de cannabis à PARIS.

Procès BONNEMAISON. Le docteur a laissé entendre qu'il serait victime d'un complot ourdi par les infirmières.

21 octobre – PEGIDA s'installe dans le paysage allemand. Un an après sa fondation, le mouvement d'extrême droite inquiète les partis traditionnels. Récemment, les actes de violence se sont multipliés à l'encontre des réfugiés et de leurs foyers.

CREE pour TUER. SKYNET, un programme secret fondé sur l'analyse des données téléphoniques, permet à l'agence de sécurité américaine, la NSA, de cibler des terroristes présumés au PAKISTAN. Sur cette liste d'individus à abattre au moyen de drones figurent des innocents.

22 octobre – La justice offre une tribune à MARINE LE PEN. Poursuivie pour « incitation à la haine raciale », la Présidente du FN pourrait être relaxée. D'après le Procureur de la République parler « occupation » à propos des prières de rue n'est pas une « incitation expresse à la haine ».

Le mouvement de grève des avocats se durcit contre la réforme de l'aide juridictionnelle.

Emeute après une permission de sortie refusée. Des gens du voyage ont provoqué de violents incidents en ISERE et une mutinerie dans une prison de SAVOIE.

L'Ile de France en quête d'une politique d'insertion des roms. La région compte 132 bidonvilles où vivent 7124 personnes.

23 octobre – Le gouvernement renforce la sécurité à CALAIS. Bernard CAZENEUVE a annoncé le doublement des forces de l'ordre et des abris pour les femmes et les enfants. Artistes et intellectuels protestent contre « l'indignité » de la jungle, on les appelle les 800.

A MOIRANS, après les émeutes le recueillement des obsèques. Au total 35 voitures ont été incendiées dont 5 sur la voie ferrée et 125 trains ont été arrêtés, après le refus d'une permission de sortir d'un détenu de la communauté des gens du voyage. Condamné à cinq ans de prison, il avait demandé à assister aux obsèques de son frère.

« L'impunité fiscale. Quand l'Etat brade sa souveraineté » d'Alexis SPIRE et Katia WEIDENFELD – La Découverte. « Tout se passe comme si voler l'Etat – c'est-à-dire l'ensemble des citoyens – ne constituait pas un délit à part entière ». En France la fraude fiscale est évaluée à 60 à 80 Milliards d'euros par an. A peine un millier de plaintes sont déposées, moins d'un fraudeur sur dix est condamné à une peine de prison ferme.

24 octobre – Le gouvernement confronté à l'équation TAUBIRA. Christiane TAUBIRA dans une mauvaise passe avec la multiplication des grèves, revient la question du maintien de la garde des sceaux au gouvernement.



- Manifestations des policiers le 14 octobre.
- Manifestation des personnels pénitentiaires le 22 octobre 200 à 300 personnes à l'appel d'une intersyndicale (UFAP, FO et CGT) pour réclamer des embauches (1200 postes vacants), des revalorisations salariales et de meilleures conditions de travail.
- Bronca des avocats à propos de la réforme de l'aide juridictionnelle qui prévoit une ponction de 5 Millions d'euros sur les produits financiers des fonds gérés les avocats.
- Trois projets de loi en perspective, l'indépendance de la magistrature, la justice du XXIème siècle et la justice des mineurs.

MEDIATOR : SERVIER condamné au civil. Pour la 1^{ière} fois, la justice reconnaît la responsabilité civile du laboratoire. Selon le tribunal « l'Etat des connaissances scientifiques ne permettait pas d'ignorer les risques induits par le Médiateur ».

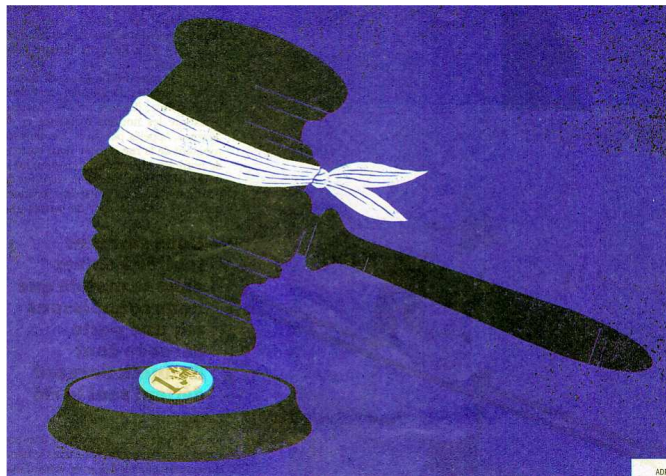
Un an de prison ferme pour M. KALTENBACH. Condamné pour corruption passive, le sénateur socialiste dénonce « un coup monté ».

Le djihadiste, nouvel épouvantail des banlieues françaises. En dix ans, l'image anxiogène des quartiers a bien changé. Elle ne représente plus le jeune à capuche armé d'un cocktail Molotov, mais l'islamiste radical présumé. La peur sociale a changé de

figure. Le djihadisme ne recrute pas que dans les banlieues, loin de là. Et pourtant les clichés persistent.

25 octobre – Du goudron et des thunes. A MARSEILLE, sur les chantiers des quartiers nord, l'enquête sur l'incendie criminel de la plus grande foreuse d'Europe a mis au jour un vaste système d'extorsion de fonds. Un réseau mafieux attisait la violence des cités pour racketter les entreprises de Bâtiment et Travaux Publics et obtenir des marchés.

Les avocats lancent un ultimatum au gouvernement. Les discussions sur la réforme de l'aide juridictionnelle vont reprendre lundi 26 octobre. Environ 900.000 Français bénéficient de ce système aujourd'hui. Depuis 2007 la grille tarifaire qui permet l'indemnisation des avocats n'a pas évolué.



Une ex espionne de la CIA raconte les enlèvements et les transferts vers des pays pratiquant la torture après le 11 septembre.

27 octobre – Dix ans après, le sentiment d'abandon des banlieues. En octobre 2005, après la mort de deux jeunes à Clichy-sous-Bois la France a connu trois semaines d'émeutes. De nombreux quartiers ont été rénovés mais la situation sociale reste préoccupante. « Contre les logiques d'apartheid » le gouvernement durcit le ton face aux maires qui refusent des HLM.

Mourir à 15 ans pour un point de vente de CANNABIS. Trois jeunes gens ont été tués à MARSEILLE dans un règlement de comptes lié au trafic de drogue.

A CALAIS le Secours Catholique et Médecins du Monde attaquent l'Etat pour non-respect de la vie. Ils ont déposé un référé-liberté devant le tribunal administratif de LILLE. Le juge des référés a 48 heures pour fixer une audience s'il constate des atteintes graves et manifestation illégales aux libertés fondamentales. Il peut enjoindre à l'Etat d'agir. Procédure utilisée déjà à propos de la situation à la prison des BAUMETTES à MARSEILLE.

28 octobre – Migrants : les réticences françaises. Selon une étude menée dans 7 pays d'Europe les Français sont parmi les plus frileux face aux réfugiés. « L'extrême droite a imposé l'idée d'une immigration invasive » d'après François GEMENNE chercheur en sciences politiques. Il y a un gros décalage entre la perception de l'immigration et

la réalité. « On oublie que le rôle des politiques est de convaincre et de précéder les opinions, plus que de les suivre ».

Des centaines d'exilés de CALAIS placés en rétention. Pour désengorger le bidonville le ministre de l'intérieur disperse des migrants pourtant inexpulsables.

« AIR COCAÏNE » les pilotes français « exfiltrés » de République Dominicaine.

29 octobre – « AIR COCAÏNE » questions sur une évasion rocambolesque. Les deux pilotes, condamnés à 20 ans de prison dans un trafic de cocaïne, et placés sous contrôle judiciaire dans l'attente de leur procès en appel, se sont évadés de l'île de Saint Domingue. L'enquête se poursuit en France.

Manuel VALLS juge « scandaleux » le tutoiement des jeunes par les policiers mais il a aussi justifié l'abandon de la promesse de François HOLLANDE d'un récépissé de contrôle par la police pour lutter contre les contrôles au faciès.

Un an de prison avec sursis pour Jean MERCIER pour avoir aidé sa femme malade et dépressive à mourir.

A CALAIS et ailleurs, les artistes entendent réveiller les politiques. Le texte, signé par 800 artistes et personnalités, demande solennellement au gouvernement un plan d'urgence pour sortir de « l'indignité ».

30 octobre – Avocats : un accord signé sur l'aide juridictionnelle. Le Conseil National des Barreaux a appelé à lever la grève menée depuis 3 semaines. Une augmentation de la rémunération des avocats participant à l'aide juridictionnelle est prévue : 12,46% en moyenne. Le seuil de ressources pour en bénéficier passe à 1000 euros. Les Barreaux du Nord-Pas-de-Calais et de Seine-Saint-Denis refusent cet accord.

Dix ans après les émeutes, l'islam irrigue la vie sociale des cités. La religion est devenue un support de mobilisation collective en banlieue, elle fonctionne comme un élément fédérateur et identitaire.

Les Prédateurs, la nature face au crime organisé. Une enquête « le Monde » Ed. Ateliers Henry DOUGIER. La criminalité environnementale arrive au 4^{ème} rang des activités illicites après le trafic de stupéfiants, la contrefaçon et le trafic d'êtres humains. Aujourd'hui il y a peu de risques et peu de sanctions. L'enquête a permis à des juristes internationaux de faire 35 propositions à Christiane TAUBIRA pour simplifier, durcir et internationaliser la réponse pénale à ces crimes qui pourraient être reconnus comme « écocides ».

Diesel : l'Europe recule face aux lobbys. Les constructeurs automobiles ont obtenu de pouvoir émettre 2,1 fois le plafond d'oxyde d'azote autorisé jusqu'en 2019.

31 octobre – Mandat d'Arrêt contre Thomas FABIUS aux Etats Unis. Le fils du chef de la diplomatie française est accusé d'avoir escroqué plusieurs casinos de LAS VEGAS.

Au tribunal de MELUN la folie meurtrière d'un avocat. Maître Joseph SCIPILLITI a tiré sur le bâtonnier avant de se tuer d'une balle dans la tête. Son cabinet était mis en

liquidation judiciaire et il devait se voir confirmer une interdiction d'exercer durant trois ans.

Une figure du barreau d'AJACCIO réchappe d'une tentative d'assassinat. Réputé pour son franc parler Maître Jean Michel MARIAGGI s'est fait des ennemis chez les nationalistes comme dans les gangs criminels.

A MACON, des adolescents impliqués dans l'incendie de 50 véhicules. La municipalité (LR) est critiquée pour une politique défavorable aux quartiers populaires. Les associations ont vu leurs crédits réduits voire coupés depuis que la mairie est passée à droite en 2001.

Le syndicat de la magistrature soutient le juge qui a libéré des migrants. 46 migrants de CALAIS avaient été transférés au centre de rétention de NÎMES dans le cadre d'opération de dispersion, le juge a ordonné leur remise en liberté.

NOVEMBRE 2015

« *Vu sur Internet* »

L'unité syndicale rassemblant l'UFAP, l'UGSP-CGT et FO pénitentiaire a appelé à une manifestation à PARIS le jeudi 22 octobre 2015. Plus de 3000 personnels pénitentiaires ont répondu à l'appel. L'unité syndicale a été reçue par le Président de la République le 30 octobre pendant plus d'une heure.

Problèmes évoqués :

Résorption des emplois vacants

Poursuite du plan de sécurisation des établissements

Retour de l'autorité en détention

Une réunion à la Chancellerie doit se tenir le 2 novembre.

1er novembre – Les Papys de la « french connection » faisaient dans le calamar. Ils tentaient d'importer de la cocaïne du Chili en Europe dans des conteneurs de calamars congelés. Ils se sont rabattus sur des valises transportées par des « mules ».

Une marche de la dignité à PARIS contre les violences policières. Porté par un collectif de femmes, le rassemblement de samedi marque un renouveau et une radicalisation de l'antiracisme. Tout est parti d'un appel lancé par AMAL BENTOUNSI la sœur d'un homme de 29 ans tué d'une balle dans le dos par un policier. L'initiative a été reprise par des associations et des collectifs de quartier.

L'hébergement d'urgence sous pression. Les 5000 nouvelles places d'accueil ne suffisent pas aux besoins des sans-abri et des migrants.

3 novembre – Meurtres en meute à ECHIROLLES. Septembre 2012, Kevin NOUBISSI et Sofiane TADBIRT, deux garçons sans histoires de 21 ans, ont été laissés pour morts dans un parc après une spirale de violence déclenchée par un « mauvais regard ». Le procès des 12 jeunes auteurs s'est ouvert à la Cour d'Assises de Grenoble : de la difficulté à juger une rixe collective.

Deux lois pour une justice plus accessible : les textes visant à simplifier les procédures, évitent les sujets politiquement sensibles. La loi va encourager les

procédures alternatives pour le règlement des litiges. Un statut pour le juge des libertés et de la détention, alors qu'aujourd'hui il est désigné et révoqué par le Président du tribunal.

Proposition de Nicolas SARKOZY. Un grand ministère de l'Intérieur qui réunirait police, gendarmerie, administration pénitentiaire et douanes.

4 novembre – Les secrets du VATICAN. « Le chemin de croix » de Gianluigi NUZZI raconte la guerre entre le pape François et la CURIE. Le livre décrit l'opacité financière qui règne au sein de la cité papale. Les fonds destinés aux œuvres servent à couvrir les déficits. Un prêtre espagnol et une laïque italienne ont été arrêtés à ROME ce week-end pour divulgation de documents confidentiels.

En Afghanistan une jeune femme lapidée à mort par des talibans pour avoir voulu s'enfuir avec son amant.

Aux Etats-Unis mortalité en hausse parmi les Blancs peu éduqués. Ce phénomène est lié au taux de suicide et aux pathologies liées à l'alcool et à la drogue.

A CALAIS, l'Etat condamné à agir. Le Juge des référés a donné 8 jours à l'Etat pour prendre des mesures d'urgence concernant la « jungle » de CALAIS.

Les enregistrements BETTENCOURT en procès. Le majordome espion et cinq journalistes de « MEDIAPART » et du « POINT » jugés à BORDEAUX pour atteinte à la vie privée.

« AIRV COCAÏNE » SARKOZY interpelle TAUBIRA. La Chancellerie affirme ne pas être au courant d'une procédure de géo-localisation demandée par le juge d'instruction chargé de l'affaire. Les pilotes, quant à eux, ont été placés en détention.

Nicolas SARKOZY dévoile son programme sécurité. Il veut déléguer aux sociétés d'autoroutes les contrôles de vitesse. Il préconise l'interdiction de séjour dans leur quartier pour les trafiquants de drogue. Il souhaite rétablir et élargir les peines planchers. Tout Français retour du djihad devrait aller en prison. 20.000 nouvelles places de prison devront être construites.

Deux vidéos gênantes pour les policiers. Les images d'une interpellation musclée à CHANTELOUP contredisent le rapport des agents.

Le marché de la drogue français estimé à 2,3 Milliards d'euros. Les Français dépensent en moyenne 36 euros par an en stupéfiants. Le cannabis et la cocaïne représentent à eux seuls 85% du chiffre d'affaire global.

Kevin et Sofiane : des accusés qui se vantent sur face book. Ils se sont mis en scène dans leur propre cellule et ils n'expriment aucun regret concernant leurs actes.

AMIENS : évasion de trois détenus étrangers après avoir scié les barreaux de la cellule et descendu le mur d'enceinte avec des draps. L'un des trois s'est rendu à la police.

Un caïd détenu à FRESNES avait obtenu une permission de sortie pour participer à un tournoi de boxe. Il n'est pas rentré, il a été repris en Espagne. Il était libérable en 2021 et avait déjà été condamné pour évasion.

5 novembre – Nicolas SARKOZY exaspère le monde judiciaire. « Diminuer à l'extrême le rôle des juges est une marotte de M. SARKOZY » François MARTRES Président du Syndicat de la magistrature. SARKOZY propose de supprimer les mesures d'aménagement de peine pour toutes les peines d'emprisonnement supérieures à 6 mois, supprimer les remises de peine automatiques. Il souhaite rattacher l'Administration Pénitentiaire au Ministère de l'Intérieur.

A Sciences Po Manuel VALLS enterre le droit de vote des étrangers, promesse de 2012 non tenue.

6 novembre – CRASH de l'A321 en Egypte : la piste de l'attentat est privilégiée.

Un Français, ex détenu à GUAN TANAMO retenu à TORONTO. Mourad BENCHELLALI a été détenu de 2002 à 2004 après avoir été arrêté dans un camp d'Al-Qaïda en Afghanistan. Il venait au Canada pour participer à des conférences sur la dé-radicalisation.

Avec le procès « Mafia capitale » ROME joue sa réputation. Le procès de 46 personnes accusées d'avoir mis sur pied un vaste système de fraude aux marchés publics s'est ouvert jeudi 5 novembre.

Plainte pour fraude fiscale aggravée contre Jean Marie LE PEN. Il aurait détenu un compte caché en Suisse.

La contrôleur des lieux de privation de liberté, Adeline HAZAN, recommande 7 ans après sa création l'abrogation de la loi créant la rétention de sûreté « contraire aux principes fondamentaux du droit pénal français ».

Le secours catholique s'alarme de l'accentuation de la très grande pauvreté. Les $\frac{3}{4}$ des ménages rencontrés par l'association vivent avec moins de 535 euros par mois : 2,1 Millions de personnes sont concernées.

Affaire BETTENCOURT : des amendes « de principe ». Le tribunal a estimé que les enregistrements de la Milliardaire portaient atteinte à sa vie privée mais contribuaient à la manifestation de la vérité.

Affaire VALBUENA : BENZEMA devant le juge. En garde à vue, le joueur a reconnu avoir joué un rôle dans le chantage à la vidéo intime.

Un partenariat public-privé pour le nouveau ministère de la Défense. Un consortium d'entreprises mené par BOUYGUES associant THALES, DALKIA et SODEXO s'est vu confié la construction et la maintenance du bâtiment moyennant un loyer de 150 Millions d'euros durant 27 ans. Au total 4 Milliards d'euros pour la période.

7 novembre – La banlieue reste un sujet à risque pour les politiques. Dix ans après les émeutes, les inégalités dont souffrent les quartiers périurbains continuent de se creuser. « La dissolution des problèmes sociaux dans la démolition et le béton a fait

long feu » Renaud EPSTEIN sociologue. « Les quartiers sont nettement moins bien traités que le reste du territoire » Thomas KIRSZBAUM sociologue. La colère n'a pas évolué en mouvement durable, par contre il y a eu un succès relatif de la Marche de la dignité qui pour la première fois a réussi à fédérer des dizaines de collectifs.

8 novembre – Migrants : un pêcheur passeur écroué. Le port de DUNKERQUE est en émoi après l'arrestation d'un marin impliqué dans le réseau. 6 autres personnes de nationalité albanaise et vietnamienne sont également mises en cause.

10.000 euros d'amende requis contre Eric ZEMMOUR pour provocation à la haine raciale.

« Charlie » la justice sur les traces du commanditaire. Les enquêteurs s'intéressent à des mails qui attestent que les attentats de janvier étaient coordonnés et suggèrent que le tueur de l'hyper Cacher attendait des renforts.

9 novembre – Une société a été chargée de lutter contre la prolifération de lapins autour de la Maison d'Arrêt de SEQUEDIN. Les agents ont découvert à proximité des murs d'enceinte un drone qui contenait une caméra et une clé USB. L'UFAP a « dénoncé » la potentielle arrivée d'armes par ce moyen dans la prison.

S'agissant de l'évasion de REDOINE FAÏD le 13 avril 2013 l'instruction est close. Le procès d'Assises doit avoir lieu bientôt, on saura peut-être comment l'arme et les explosifs ont pu parvenir au détenu.

10 novembre – La commission européenne a suspendu une définition scientifique des « perturbateurs endocriniens » à l'estimation de l'impact sur l'économie de sa réglementation. Les troubles et pathologies, dont ils sont soupçonnés, grimpent dans la population (cancers, troubles de la fertilité, et du métabolisme). Voir le livre enquête de Stéphane MOREL « intoxication, perturbateurs endocriniens lobbyistes et eurocrates : une bataille d'influence contre la santé » - La Découverte.

Le cyber crime s'organise, le secteur de la cyber sécurité aussi. Les experts estiment qu'il existerait entre 800 et 900 groupes de hackers dans le monde capables de mener des attaques rapides et efficaces. Voler de l'argent sur internet est devenu moins risqué, plus rapide et plus lucratif que dans le monde réel : les criminels « traditionnels » ont accompli leur mue numérique.

12 novembre – Attentat déjoué contre des militaires à TOULON. Un homme de 25 ans a été mis en examen. Il était en contact avec un djihadiste français qui avait menacé « Charlie Hebdo » en 2012 et aurait rejoint la Syrie en 2014.

Troisième nuit de heurts dans la jungle de CALAIS. Les affrontements montrent l'exaspération des migrants face au durcissement des contrôles policiers. La présence sur la lande de militants « no-borders » qui vivent désormais au milieu des migrants politise le jeu.

Bousculade à AGEN entre police et surveillants devant un accès de l'Ecole Nationale de l'Administration Pénitentiaire. Charles GIUSTI Directeur adjoint de l'AP était retenu par les manifestants.

Le Mexique lance un débat national sur la légalisation du cannabis. Deux tiers des mexicains sont opposés à cette mesure mais sont favorables à un débat.

L'éditeur du « système SORAL » et son agresseur antisémites. L'homme qui avait traité de « sale juif » l'éditeur a été condamné à 6 mois de prison avec sursis.

13 novembre – Bernard CAZENEUVE veut revoir la légitime défense des policiers. Les conditions d'engagement pour les policiers devraient être modifiées.

COP 21 : le ministre de l'intérieur affiche un dispositif sécuritaire renforcé. La France rétablit pour un mois des contrôles aux frontières.

Tribune de Jean Marie ROUART. Omar RADDAD doit être enfin innocenté : son avocate demande une nouvelle analyse des traces ADN retrouvées sur la porte et le chevron de la cave où Madame MARCHAL a été assassinée.

14 novembre – En difficulté, l'EI frappe le HEZBOLLAH à BEYROUTH. Le mouvement a tué 43 personnes.

Affaire BOREL : des scellés détruits par la justice. L'enquête sur la mort du juge à DJIBOUTI en 1995 accumule les dysfonctionnements.

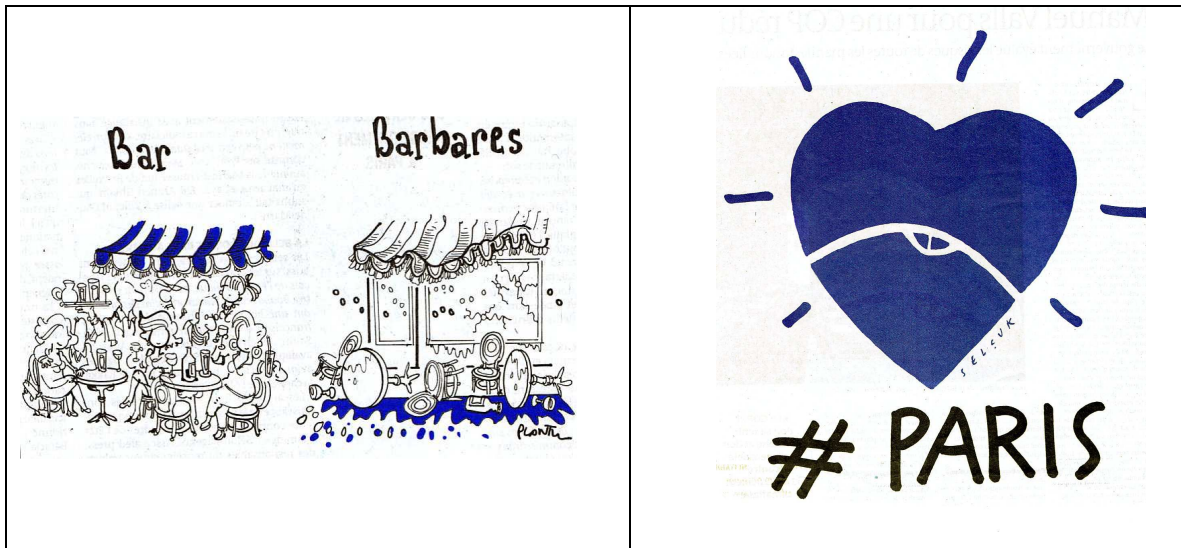
Délinquance : l'enquête qui contredit le gouvernement. Le nombre de cambriolages reste élevé, la violence physique est en hausse. La part des personnes citant le terrorisme comme problème numéro un est passé de 2,6% à 17,7%.

Appel : STOP AUX EXECUTIONS EN IRAN. 2000 prisonniers exécutés depuis que ROHANI est Président.

15 novembre – Primes de la police : Claude GUEANT lourdement condamné. Deux ans de prison avec sursis, 75000 euros d'amende et cinq ans d'interdiction de fonction publique. Une peine de prison ferme avait été envisagée mais écartée du fait de l'âge du prévenu, de son casier judiciaire vierge et de l'ancienneté des faits.

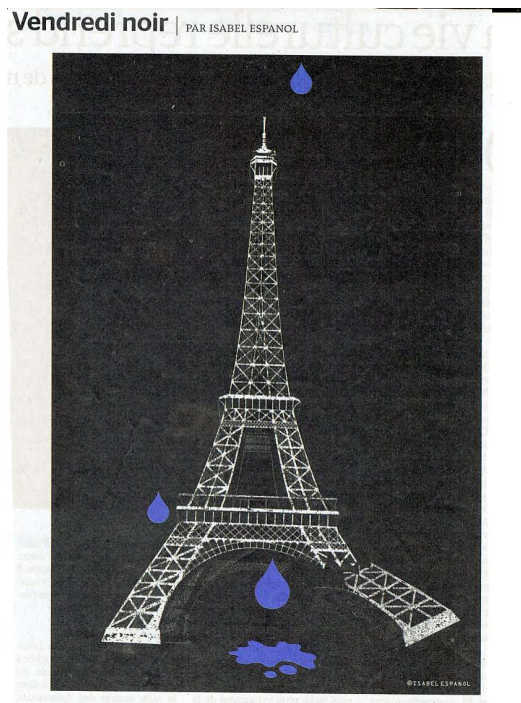
Des réfugiés syriens enfermés dans des centres de rétention administrative : 139 Syriens éloignés de CALAIS.

15 novembre – Vendredi 13 novembre 21h 20 La terreur à PARIS. Au moins 128 morts dans une série d'attaques terroristes. Dans la salle du BATACLAN le carnage de plus de 80 morts. Un attentat « complexe » inédit sur le sol français. Les attaques simultanées de commandos suicides sont typiques des pays où sévissent des guerres asymétriques Afghanistan, Irak, Syrie. Au mois six projets d'attentats ont visés la France depuis 10 mois.



17 novembre – La France en état d’urgence. Plus de 150 perquisitions administratives lundi matin (c’est à dire sans autorité judiciaire). La Belgique est le lieu où le groupe s’est approvisionné en armes et en explosifs. MALENBEEK, dans la banlieue de BRUXELLES est la plaque tournante du terrorisme islamiste. Les musulmans espèrent échapper aux amalgames. Des appels à l’unité ont immédiatement été lancés par plusieurs personnalités et institutions musulmanes.

Assailli sur ses terres, l’Etat islamique attaque tous azimuts. Attentats dans le SINAÏ, à BEYROUTH puis à PARIS témoignent d’une internationalisation de l’organisation.



Gilles KEPEL : « l’état islamique cherche à déclencher une guerre civile.

18 novembre – A Versailles, le chef de l’état engage un tournant sécuritaire. Notamment il envisage de créer 5000 postes de policiers et de gendarmes en 2 ans et de recruter 2500 surveillants.

ABDELHAMID ABAAOUD commanditaire présumé. Le nom de ce commerçant belge plane sur les cinq projets d'attaques depuis le début de l'année. « Toute ma vie, j'ai vu le sang des musulmans couler. Je prie pour qu'Allah casse le dos de ceux qui s'opposent à lui ». En 2010 il avait été incarcéré pour braquage en Belgique.

Un des kamikazes Samy AMIMOUR était titulaire d'un bac littéraire et avait travaillé à la RATP avant de se radicaliser et de partir en Syrie.

19 novembre – La traque des djihadistes. Un assaut a été lancé mercredi contre des terroristes à Saint Denis. Une femme kamikaze s'est fait exploser, cinq suspects en garde à vue.

Pour Farhad KHOSROKHAVAR directeur d'études à l'EHSS « ceux qui ont perpétré les attentats sont animés d'une haine inextinguible contre cette Europe qui les a vus naître et les a plus ou moins mal éduqués ».

Fabien CLAIN : la voix des attentats de PARIS. Il avait été condamné en 2009 à 5 ans de prison pour avoir organisé l'acheminement vers l'IRAK de jeunes toulousains.

Les attentats de 2015 prennent leur source dans des filières nées il y a 15 ans.

« CANNES – TORCY », la cellule terroriste prémonitoire. L'affaire regroupe en un seul dossier pas moins de 4 tentatives d'attentat ratées ou déjoués dont le jet de grenade, sans effet, dans une épicerie casher de SARCELLES le 19 septembre 2012.

A MOLENBEEK frustrations sociales et identitaires se sont développées sur un terreau de plus en plus religieux et rigoriste.

Jean Pierre DUBOIS Président d'honneur de la Ligue des Droits de l'Homme s'inquiète des risques de surenchère notamment la proposition de Xavier BERTRAND de créer un Guantanamo à la Française.

20 novembre – La France disposait d'éléments sur la préparation des attentats mais n'a pas été en mesure de les prévenir. Selon la police, 11700 personnes ont des liens avec le conflit syrien. Le noyau dur compte 2000 individus suivis par le renseignement.

« La France veut donner tout pouvoir à la police administrative. Cela acte la mise à l'écart des juges dans la lutte antiterroriste » Marc TREVIDIC ancien juge antiterroriste.

Crainte d'une infiltration par l'Etat islamique des routes migratoires. Une attention accrue est désormais portée aux camps de transit.

Etat d'urgence : le projet de loi est voté en accéléré.

La radicalisation express de « BILLY du HOOD » l'un des trois kamikazes du stade de France.

A MARSEILLE, une agression antisémite et une attaque islamophobe.

Pour les musulmans s'inquiéter de l'amalgame n'est plus suffisant. Il faut combattre les idées salafistes – tribune de Hakim El Karoui ancien conseiller de Jean Pierre RAFFARIN fondateur de Club 21^{ème} siècle.

L'ex-conseiller de HOLLANDE Faouzi LAMDAOUI sauvé par un vice de forme. Les policiers avaient oublié de l'informer du droit de se taire durant ses auditions.

Tempête XYNTHIA : reprise du procès en appel. En 1^{ère} instance, l'ancien Maire de la FAUTE-SUR-MER avait été condamné à 4 ans de prison ferme pour avoir 'intentionnellement occulté le risque de submersion de la commune ».

21 novembre – La communauté musulmane mobilisée. Le Conseil Français du culte musulman a diffusé un prêche commun pour la prière de vendredi. « C'est à nous de dire que l'Islam n'est pas une religion de la violence » Kamel KABTANE recteur de la Grande Mosquée de LYON.

L'expansion du salafisme inquiète les autorités. Il y aurait une centaine de lieux de prière sous influence salafiste sur un total de 2300. La plupart des salafistes sont piétistes et ne veulent pas s'impliquer dans la politique.

L'Assemblée renforce l'état d'urgence. Elargissement des conditions d'autorisation de l'assignation à résidence. Possibilité de placer certains sous surveillance électronique. Les policiers peuvent garder leur arme de service en dehors de leur travail par un simple arrêté ministériel.

Manuel VALLS dramatise encore plus sa communication. Il a évoqué devant les députés le « risque d'armes chimiques ou bactériologiques ».

Le commando de Saint Denis. Abdelhamid ABAAOUD a bien été abattu par les policiers du RAID, par contre il reste au moins un fugitif Salah ABDESLAM 26 ans français résident à BRUXELLES après les attaques.

Attaque terroriste contre un hôtel à BAMAKO 170 personnes retenus en otage.

22 novembre – L'attentat islamiste de BAMAKO et l'état d'urgence au MALI. A l'Hôtel RADISSON BLU 170 personnes ont été prises en otage, 21 personnes ont été tuées. L'attaque a été revendiquée par le groupe AL-MOURABITOUNE.

BOKO HARAM, affaibli militairement poursuit sa politique de terreur. Depuis le début de l'année 3500 personnes ont été tuées par ce groupe.

L'ONU autorise « toutes les mesures » contre l'Etat islamique.

Niveau d'alerte terroriste maximale dans la région de BRUXELLES.

Hasna Aït Boulahcen, entre vodka et niqab. La cousine d'Abdelhamid ABAAOUD est bien morte pendant l'assaut de Saint Denis mais elle ne s'est pas fait exploser.

Christiane TAUBIRA joue les équilibristes, elle tente de contourner le discours martial de François HJOLLANDE.

Les moyens pour déceler la radicalisation en prison ont été augmentés : 72 agents de renseignement lorsque C. TAUBIRA est arrivée Place Vendôme, 159 aujourd'hui, 185 l'année prochaine. Nombre de procédures judiciaires 34 fin 2013, 110 fin 2014 et 188 aujourd'hui.

24 novembre – BRUXELLES en état de siège. Salah ABDESLAM le suspect en fuite des attentats de PARIS ne figure pas parmi les personnes arrêtées ce week-end.

Ce que contient la loi sur l'état d'urgence : la liberté d'aller et venir réduite, une assignation à résidence renforcée, les perquisitions administratives, la dissolution d'associations, l'alourdissement des peines.

Les djihadistes ont été surveillés et fichés en vain. Plusieurs alertes sur la dangerosité des membres du commando avaient été données.

Les Abdeslam frères de sang. L'aîné s'est fait exploser, l'autre a aussi participé à l'expédition avant de fuir. Ils semblent s'être « radicalisés » en quelques mois sans fréquenter les mosquées.

La torpille était chargée de cocaïne. 7 hommes comparaissent devant le tribunal correctionnel de MARSEILLE pour trafic de drogue.

Les nouveaux loups du capitalisme. Le géant pharmaceutique PFIZER va absorber son concurrent ALLERGAN pour faire des économies et pour échapper à l'impôt. Contourner la loi ou ne peut pas la respecter est un sport international pratiqué depuis plusieurs siècles par les seigneurs du capitalisme.

25 novembre – Calais : l'Etat condamné à rendre la jungle digne. L'ordonnance du 23/11/2015 par le Conseil d'Etat oblige les pouvoirs publics à commencer les travaux sous huit jours. La décision pourra faire jurisprudence pour les camps de ROMS.

Un douanier tué par balles à TOULON alors qu'il menait une opération pour trafic d'armes.

L'inquiétude liée aux attentats renforce le Front National d'après les derniers sondages.

A gauche les inquiétudes à propos d'un « tout sécuritaire ». Des responsables socialistes s'interrogent sur l'absence de discours sociétal après les attentats.

Jawad BENDAOU, un « logeur » bien connu dans les rues de Saint Denis. Il a fourni un appartement aux terroristes.

L'islam radical, cible de l'état d'urgence. 25 lieux de culte musulmans ont été ciblés. L'association SANABIL, qui soutient les détenus musulmans notamment islamistes, est surveillée, son Président Antho BOLAMBA a été assigné à résidence.

L'Etat accentue la lutte contre la radicalisation. Plusieurs centres pourraient ouvrir pour accueillir les djihadistes de retour de Syrie ou les jeunes radicalisés. Faut-il faire intervenir des religieux voire des associations salafistes piétistes.



« Le djihadisme est une révolte nihiliste » article d'Olivier ROY politologue, spécialiste de l'islam. Les djihadistes sont en marge des communautés musulmanes, ils n'ont presque jamais un passé de piété et de pratique religieuse. Au contraire rien ne sert de leur offrir un « islam modéré », c'est la radicalité qui les attire par définition.

26 novembre – Le cœur de TUNIS à nouveau frappé. L'explosion d'un bus de la garde présidentielle a fait 13 morts.

Les quatre jours d'errance d'ABAAOUD. Le probable coordinateur des attaques est passé près du BATACLAN peu avant l'arrivée d'HOLLANDE.

Olivier COREL, le mentor des djihadistes français, a été placé en garde à vue. A l'issue d'une perquisition administrative, « l'émir blanc » a été interpellé pour possession illégale d'un fusil de chasse.

Mise en place d'une « habilitation » des imams par le Conseil Français du Culte Musulman (CFCM).

20.000 fiches « S » dont 10.500 concernant la « mouvance islamiste » selon M. VALLS.

Prise d'otages à ROUBAIX lors d'une opération de grand banditisme. Un des malfaiteurs a été tué.

Une loi pour lutter contre les pédophiles à l'école. Le texte devrait permettre d'alerter l'éducation nationale sur la base « d'indices graves et concordants ». Il s'agit de trouver un équilibre entre l'impératif de protection des enfants et le principe de présomption d'innocence.

L'ARABIE SAOUDITE finance le fondamentalisme sunnite à travers la planète. Attaquer DAECH est insuffisant si l'on ne parvient pas à couper le carburant wahhabite. Arnaud LEPARMENTIER.

27 novembre – Après les attentats l'Europe se referme. Manuel VALLS appelle « l'Europe à ne plus accueillir de migrants ». Deux kamikazes des attentats de Paris avaient emprunté la route des Balkans.

La France déroge à la convention européenne des droits de l'homme. La France a signifié au Conseil de l'Europe que des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence dérogeaient à la Convention européenne des droits de l'homme.

28 novembre – Les militants de la COP 21, cible de l'état d'urgence. Depuis le 14 novembre, de nombreuses perquisitions et assignations à résidence ont été lancées contre les milieux « zadistes », écologistes et alternatifs.

Des responsables musulmans protestent contre les perquisitions. 1616 perquisitions administratives, 211 interpellations et 181 placements en garde à vue.

La Cour Européenne des Droits de l'Homme valide l'interdiction du voile à l'hôpital, en vertu du principe de neutralité.

29 novembre – Impuissance et lourdeur de l'antiterrorisme. Le ministre de l'Intérieur semble incapable de la moindre remise en question. La DGSJ dispose de 3000 agents pour 4000 objectifs.

Contre le djihadisme, le pape demande des écoles et des emplois. « Le radicalisme dépend d'un système international injuste qui met au centre non la personne mais le dieu argent ».

Manuel VALLS à EVRY. Il faut « un sursaut républicain majeur » « la culture de l'excuse je ne l'ai jamais pratiquée. Ce n'est pas parce qu'un jeune galère, qu'il est au chômage, d'origine maghrébine et de confession musulmane, qu'il devient terroriste ou voyou ».

A la prison d'OSNY, les petits pas de la dé-radicalisation. L'établissement accueille 815 détenus pour 580 places théoriques encadrés par 130 surveillants pour un effectif théorique de 170. Deux associations : Association française des victimes du terrorisme (AFVT) et l'Association Dialogues citoyens (ADC) ont été chargées de piloter un programme expérimental pour briser la spirale fin 2014.

- Deux sessions de six semaines pour 15 détenus volontaires.
- Trois phases :
 - Mise en confiance
 - Ouverture sur le monde avec des intervenants extérieurs (géo-politologue, théologien, magistrat),
 - Confrontation avec des victimes du terrorisme et des repentis.

DECEMBRE 2015

1ier décembre – A LYON, la « DREAM TEAM » devant la justice. Cette célèbre équipe de braqueurs est jugée à LYON jusqu'au 11 décembre. La police judiciaire a l'impression que l'équipe s'appêtait à commettre un nouveau braquage au vu du matériel découvert dans un entrepôt.

Les efforts en matière de sécurité 3150 emplois supplémentaires dans la police et la gendarmerie, 500 dans l'administration pénitentiaire.

Débats : « Ne nous trompons pas de guerre » Guy SORMAN. Plutôt que de livrer un combat en Syrie contre l'Etat islamique qui renaîtra sous une autre forme, les occidentaux devraient donner un avenir à ce Lumpenprolétariat des banlieues transformées en réservoirs de militants djihadistes.

2 décembre – Samy AMIMOUR, itinéraire d'un djihadiste. L'un des auteurs de l'attentat du BATACLAN était connu de la justice pour son projet de faire le djihad en 2012.

Le djihadiste Salim BENGHALEM, absent omniprésent. Introuvable, cet homme est la figure centrale d'une filière d'acheminement de combattants vers la Syrie. Le procès s'ouvre mardi à PARIS. Il est un des geôliers présumés de quatre français retenus en otage.

3 décembre – Le plan de l'Elysée pour durcir l'état d'urgence. Il envisage d'étendre la déchéance de nationalité à ceux qui sont nés Français et pas seulement à ceux qui ont été nationalisés. L'exécutif envisage d'élargir considérablement les pouvoirs de la police.

A CALAIS, des « atteintes graves » aux droits des étrangers d'après le contrôleur général des lieux de privation de liberté.

4 décembre – Place de la République à PARIS enquête sur une manifestation polémique. La Préfecture de police a-t-elle laissé faire les casseurs pour justifier a posteriori l'interdiction de manifester édictée après les attentats ?

Soupçon de terrorisme sur la fusillade de SAN BERNARDINO aux Etats Unis. Les motifs des deux suspects qui ont tué 14 personnes ne sont pas connus.

Déchéance de nationalité : l'idée qui passe mal. Vif émoi au sein de la majorité.

Bernard GODARD, spécialiste du culte musulman, redoute les effets pervers des ciblage de l'islam radical.

Bruxelles s'en prend aux pratiques fiscales de McDo. L'américain a conclu des accords avec le Luxembourg, stratégie qui lui aurait permis d'économiser plus d'1 Milliard d'euros d'impôts sur 5 ans en EUROPE.

5 décembre – Bernard TAPIE : « Je suis ruiné. Ruiné de chez ruiné ». Il a été condamné à rembourser 405 Millions d'euros dans l'affaire ADIDAS. Maître William BOURDON, l'un des conseils de l'Etat, dénonce les « boniments » de TAPIE. « L'arrêt de la Cour d'Appel ne pouvait pas mieux démontrer 20 ans de manipulations et une fraude à l'intérêt général hors norme ».

M. SARKOZY demande la récusation d'un juge, accusé de partialité parce que membre du Syndicat de la Magistrature. Il est poursuivi pour avoir tenté d'obtenir une décision clémente de Gilbert AZIBERT, alors magistrat à la Cour de Cassation.

L'Etat islamique appelle à « tuer » des enseignants. L'école « servirait à imposer le mode de pensée corrompu établi par la judéo-maçonnerie ».

Révision constitutionnelle : les détails du projet soumis au Conseil d'Etat. Les mesures d'exception pourront être maintenues six mois après la fin de l'état d'urgence. Sa durée ne sera pas limitée par la Constitution.

6 décembre – L'ombre de l'Etat islamique sur la fusillade en Californie. La femme avait fait allégeance à l'EI. L'attaque a fait 14 morts et plusieurs blessés.

Filière djihadiste : le discours de repentance des prévenus. Au 4^{ème} jour du procès, recrues et recruteurs sont restés peu loquaces sur leur organisation.

La ferme des terroristes : Famille MERAH, clan de Sabri ESSID, frères CLAIN ... Au prétexte de cours de CORAN ou de bols d'air, Olivier COREL « l'imam blanc » et sa femme ont accueilli dans leur maison d'ARTGAT dans l'Ariège, les plus dangereux djihadistes du moment.

8 décembre – Régionales : la poussée historique du Front National (moyenne nationale 27,8%). Il arrive en tête dans 6 régions.

Terrorisme : OBAMA tente de rassurer les Américains après la tuerie de SAN BERNARDINO.

Royaume Uni : agression dans le métro, la piste terroriste privilégiée.

Le gouverneur d'ADEN tué dans un attentat revendiqué par l'Etat islamique.

Le meurtrier présumé d'un couple dans le Lot-et-Garonne se suicide en prison.

9 décembre – Affaire ADIDAS : Bernard TAPIE met sa fortune à l'abri. Ses actifs ont été confiés à un administrateur judiciaire, lui évitant de rembourser les 405 Millions d'euros. Le pourvoi en cassation n'étant pas suspensif l'Etat était en droit de dépêcher ses huissiers afin de saisir ses actifs.

18 ans de prison requis contre Salim BENGHALEM. Le djihadiste en fuite en Syrie était jugé avec six autres prévenus de la filière du Val de Marne.

10 décembre – A MARSEILLE, la guerre des « blacks » et des « gitans ». Un conflit entre deux bandes pour le contrôle du trafic de drogue a fait une quinzaine de morts depuis 2008. Ceux qui ne se parlent plus aujourd'hui qu'à coups de kalachnikovs formaient autrefois une bande de copains.

Adoption du projet de loi de signalement des suspects de pédophilie. Ce texte permet la transmission d'informations avant toute condamnation dès la garde à vue ou l'audition d'une personne soupçonnée pour permettre des mesures conservatoires (exemple : la suspension d'un enseignant) le temps que l'enquête aboutisse.

Le troisième kamikaze du BATACLAN était un Strasbourgeois de 23 ans. Il était parti en Syrie en 2013 avec son frère et un groupe d'amis.

Des militaires français entendus sur des soupçons de viols en Centrafrique en 2013 et 2014.

11 décembre – A ROUBAIX l'inquiétude des associations. Dans cette ville du Nord marquée par la pauvreté, le tissu social s'alarme d'une arrivée du Front National. Taux de pauvreté : 45% en tête des villes les plus pauvres de France. Le tissu associatif permet aux quartiers de ne pas sombrer.

« Si je rentre, c'est pour tout exploser ». Des petits boulots au djihad en Syrie, le parcours du troisième terroriste du BATACLAN, Fouad Mohamed Aggad.

La constitutionnalité de l'état d'urgence mise en cause à propos d'une première question prioritaire de constitutionnalité sur les assignations à résidence de militants écologistes.

12 décembre – Feu vert européen au traçage des passagers. Le Parlement de STRASBOURG devrait approuver le projet de fichier PNR afin de lutter notamment contre le terrorisme.

A STRASBOURG « on a découvert la tête de Fouad Mohamed Aggad » aux informations. Les habitants de la MEINAU refusent que leur quartier soit « fiché terroriste » au motif que quelques jeunes sont partis en Syrie en 2013.

Attentat du 13 novembre : l'écheveau des complicités. En France et en Belgique, la justice met au jour un réseau d'amitiés ayant apporté une aide logistique.

14 décembre – Coup de balai à la mosquée de l'ARBRESLE. La fermeture du lieu de culte a ébranlé cette commune du Rhône. Le Conseil régional du culte musulman (CRCM) reprend en gestion l'ARBRESLE, VENISSIEUX et VILLEFRANCHE sur SAÔNE.

L'Etat d'urgence soumis au Conseil Constitutionnel. Le Conseil d'Etat a validé sept assignations à résidence, mais demande aux « sages » d'examiner la loi à l'occasion d'une question prioritaire de constitutionnalité.

Le Bâtonnier de PARIS dénonce le « recul » des libertés. Devant Christiane TAUBIRA il a exigé que « l'état d'urgence soit limité dans le temps, que les procédures prévoient le respect des droits de la défense et soient soumises au juge judiciaire ».

Débat : TZVETAN TODOROV essayiste et historien des idées « Ne déshumanisons pas l'ennemi ». C'est une erreur de qualifier de « monstres » ou de « barbares » nos agresseurs qui restent des êtres humains comme nous. Ceux qui veulent les combattre, mais aussi éviter qu'ils reviennent sous d'autres formes doivent s'en rappeler.

Un nouveau centre pénitentiaire a été ouvert au sud de BEAUVAIS et 166 détenus incarcérés dans deux prisons de l'OISE destinées à être fermées y ont été transférés dans la matinée.

15 décembre – Dix condamnations dans l'affaire du meurtre de Kevin et Sofiane, de 8 à 20 ans de réclusion criminelle et deux acquittements.

« Une du Monde »

« Sursis Republicain » Record pour le Front National : 6,7 Millions de suffrages. La gauche évite la déroute et l'emporte dans cinq régions. En gagnant sept régions, les Républicains n'effacent pas la montée du F.N.

Wauquiez, un ambitieux à la tête de la deuxième région de France. Il proposait durant sa campagne d'emprisonner 4000 personnes fichées « S » pour atteinte à la sûreté de l'Etat.

Désarmer la haine. En Belgique, à l'aide de groupes de paroles et de cellules de prévention, familles ou instituteurs tentent d'enrayer les ralliements à l'organisation Etat islamique.

16 décembre – L'instituteur, la fausse agression et la victoire du terrorisme. Un instituteur de Seine Saint-Denis « au cutter ». Il a fini par avouer avoir tout inventé. Il devait subir une inspection de l'Education nationale, il s'est souvent fait porter pâle en de telles occasions.

17 décembre – Syrie : nouvelles preuves des atrocités du régime ASSAD. Reconnus par leurs familles ou des codétenus, des hommes et des femmes sont morts de faim ou des suites de tortures.

Enquête sur les attentats de janvier : un marchand d'armes en garde à vue. Claude HERMANT, ex militaire, ancien militant d'extrême droite est soupçonné d'avoir équipé le tueur de l'hyper Cacher. Il était aussi un indicateur des gendarmes et des douanes pour des affaires de trafic de stupéfiants.

Jean Claude CASADESUS, chef d'orchestre fête ses 40 ans à la tête de l'Orchestre National de Lille. Il a été un pionnier à propos notamment de la musique dans les prisons.

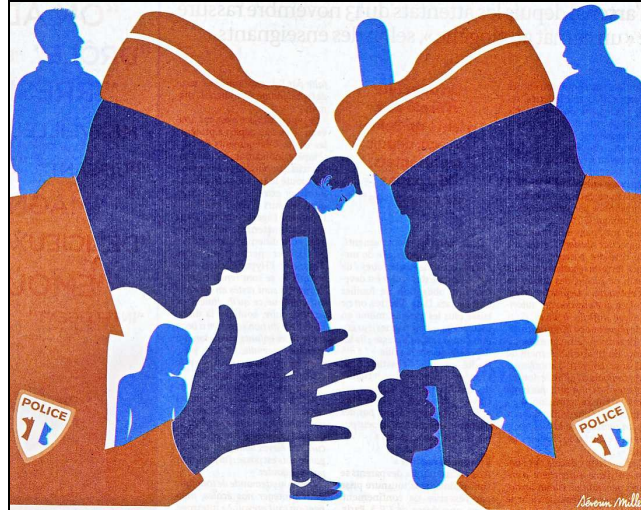
18 décembre – Le tribunal de la Cour de Justice de l'Union européenne a condamné BRUXELLES pour « avoir manqué à ses obligations » sur le dossier des perturbateurs endocriniens.

Photos de l'Etat islamique : Marine LE PEN visée par une enquête. La Présidente du Front National a diffusé sur TWITTER de sanglantes images prises par l'Etat islamique. Elle était outrée du « parallèle » qui aurait été fait par Jean Jacques BOURDIN entre le F.N et l'E.I.

Comment ABDESLAM a échappé à une perquisition. L'application de la loi a empêché la police belge d'arrêter l'un des principaux auteurs des attaques de PARIS.

Financement du terrorisme : TRACFIN pourra alerter les banques. TRACFIN est la cellule anti-blanchiment rattachée au Ministère des finances.

19 décembre – Des consignes de sécurité revues à la hausse dans les écoles. Le renforcement de l'arsenal depuis les attentats du 13 novembre rassure les parents mais crée un « climat anxieux » selon les enseignants.



Attentats : les cellules PSY toujours saturées. Un mois après les attaques, de nouveaux patients victimes de « troubles différés » se présentent chaque jour dans des services médico-psychologiques débordés.

Déchéance de nationalité : VALLS condamné à trancher. Dans son avis sur la réforme constitutionnelle le Conseil d'Etat ne bloque pas cette mesure qui divise la gauche.

Arbitrage TAPIE : un procès pour Christine LAGARDE. L'ex ministre est renvoyée pour « négligence » devant la Cour de Justice de la République.

A CALAIS tentative massive d'intrusion dans le tunnel. Un millier de migrants ont tenté de forcer le passage vers l'ANGLETERRE jeudi 17 décembre.

CORSE : la démonstration nationaliste. Jean Jacques TALAMONI, nouveau Président de l'Assemblée corse « nous obtiendrons l'amnistie des prisonniers et des recherchés. Demain les portes des prisons s'ouvriront et personne ne pourra s'opposer à cette volonté populaire ».

L'ONU veut tarir les ressources de financement de l'Etat islamique. Le Conseil de Sécurité accroit la pression sur les pays limitrophes notamment la TURQUIE accusée de fermer les yeux sur les trafics illicites dont le pétrole.

Des ados déposent plainte pour violences policières. Dans le 12^{ième} arrondissement de PARIS 18 garçons et filles dénoncent un harcèlement quotidien et brutal. Les « vérifs » c'est une fois par jour « les doigts dans les fesses » au moins une fois par semaine estime Yassine.

La France compte 3,8 Millions de mal-logés sous l'effet des loyers élevés et des revenus précaires. Près de 900.000 personnes n'ont pas d'habitation à elles selon la Fondation Abbé Pierre.

21 décembre – A MOLENBEEK, un plan contre la radicalisation. Les autorités belges veulent renforcer l'encadrement des lieux de culte musulman.

Les policiers démunis pour faire « parler » les téléphones cryptés. Les codes de verrouillage sont de plus en plus complexes.

Entre le Parti socialiste et les musulmans rien ne va plus. La défiance s'est accentuée lors des élections régionales après un premier décrochage aux municipales de 2014.

23 décembre – Enquête judiciaire sur le patrimoine déclaré des LE PEN. Les propriétés immobilières des LE PEN seraient sous évaluées.

Le défenseur des droits dénonce des « dérives » à propos des mesures prises dans le cadre de l'état d'urgence.

Les damnées de l'exil. Près de la moitié des migrants sont des femmes. Pendant leur fuite ou dans les pays d'accueil, elles doivent faire face à des risques spécifiques de violence et d'exploitation sexuelle.

24 décembre – HOLLANDE impose la déchéance de nationalité dans son projet de révision de la constitution. La décision a été prise contre l'avis de la ministre de la justice. Manuel VALLS a présenté un projet de loi qui donne de nouveaux pouvoirs aux procureurs et à la police au détriment des juges d'instruction.



Le ministre de l'Intérieur a annoncé qu'un projet d'attentat avait été déjoué à ORLEANS, le dixième en 2 ans.

Yassin SALHI s'est suicidé en prison. Il avait décapité son patron et attaqué un site gazier en juin.

Cannabis : des tests salivaires pour les lycéens franciliens. Le plan de Valérie PECRESSE est critiqué dans les milieux éducatifs et sanitaires. En 2014 près d'un jeune sur deux a déjà fumé du cannabis.

Assaut de SAINT-DENIS : confusion et questions. Un rapport apporte peu de réponses sur les circonstances de l'intervention.

Jawad BENDAOU, hébergeur des terroristes à Saint-Denis, aurait sciemment hébergé des personnes en cavale par bêtise, appât du gain et idéologie.

De l'Etat de droit à l'Etat de sécurité, tribune de Giorgio AGAMBEN philosophe. L'état d'urgence n'est pas un bouclier qui protège la démocratie. Au contraire il a

toujours accompagné les dictateurs et a même fourni un cadre légal aux exactions de l'Allemagne nazie. La France doit résister à cette politique de la peur.

25 décembre – Déchéance : la droite piégée, la gauche divisée, le front national satisfait. Martine AUBRY, Anne HIDALGO, les Verts et le front de gauche font part de leur vive opposition. Le Chef de l'Etat a estimé qu'il avait plus à perdre en revenant sur son discours devant le Congrès qu'en restant fidèle aux valeurs de la gauche.

Selon l'INED, 3,3 millions de personnes ont la double nationalité. 90% des binationaux sont immigrés ou descendants d'immigrés.

Un couple en garde à vue dans une enquête antiterroriste.

26 décembre – Etat islamique, le groupuscule qui a bousculé le monde. L'organisation s'est construite en à peine plus de dix ans et a supplanté Al-Qaïda pour les attentats. L'EI a su profiter des calculs des différents Etats qui pensaient le manipuler et s'est imposé par sa violence contre les chiites. Elle a mis en place un recrutement de masse pour mener des attaques contre des cibles faciles en EUROPE.

L'islam n'est pas terroriste par essence. Le Coran n'a pas l'exclusivité des pages assassines ou sanglantes : la Bible ou le nouveau Testament ne sont pas en reste d'après William MARX professeur de littératures comparées.

Décès de Madame CLAUDE proxénète française.

29 décembre – AJACCIO sous le choc après des manifestations xénophobes. Un lieu de prière musulman a été saccagé. Les dirigeants nationalistes dénoncent des « actes racistes ».

Déchéance de nationalité : la gauche se fracture. Jean Marc AYRAULT condamne la position défendue par François HOLLANDE et Manuel VALLS.

30 décembre – Déchéance de nationalité : HOLLANDE et VALLS ont un mois pour convaincre leur majorité. Certains prédisent une fronde inédite des élus de gauche quand la mesure sera débattue au Parlement début février.

Sanctions préventives contre des salles de prière. Dans les Alpes Maritimes 5 lieux de culte musulmans ont été fermés.

La radicalisation ne touche pas que les musulmans d'après DOUNIA BOUZAR. 874 familles catholiques ou athées ont un enfant parti au djihad.

31 décembre – De MOLENBEEK à PARIS, sur les traces des terroristes du 13 novembre. Les commandos étaient coordonnés depuis la Belgique par un homme qui n'a pas encore été identifié.

Un djihadiste français mort en Syrie, tué par des frappes américaines.

A MOLENBEEK les failles du clientélisme communautaire. L'ex bourgmestre de la commune est accusé d'avoir sous-estimé la radicalisation de certains jeunes

2977 perquisitions administratives ont été menées. 391 personnes assignées à résidence, 524 procédures judiciaires engagées.